



RAPPORT LÉGISLATIF 2025



PROCUREUR GÉNÉRAL PRÈS LA COUR DE CASSATION

Ria Mortier

*« Mieux vaut allumer une bougie que de maudire les ténèbres »
(Lao Tseu)*

Rapport 2025 du procureur général près la cour de cassation au comité parlementaire chargé du suivi législatif.

Table des matières

Préambule	1
A. Proposition. Limitation de l'intervention de la chambre du conseil lors de la clôture de l'instruction et modification des règles relatives au contrôle de la régularité des preuves par les juridictions d'instruction.....	3
B. Propositions <i>de lege ferenda</i> 2025.....	34
C. Propositions <i>de lege ferenda</i> non consacrées formulées dans les rapports législatifs précédents (sélections) et toujours d'actualité – Rappel	66

Préambule¹

1. L'article 11 de la loi du 25 avril 2007 instaurant un Comité parlementaire chargé du suivi législatif dispose que, dans le courant du mois d'octobre, le procureur général près la Cour de cassation et le Collège des procureurs généraux adressent au Comité un rapport comprenant un relevé des lois qui ont posé des difficultés d'application ou d'interprétation pour les cours et tribunaux au cours de l'année judiciaire écoulée.

Il ressort des termes de cette disposition que le rapport des procureurs généraux relève de leur responsabilité et non de celle des assemblées de corps. Pour ce qui est du présent rapport, il est bien entendu tenu compte d'éventuelles propositions venant tant du siège de la Cour que de son parquet. Toutefois, *in fine* c'est le soussigné qui en assume la responsabilité.

2. Il a été procédé dans le Rapport 2020 à un examen fouillé de la suite donnée par le Législateur au Rapport annuel *de lege ferenda* qu'il demande audit procureur général. Cet examen détaillé constitue la partie C du Rapport 2020, présentant un catalogue de l'ensemble des propositions retenues et non retenues depuis le début. Cette partie n'est plus reprise dans les Rapports ultérieurs mais reste consultable sur le site web de la Cour.

Il en est résulté le constat que sur la période analysée allant de 2007 à 2019, soit 12 ans, quelque 155 propositions ont été formulées. Toutefois, parmi ces 155 propositions, certaines ont été répétées, soit un peu plus d'une trentaine. Il y a donc eu, à proprement parler, quelques 111 propositions 'autonomes'. Sur ces 111 propositions, 50 paraissent avoir été consacrées, entièrement ou partiellement.

Autrement dit, **45 % des propositions ont été consacrées, soit presque la moitié.**

Cela dit, il y a lieu d'ajouter les précisions suivantes. D'abord, certaines des consécutions sont incertaines. Ensuite, sur les 50 propositions ayant abouti, une trentaine concernent de près ou de loin la matière pénale. Enfin, c'est principalement à la faveur des lois dites potpourris ou portant dispositions diverses de ces dernières années que nombre des propositions *de lege ferenda* ont connu une suite législative ; soit de 2014 à 2019, 37 sur 50. Et beaucoup des consécutions sont issues de lois adoptées en 2016, à savoir 23 sur 50, donc 46 % (principalement par les lois potpourris).

Ces constats restent d'actualité pour les deux dernières années écoulées et peuvent donc être repris dans le présent rapport.

3. Certains passages du rapport sont rédigés en une seule langue, en l'occurrence, soit le français, soit le néerlandais. La raison en est que le service de la concordance des textes de la Cour (service de traduction) continue à faire face à un volume de travail important. Ses capacités sont limitées et essentiels à la mission de rayonnement jurisprudentiel de la Cour. Ce service doit donc avant tout se consacrer à cette production.

4. Le rapport se décline en trois parties.

La *première partie* (A) contient une proposition plus substantielle de modification concernant la phase de clôture de l'instruction. Elle vise à limiter l'intervention de la chambre du conseil et à modifier les

¹ Le rapport législatif 2025 est une œuvre collective, à laquelle des conseillers de la Cour, des avocats généraux, des référendaires et des collègues administratifs du parquet ont contribué.

règles relatives au contrôle de la régularité des preuves par les juridictions d'instruction. Cette proposition a également été soumise à la ministre de la Justice à la suite d'une sollicitation de sa part de formuler des propositions visant à améliorer la procédure pénale

La *deuxième partie* (B) énonce huit propositions, trouvant leur origine dans des constats faits en 2025 ou déjà antérieurement et qui paraissent mériter l'attention particulière du Législateur. Comme par le passé, les propositions sont rédigées de telle façon qu'elles puissent servir de base pour la rédaction d'un exposé de motifs et d'un avant-projet de texte de loi.

La *troisième partie* (C) partie reprend, pour mémoire, des propositions faites dans les rapports législatifs précédents et dont nous pensons qu'ils sont toujours d'un intérêt certain.



A. Proposition. Limitation de l'intervention de la chambre du conseil lors de la clôture de l'instruction et modification des règles relatives au contrôle de la régularité des preuves par les juridictions d'instruction

La présente proposition fait suite à un courrier adressé le 8 octobre 2025 par la ministre de la Justice aux chefs de corps de la Cour de cassation les invitant à formuler des idées ou des piste de réforme de la procédure pénale en vue de l'améliorer et de la rendre plus efficace et plus rapide. La proposition porte sur la modification de la phase du règlement de la procédure et du contrôle de la régularité des preuves qui pourrait être mise en œuvre fort rapidement afin de permettre une économie procédurale significative sans bouleverser l'ensemble du système actuel.

La mercuriale prononcée le 1^{er} septembre 2020 à l'audience solennelle de la Cour de cassation proposait déjà la suppression du règlement de la procédure par la chambre du conseil et de transférer le contrôle de régularité des preuves vers les juridictions de jugement².

Par le présent texte, le Procureur général près la Cour de cassation entend donner corps à cette proposition et souhaite la soumettre à un débat large et constructif.

La limitation de l'intervention de la chambre du conseil lors de la clôture de l'instruction (modification des articles 127 et suivants du Code d'instruction criminelle)

1. À l'heure actuelle, la phase de clôture de l'instruction est devenue problématique, surtout lorsque, dans les dossiers complexes, elle s'éternise sur des questions de procédure et dégénère en un (pré-)débat sur le fond. Principalement dans les affaires complexes ayant pour objet la criminalité grave et organisée ou la délinquance financière, il est fréquent que les conseils des inculpés déposent des conclusions fort développées contestant le fondement des préventions (et pas seulement l'existence de charges) et plaident devant les juridictions d'instruction comme devant une juridiction de jugement. L'examen de telles causes s'étale parfois sur plusieurs audiences.

Dès lors, il est proposé de faire l'économie de cette phase chronophage, qui n'apporte finalement que peu de plus-value et se montre discriminatoire par rapport à la phase de clôture de l'*information*, où le ministère public peut citer directement le suspect sans un filtre opéré par un juge.

Dans une telle perspective, le ministère public reprendrait la main à la fin de l'instruction et déciderait de la suite à réserver au dossier, mais sous le contrôle d'un juge. A cet égard, lorsqu'il est d'avis qu'il doit être mis fin de façon complète aux poursuites, on pourrait s'inspirer du système d'homologation mis en place pour la transaction et la médiation conclues après l'ouverture des poursuites et pour la procédure de reconnaissance préalable de culpabilité.

Si le ministère public estime devoir poursuivre, l'inculpé recevra une citation directe devant la juridiction de jugement après avoir reçu un accès au dossier et la possibilité de solliciter des devoirs complémentaires.

À ce stade, le ministère public pourrait également initier ou finaliser des procédures alternatives telles que la transaction, la médiation pénale ou la procédure de reconnaissance préalable de culpabilité.

À ce stade, le ministère public pourrait également décider de l'abandon des poursuites total (figure intermédiaire entre le classement sans suite et le non-lieu actuel) ou partiel (limité à certaines

² Voy. D. VANDERMEERSCH, « La réforme des Codes en matière pénale : un saut nécessaire du XIX^e au XXI^e siècle », *J.T.*, 2020, pp. 541 à 555 ; D. VANDERMEERSCH, « De hervorming van de wetboeken in strafzaken: een noodzakelijke sprong van de 19^{de} naar de 21^{ste} eeuw », *R.W.*, 2020, pp. 402 à 425.

préventions). En fonction du choix qui pourrait être fait par le législateur, les motifs d'abandon des poursuites pourraient concerner uniquement des motifs techniques ou d'insuffisance de charge comme actuellement dans le cas du non-lieu (**proposition A**) mais on pourrait concevoir que le ministère public retrouve à ce stade également une latitude pour juger de l'opportunité des poursuites (**proposition B**).

Dans la **proposition A (nouvel article 128)**, le ministère public pourrait décider l'abandon des poursuites seulement **pour des motifs techniques ou d'insuffisance de charges** s'il est d'avis :

- 1° que le fait ne constitue pas une infraction ;
- 2° que l'auteur est demeuré inconnu ;
- 3° qu'il n'existe pas de charge suffisante contre l'inculpé ;
- 4° que l'action publique est éteinte ; ou
- 5° que les poursuites sont irrecevables.

Dans la **proposition B (nouvel article 128)**, le ministère public pourrait décider l'abandon des poursuites non seulement **pour des motifs techniques ou d'insuffisance de charges mais aussi pour des raisons d'opportunité**. Il pourrait ainsi décider de l'abandon des poursuites s'il est d'avis :

- 1° que le fait ne constitue pas une infraction ;
- 2° que l'auteur est demeuré inconnu ;
- 3° qu'il n'existe pas de charge suffisante contre l'inculpé ;
- 4° que l'action publique est éteinte ;
- 5° que les poursuites sont irrecevables ; ou
- 6° que les poursuites sont inopportunes vu notamment le peu de gravité, l'enjeu limité des faits ou l'ancienneté des faits, ou eu égard à la personnalité de l'inculpé et à la réparation du dommage.

Le ministère public pourrait ainsi profiter de l'occasion pour recourir à des procédures simplifiées ou alternatives au procès ou recentrer les poursuites sur les préventions principales en limitant le débat aux faits pertinents, à savoir ceux qui sont de nature à avoir une incidence effective sur la décision du juge, en évitant la surqualification de faits et en renonçant aux préventions accessoires ou peu significatives.

Face à la difficulté parfois de vider la saisine du juge d'instruction et dans un souci d'économie procédurale, il aurait été tentant de concevoir le recours à la formule « abandon des poursuites pour le surplus », pour éviter au parquet de devoir qualifier tous les faits dont le juge d'instruction a été saisi et que le parquet ne souhaite pas voir porter devant le juge du fond. Mais une telle option se heurte à deux objections : *Primo*, l'abandon des poursuites pour plusieurs faits peut être dicté par des motifs différents, qui doivent apparaître dans le réquisitoire du ministère public pour permettre au juge chargé de l'homologation de les vérifier. *Secundo*, si l'inculpé, postérieurement à cette homologation, fait l'objet de nouvelles poursuites pour des faits qui, selon lui, font partie de ceux pour lesquelles d'abandon des poursuites a été homologué et que les faits n'ont pas été qualifiés dans l'acte d'homologation, il faudra, pour vérifier si le principe « ne bis in idem » s'applique, opérer de nouvelles vérifications dans le dossier clôturé.

Le ministère public doit donc qualifier, fût-ce sommairement, tous les faits dont le juge d'instruction a été saisi.

Il est prévu qu'après avoir pris sa décision quant à l'orientation qu'il compte donner au dossier, le procureur du Roi notifie sa décision par télécopie, par envoi recommandé ou par voie électronique, à l'inculpé, à la partie civile, à celui qui a fait une déclaration de personne lésée et à leurs avocats. Il leur communique soit un projet de citation directe devant la juridiction de jugement, soit une décision

motivée d'abandon des poursuites, soit une proposition d'application d'une des procédures prévues aux articles 216, 216*bis* ou 216*ter* du Code d'instruction criminelle. A ce stade, les parties (inculpé et partie civile) et la personne qui a fait une déclaration de personne lésée sont également averties de la possibilité de prendre connaissance du dossier et d'en lever copie ainsi que de solliciter l'accomplissement de devoirs complémentaires. En cas d'introduction d'une telle demande, la procédure prévue à l'article 61*quinquies* du Code d'instruction criminelle est d'application et après le traitement de cette demande, la procédure reprend son cours.

Après l'exécution éventuelle de devoirs complémentaires, le ministère public peut maintenir sa décision initiale mais il peut aussi, si le résultat des devoirs complémentaires le justifie, prendre une des autres options prévues à l'article 127, § 1^{er}, alinéa 3, en projet, sans que cela donne lieu à une nouvelle possibilité, pour les parties, de solliciter des devoirs complémentaires.

Dans tous les cas où la décision du ministère public aurait pour effet de mettre un terme aux poursuites, fût-ce partiellement³, celle-ci devrait être homologuée, selon le cas, par la juridiction d'instruction (transaction, médiation pénale, procédure de reconnaissance préalable de culpabilité ou abandon total des poursuites) ou par la juridiction de jugement (transaction, médiation pénale, procédure de reconnaissance préalable de culpabilité ou abandon partiel des poursuites). Dans le cadre de cette procédure d'homologation, la partie civile se verrait offrir l'occasion de contester la décision prise par le ministère public.

Dans la proposition B, le ministère public pourrait également jouer un rôle de filtre à l'égard des constitutions de partie civile par action non justifiées : lorsqu'à ses yeux, la plainte de la partie civile ne mérite pas le renvoi d'un dossier devant un juge pénal, le ministère public pourrait décider de l'abandon des poursuites mais sa décision serait soumise à l'homologation par la juridiction d'instruction ou de jugement.² Lors de la clôture de l'instruction, l'intervention de la chambre du conseil serait, par conséquent, cantonnée à des hypothèses limitées ne nécessitant, en principe, que des débats succincts et de nature à mettre fin aux poursuites à savoir :

- l'homologation de l'abandon total des poursuites ;
- l'homologation de la convention de reconnaissance préalable de culpabilité (art. 216, §§ 5 à 8, C.i.cr.) ;
- l'homologation de la transaction pénale (art. 216*bis*, § 2, al. 9, C.i.cr.) ;
- l'homologation de la procédure de médiation et mesure (art. 216*ter*, § 6, C.i.cr.) ;
- la décision sur des réquisitions d'internement du ministère public.

La suspension du prononcé de la condamnation, quant à elle, ne pourrait être ordonnée par la chambre du conseil que dans le cadre de la procédure de reconnaissance de culpabilité.

a. L'homologation de l'abandon total des poursuites (art. 127 et 128 C.i.cr. en projet)

Comme indiqué ci-dessus, le ministère public pourra, à l'issue de l'instruction, décider l'abandon total des poursuites sous le contrôle de la juridiction d'instruction. Dans ce cas, l'abandon des poursuites doit porter sur l'ensemble des faits dont est saisi le juge d'instruction et a pour objet, s'il est homologué, de mettre fin aux poursuites.

Dans la proposition A, il pourra le faire pour des motifs techniques ou d'insuffisance de charges (pas d'infraction, auteur inconnu, pas de charge suffisante, action publique éteinte ou encore poursuites

³ L'abandon partiel des poursuites, qui peut porter sur des faits qui paraissent importants, par exemple aux yeux d'une partie civile, devra en effet aussi être homologué.

irrecevables). Dans la proposition B, afin de limiter le contentieux des juridictions de fond davantage aux causes qui méritent réellement un procès devant elles, le ministère public pourrait opter en outre pour l'abandon des poursuites pour des motifs d'opportunité (lorsque « les poursuites sont inopportunes vu notamment le peu de gravité, l'enjeu limité des faits ou l'ancienneté des faits, ou eu égard à la personnalité de l'inculpé et à la réparation du dommage »).

Afin de préserver les droits de la partie civile, il est prévu que celle-ci puisse interjeter appel contre la décision d'homologation de la décision du procureur du Roi d'abandonner les poursuites. L'inculpé est sans intérêt à interjeter appel de cette décision.

En ce qui concerne le procureur du Roi, il pourra interjeter appel de la décision de refus d'homologation de l'abandon des poursuites.

Comme la décision de refus d'homologation implique que la procédure se poursuit et que l'inculpé sera cité directement devant la juridiction de jugement par le ministère public, l'inculpé ne dispose pas de droit d'appel contre une telle décision (il ne dispose pas actuellement de droit d'appel contre la décision de renvoi de la chambre du conseil en tant qu'elle constate l'existence de charges).

b. L'homologation de la convention de reconnaissance préalable de culpabilité

La procédure de reconnaissance préalable de culpabilité est actuellement régie par l'article 216 du Code d'instruction criminelle. Les paragraphes 5 à 8 de cette disposition confient déjà actuellement à la chambre du conseil le soin d'homologuer la convention de reconnaissance préalable de culpabilité. Cette procédure peut donc être maintenue.

Jusqu'à présent, la suspension du prononcé de la condamnation peut être ordonnée par la juridiction d'instruction lorsqu'elle estime que la publicité des débats pourrait provoquer le déclassement de l'inculpé ou compromettre son reclassement. Comme elle implique une déclaration de culpabilité et l'accord de l'inculpé, il est raisonnable de réserver dorénavant l'hypothèse où la suspension du prononcé de la condamnation peut être ordonnée par la chambre du conseil à l'hypothèse où celle-ci est conclue dans le cadre d'une convention de reconnaissance préalable de culpabilité homologuée par cette juridiction. Une telle procédure permet en effet d'éviter les effets néfastes de la publicité des débats⁴.

c. L'homologation de la transaction pénale

La procédure de l'extinction des poursuites moyennant le paiement d'une somme d'argent est actuellement régie par l'article 216bis du Code d'instruction criminelle. Le paragraphe 2 de cette disposition permet actuellement à la chambre du conseil d'homologuer la proposition de transaction pénale lorsque le juge d'instruction a été chargé d'instruire. Cette procédure peut donc être maintenue.

d. L'homologation de la procédure de médiation et mesures

La procédure de l'extinction des poursuites moyennant l'exécution de mesures et le respect des conditions est actuellement régie par l'article 216ter du Code d'instruction criminelle. Le paragraphe 6 de cette disposition prévoit également l'homologation par la chambre du conseil de la convention

⁴ L'article 3 de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation ou l'article 64, § 4, du Code pénal de 2024 devra être modifié en ce sens.

de médiation et mesures lorsque le juge d'instruction a été chargé d'instruire. Cette procédure peut être maintenue.

e. La décision sur les réquisitions d'internement du procureur du Roi

Conformément à l'article 9, § 1^{er}, de la loi du 5 mai 2014, modifié par l'article 150 de la loi du 4 mai 2016, la juridiction d'instruction peut, à moins qu'il ne s'agisse d'une infraction politique ou de presse, ordonner l'internement de l'inculpé qui a commis une infraction portant atteinte ou menaçant l'intégrité physique ou psychique de tiers si, au moment de la décision, il est atteint d'un trouble mental qui abolit ou altère gravement sa capacité de discernement ou de contrôle de ses actes et qu'il existe un danger qu'il commette de nouveaux faits de même nature en raison de son trouble mental éventuellement combiné avec d'autres facteurs.

La décision d'internement ne devrait normalement pas être de la compétence de la juridiction d'instruction puisqu'elle constitue une décision sur le fond de l'affaire : elle suppose, en effet, que le fait qualifié infraction ait été déclaré établi à charge de l'inculpé⁵. Cette prérogative, accordée de façon exceptionnelle à la juridiction d'instruction qui statue dans ce cas comme une juridiction de jugement, a été justifiée par la volonté de simplifier la procédure lorsque l'internement s'avère nécessaire pour des inculpés dont le trouble mental grave ne laisse pas ou peu de doutes quant à son existence et à sa nature⁶.

Il convient donc de préserver cette possibilité pour la juridiction d'instruction de prononcer une telle mesure.

Si la chambre du conseil refuse de prononcer l'internement à ce stade, elle renvoie le dossier au procureur du Roi.

La décision de la chambre du conseil ordonnant ou refusant l'internement est susceptible d'appel devant la chambre des mises en accusation.

3. Lorsque le procureur du Roi décide, à la clôture de l'instruction, de citer directement l'inculpé devant le tribunal compétent pour certains faits, il peut décider de l'abandon des poursuites pour les autres faits dont le juge d'instruction était saisi. Afin de vider la saisine du juge d'instruction, il qualifie ces derniers faits, fût-ce sommairement, dans la citation et y précise qu'il abandonne les poursuites à leur égard.

Dans ce cas, il revient à la juridiction de jugement saisie d'homologuer, après avoir entendu les parties, la décision d'abandon partiel des poursuites en vérifiant le motif invoqué dans la citation. Si l'homologation de l'abandon partiel des poursuites est refusée, le dossier est mis à la disposition du procureur du Roi afin qu'il cite directement le prévenu de ce chef. Le juge qui a refusé l'homologation ne peut connaître de l'examen du fond de l'affaire (article 128 *in fine* C.i.cr. en projet). On peut penser que les cas de refus d'homologation seront plutôt rares⁷.

4. L'homologation de l'abandon des poursuites par la juridiction compétente a le même effet qu'une décision de non-lieu à l'heure actuelle. Dans ce cas, l'inculpé ne pourra pas être poursuivi en raison

⁵ M.-A. BEERNAERT, D. VANDERMEERSCH et M. GIACOMETTI, *Droit de la procédure pénale*, Bruxelles, La Charte, 10^{ème} éd., 2025, p. 1139 ; A. DE NAUW, « L'internement et la partie civile à la lumière de l'arrêt de la Cour de cassation du 11 janvier 1983 », *Rev. dr. pén. crim.*, 1984, pp. 431-461. Sur l'étendue de la mission de la juridiction d'instruction, on consultera : Cass. 11 mars 1987, *Rev. dr. pén. crim.*, 1987, p. 703 et la note ; R. DECLERCQ, « Onderzoeksgerechten », *A.P.R.*, Deurne, Kluwer, 1993, pp. 353-371.

⁶ *Doc. parl.*, Ch., sess. ord. 2006-2007, n° 2841/001, p. 24.

⁷ En cas d'appel d'une partie civile contre l'homologation d'un abandon partiel des poursuites par le juge du fond, la juridiction d'appel, si elle réforme cette décision, renvoie l'affaire au ministère public pour que celui-ci cite le prévenu devant un autre juge que celui qui a pris la décision entreprise.

du même fait, à moins qu'il ne survienne des charges nouvelles. En tout état de cause, la partie civile pourra faire valoir ses droits devant le tribunal civil compétent.

En cas de survenance de charges nouvelles, seul le procureur du Roi pourra requérir le juge d'instruction d'instruire à nouveau les faits.

5. Dans son rapport final⁸, la commission de réforme de la Cour d'assises, créée en 2005, avait déjà proposé la suppression de la double appréciation – chambre du conseil et chambre des mises en accusation – pour le renvoi d'une cause à la cour d'assises, celle-ci n'étant pas nécessaire, la procédure pouvant être allégée et simplifiée sur ce plan⁹.

Cette Commission avait retenu l'option de la suppression de l'intervention de la chambre du conseil. Le ministère public doit par conséquent adresser directement ses réquisitions à la chambre des mises en accusation. Le fait de confier l'appréciation à ce niveau au lieu de la répartir entre les différentes chambres du conseil du même ressort de cour d'appel permet de garantir au maximum l'uniformité dans l'approche de la jurisprudence.

Dans une telle optique, seule la chambre des mises en accusation a encore la possibilité de délivrer une ordonnance de prise de corps.

Cette proposition se trouve traduite dans le présent projet (art. 131 et 217 e.s. C.i.cr. en projet).

A. Le glissement du contrôle de la régularité des actes d'instruction et de l'obtention de la preuve vers les juridictions de jugement (modification en projet des articles 131 et 235bis C.i.cr.)

Le dispositif actuel de contrôle de la régularité de la procédure confié aux juridictions d'instruction donne lieu à une multiplication des procédures et est source de ralentissements inquiétants dans le traitement des causes¹⁰. Notamment dans les affaires de criminalité organisée et celles financières, les avocats plaident les erreurs de procédure et le dépassement du délai raisonnable. On assiste de plus en plus à l'émergence d'un procès dans le procès sans que cela n'empêche que les questions de régularité de la procédure ne resurgissent d'une manière ou d'une autre devant le juge du fond.

Dès lors, il convient de confier le contentieux de la régularité de la procédure à la juridiction de jugement : « C'est le fond du litige qui permet le plus souvent d'apprécier les nullités à leur juste valeur »¹¹.

Les causes d'irrecevabilité des poursuites ou d'extinction de l'action publique, qui mettent fin de façon définitive aux poursuites, devraient encore pouvoir être soulevées devant la chambre des mises en accusation dans le cadre de la procédure prévue à l'article 235bis du Code d'instruction criminelle. Conformément à l'article 235bis, alinéa 5, les causes d'irrecevabilité ou d'extinction de l'action publique qui ont ainsi été examinées devant la chambre des mises en accusation ne peuvent plus l'être devant le juge du fond sauf lorsqu'elles ne sont acquises que postérieurement aux débats devant la chambre des mises en accusation. Par ailleurs, à la suite de la suppression du règlement de la procédure par la chambre du conseil, la règle figurant à l'article 131 du Code d'instruction criminelle,

⁸ Rapport définitif de la « Commission de réforme de la cour d'assises » remis à Madame la Ministre de la Justice le 23 décembre 2005, pp. 88-89.

⁹ À titre de comparaison, il peut être souligné qu'en France également, la double appréciation après la clôture de l'instruction n'est plus prévue et que le juge d'instruction renvoie directement l'affaire devant la cour d'assises : article 82 de la loi du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes, *J.O.* n° 138 du 16 juin 2000 p. 9038.

¹⁰ M. DE SWAEF, « Le pourvoi en cassation en matière pénale aujourd'hui et demain : quelques réflexions pour l'avenir », *Mercuriale* prononcée le 1^{er} septembre 2005, *Pas.*, 2005, p. 23.

¹¹ Avis de l'O.B.F.G., *Doc. parl.*, Sénat, 2012-2013, n° 5-1832/4, p. 35.

qui prévoyait le contrôle de la régularité de la procédure par cette juridiction à cette occasion, est supprimée.

Pour les questions relatives à la régularité d'un acte d'instruction ou de l'obtention d'une preuve, le contrôle opéré par la chambre des mises en accusation dans le cadre du contrôle prévu à l'article 235bis du Code d'instruction criminelle peut se limiter à un contrôle de prime abord¹². En effet, cela se justifie en raison des critères d'admissibilité de la preuve retenus par l'article 32 du titre préliminaire du Code de procédure pénale. Suivant la Cour, toute irrégularité n'entraîne pas *ipso facto* la nullité de l'acte et son écartement du dossier : l'acte irrégulier doit être écarté en cas de violation d'une forme prescrite à peine de nullité ou lorsque l'irrégularité ôte à la preuve sa fiabilité, ou lorsqu'elle compromet le droit à un procès équitable. La Cour considère qu'en dehors de ces hypothèses, le maintien provisoire des actes irréguliers dans le dossier de la procédure n'est pas de nature, à lui seul, à rendre impossible un examen équitable de l'ensemble de la cause par la juridiction de jugement¹³. Mais la Cour a aussi précisé que la fiabilité de la preuve ne peut être examinée par la juridiction d'instruction, dès lors que cet examen relève de l'appréciation de la valeur probante, qui incombe exclusivement au juge du fond¹⁴. En ce qui concerne le critère de l'usage contraire à un procès équitable, cette appréciation revient en principe à la juridiction de jugement puisque suivant la Cour, l'équité du procès pénal s'apprécie par rapport à l'ensemble de la procédure, en recherchant si les droits de la défense ont été respectés, en examinant si la personne poursuivie a eu la possibilité de contester l'authenticité des preuves et de s'opposer à leur utilisation, en vérifiant si les circonstances dans lesquelles les éléments à charge ont été obtenus jettent le doute sur leur crédibilité ou leur exactitude, et en évaluant l'influence de l'élément de preuve obtenu irrégulièrement sur l'issue de l'action publique¹⁵.

Dès lors, dans tous les cas de saisine¹⁶, la chambre des mises en accusation peut être amenée à contrôler les causes d'irrecevabilité des poursuites ou d'extinction de l'action publique et, le cas échéant, à procéder à un contrôle de prime abord de la régularité d'un acte d'instruction ou de l'obtention d'une preuve. Si cette juridiction constate l'irrecevabilité ou l'extinction des poursuites, sa décision met fin aux poursuites du chef des faits concernés. Si, au terme de son examen de prime abord, la chambre des mises en accusation constate une irrégularité, une omission ou une cause de nullité affectant un acte d'instruction ou l'obtention de la preuve, elle procède comme il est prévu au paragraphe 6 de l'article 235bis du Code d'instruction criminelle.

B. Propositions de textes modifiés

¹² La Cour de cassation admet déjà actuellement que la juridiction d'instruction appelée à se prononcer sur le maintien de la détention préventive n'est tenue qu'à un examen de prime abord de l'irrégularité invoquée par l'inculpé et de son incidence sur les conditions légales du maintien de la détention préventive (voy. notamment Cass. 3 juillet 2007, RG P.07.0920.N, *Pas.* 2007, n° 370 ; Cass. 22 septembre 2009, RG P.09.1389.N, *Pas.* 2009, n° 518 ; M.-A. BEERNAERT, D. VANDERMEERSCH et M. GIACOMETTI, *Droit de la procédure pénale*, Bruxelles, La Charte, 10^e éd., 2025, pp. 1329-1330.

¹³ Cass. 30 octobre 2013, RG P.13.1403.F, *Pas.* 2013, n° 566, concl. avocat général D. VANDERMEERSCH, *J.L.M.B.*, 2014, p. 394, note F. KONING, « La présomption d'innocence et le devoir d'impartialité, simples sujets de colloque ».

¹⁴ Cass. 13 juin 2023, RG P.23.0266.N, www.juportal.be ; Cass. 16 février 2016, RG P.14.1935.N, *Pas.* 2016, n° 116.

¹⁵ Cass. 15 décembre 2010, RG P.10.0914.F, *Pas.* 2010, n° 743.

¹⁶ Il peut s'agir d'un appel en matière de détention préventive, un appel d'une ordonnance du juge d'instruction rendue en application de l'article 61ter, 61quater ou 61quinquies du Code d'instruction criminelle (en ce compris l'appel dans le cadre d'une demande de devoirs complémentaires introduite lors de la clôture de l'instruction) ou d'une saisine en application de l'article 136 ou de l'article 136bis du Code d'instruction criminelle.

Deux textes (**proposition A et proposition B**) contenant un avant-projet de modification des dispositions légales relatives au règlement de la procédure et au contrôle de la régularité de la procédure sont joints aux présents développements.

Si l'un d'elle est retenue, il y aura lieu de veiller à adapter également certaines autres dispositions, telles que les dispositions de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive concernant le règlement de la procédure, celles relatives au privilège de juridiction, l'article 3 de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation ou l'article 64, § 3, du Code pénal du 29 février 2024 et l'article 49 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait.

<i>Français</i> <u>PROPOSITION A</u>	<i>Nederlands</i> <u>VOORSTEL A</u>
Avant-projet de loi Limitation de l'intervention de la chambre du conseil lors de la clôture de l'instruction	Voorontwerp van wet Beperking van de tussenkomst van de raadkamer bij de afsluiting van het gerechtelijk onderzoek
Modifications au Code d'instruction criminelle :	Wijzigingen aan het Wetboek van strafvordering:
<u>CHAPITRE IX.</u> - LA CLOTURE DE L'INSTRUCTION	<u>HOOFDSTUK IX.</u> - DE AFSLUITING VAN HET GERECHTELIJK ONDERZOEK
Art. 127. § 1 ^{er} . Lorsque le juge d'instruction juge son instruction terminée, il communique le dossier au procureur du Roi. Si le procureur du Roi estime que l'instruction n'est pas complète, il peut requérir l'accomplissement d'autres devoirs conformément à l'article 61. Si le procureur du Roi considère que l'instruction est complète et que les faits relèvent de la compétence du tribunal de police, du tribunal correctionnel ou de la chambre de dessaisissement du tribunal de la jeunesse, il peut prendre une décision motivée d'abandon des poursuites conformément à l'article 128, citer directement l'inculpé devant le tribunal compétent conformément à l'article 130 ou proposer à l'inculpé l'application d'une des procédures prévues aux articles 216, 216 <i>bis</i> ou 216 <i>ter</i> . Si le procureur du Roi est d'avis que les faits relèvent de la compétence de la cour d'assises,	Art. 127. § 1. Wanneer de onderzoeksrechter oordeelt dat zijn onderzoek voltooid is, zendt hij het dossier over aan de procureur des Konings. Indien de procureur des Konings meent dat het onderzoek niet volledig is, kan hij bijkomende onderzoekshandelingen vorderen overeenkomstig artikel 61. Indien de procureur des Konings meent dat het onderzoek volledig is en dat de feiten onder de bevoegdheid vallen van de politierechtbank, de correctionele rechtbank of de kamer van uithandengeving bij de jeugdrechtbank, kan hij hetzij een met redenen omklede beslissing tot afstand nemen overeenkomstig artikel 128, de inverdenkinggestelde rechtstreeks dagvaarden voor de bevoegde rechtbank overeenkomstig artikel 130, of de inverdenkinggestelde een voorstel doen tot toepassing van een van de procedures bedoeld in de artikelen 216, 216 <i>bis</i> of 216 <i>ter</i> . Indien de procureur des Konings van oordeel is dat de feiten onder de bevoegdheid vallen van

il transmet le dossier au procureur général conformément à l'article 131. § 2. Le procureur du Roi notifie sa décision par télécopie, par envoi recommandé ou par voie électronique, à l'inculpé, à la partie civile, à celui qui a fait une déclaration de personne lésée et à leurs avocats. Il leur communique soit un projet de citation directe devant la juridiction de jugement, soit une décision motivée d'abandon des poursuites, soit une proposition d'application d'une des procédures prévues aux articles 216, 216<i>bis</i> ou 216<i>ter</i>. Il les informe que le dossier est mis à leur disposition au greffe du tribunal de première instance pendant quinze jours à partir de la notification visée à l'alinéa 1^{er}. Ce délai est réduit à huit jours lorsqu'un des inculpés est en détention préventive. Il les informe également qu'ils peuvent en prendre connaissance et en lever copie. Ils peuvent eux-mêmes et par leurs propres moyens, prendre une copie du dossier gratuitement, sur place. § 3. L'inculpé et la partie civile peuvent demander au juge d'instruction l'accomplissement d'actes d'instruction complémentaires, conformément à l'article 61<i>quinquies</i>. L'inculpé et la partie civile peuvent introduire une demande auprès du juge d'instruction conformément à l'article 90<i>septies</i>, § 6, alinéa 2. Les demandes mentionnées au présent paragraphe doivent, à peine d'irrecevabilité, être adressées ou déposées au greffe du tribunal de première instance dans le délai visé au paragraphe 2, alinéa 2.	het hof van assisen, maakt hij het dossier over aan de procureur-generaal overeenkomstig artikel 131. § 2. De procureur des Konings stelt de inverdenkinggestelde, de burgerlijke partij, degene die een verklaring van benadeelde persoon heeft afgelegd en hun advocaten in kennis van zijn beslissing per faxpost, per aangetekende zending of langs elektronische weg. Hij bezorgt hen ofwel een ontwerp van rechtstreekse dagvaarding voor de vonnisrechter, ofwel een met redenen omklede beslissing tot afstand van vervolging, ofwel een voorstel tot toepassing van een van de procedures bedoeld in de artikelen 216, 216<i>bis</i> of 216<i>ter</i>. Hij deelt hen mee dat het dossier gedurende vijftien dagen ter beschikking ligt op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg vanaf de kennisgeving bedoeld in het eerste lid. Deze termijn wordt verkort tot acht dagen indien een van de inverdenkinggestelden in voorlopige hechtenis zit. Hij deelt hen eveneens mee dat zij inzage in het dossier kunnen hebben en er kopie van kunnen opvragen. Zij kunnen zelf en met hun eigen middelen kosteloos een kopie nemen van het dossier ter plaatse. § 3. De inverdenkinggestelde en de burgerlijke partij kunnen de onderzoeksrechter verzoeken om bijkomende onderzoekshandelingen te verrichten overeenkomstig artikel 61<i>quinquies</i>. De inverdenkinggestelde en de burgerlijke partij kunnen een verzoek overeenkomstig artikel 90<i>septies</i>, § 6, tweede lid, aan de onderzoeksrechter richten. De verzoeken vermeld in deze paragraaf dienen op straffe van niet ontvankelijkheid toegezonden aan of neergelegd te worden op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg binnen de in paragraaf 2, tweede lid, bedoelde termijn.
Article 128. § 1^{er}. Le procureur du Roi peut décider un abandon des poursuites lorsqu'il est d'avis :	Artikel 128.

1° que le fait ne constitue pas une infraction ; 2° que l'auteur est demeuré inconnu ; 3° qu'il n'existe pas de charge suffisante contre l'inculpé ; 4° que l'action publique est éteinte ; ou 5° que les poursuites sont irrecevables. § 2. En cas d'abandon total des poursuites, le procureur du Roi saisit la chambre du conseil en vue de l'homologation de sa décision. La chambre du conseil, après avoir entendu les parties, homologue la décision d'abandon des poursuites en vérifiant si le motif invoqué par le ministère public la justifie. § 3. Si, à la clôture de l'instruction, le procureur du Roi cite directement l'inculpé devant le tribunal compétent pour certains faits conformément à l'article 130 et décide l'abandon des poursuites pour les autres faits dont le juge d'instruction était saisi, la juridiction de jugement, après avoir entendu les parties, homologue la décision d'abandon des poursuites en vérifiant si le motif invoqué par le ministère public la justifie. Si la décision d'abandon des poursuites n'est pas homologuée, le dossier est mis à la disposition du procureur du Roi. Le juge qui a refusé l'homologation ne peut connaître de l'examen du fond de l'affaire.	§ 1. De procureur des Konings kan beslissen tot afstand van vervolging wanneer hij van mening is: 1° dat het feit geen misdrijf uitmaakt; 2° dat de dader onbekend is gebleven; 3° dat er geen voldoende bezwaar tegen de inverdenkinggestelde bestaat; 4° dat de strafvordering vervallen is; of 5° dat de strafvordering niet-ontvankelijk is. § 2. In geval van volledige afstand van vervolging legt de procureur des Konings de zaak voor aan de raadkamer met het oog op de bekrachtiging van zijn beslissing. De raadkamer, na de partijen te hebben gehoord, bekrachtigt de beslissing tot afstand van vervolging door na te gaan of het door het openbaar ministerie ingeroepen motief dit rechtvaardigt. § 3. Indien de procureur des Konings bij de afsluiting van het gerechtelijk onderzoek de inverdenkinggestelde rechtstreeks dagvaardt voor de bevoegde rechtbank voor bepaalde feiten overeenkomstig artikel 130, en beslist tot afstand van vervolging voor andere feiten waarvoor de onderzoeksrechter was gevat, bekrachtigt de vonnisrechter, na de partijen te hebben gehoord, de beslissing tot afstand van vervolging door na te gaan of het door het openbaar ministerie ingeroepen motief dit rechtvaardigt. Indien de beslissing tot afstand van vervolging niet wordt bekrachtigd, wordt het dossier opnieuw ter beschikking gesteld van de procureur des Konings. De rechter die de bekrachtiging heeft geweigerd, mag geen kennis nemen van de beoordeling van de grond van de zaak.
Article 129. En cas d'homologation de l'abandon des poursuites par la juridiction compétente en application de l'article 128, l'inculpé ne pourra pas être poursuivi en raison du même fait, à moins que, si l'abandon des poursuites était justifié par l'absence de charges suffisantes dans son chef, il ne survienne des charges nouvelles. En tout état de cause, quel que soit le	Artikel 129. In geval van bekrachtiging van de afstand van vervolging door het bevoegde gerecht overeenkomstig artikel 128, kan de inverdenkinggestelde niet opnieuw vervolgd worden voor hetzelfde feit, tenzij, indien de afstand van vervolging gesteund is op het ontbreken van voldoende bezwaren in zijn hoofde, er nieuwe bezwaren opduiken. In ieder

motif de l'abandon des poursuites, la partie civile pourra faire valoir ses droits devant le tribunal civil compétent. Sont considérées comme charges nouvelles notamment les déclarations de témoins, les pièces et les procès-verbaux qui, n'ayant pu être soumis à la juridiction ayant homologué l'abandon des poursuites, sont cependant de nature, soit à fortifier les preuves que la juridiction aurait trouvées trop faibles, soit à donner aux faits de nouveaux développements utiles à la manifestation de la vérité. Dans ce cas, seul le procureur du Roi pourra requérir le juge d'instruction d'instruire à nouveau les faits.	geval, ongeacht het motief van afstand van vervolging, behoudt de burgerlijke partij het recht om haar rechten voor de bevoegde burgerlijke rechtbank te laten gelden. Als nieuwe bezwaren worden onder meer beschouwd de verklaringen van getuigen, de stukken en de processen-verbaal, die niet konden worden voorgelegd aan het gerecht dat de afstand van vervolging bekrachtigde, maar die van aard zijn om ofwel de bewijzen te versterken die het gerecht te zwak heeft bevonden, ofwel om aangaande de feiten nadere gegevens te verstrekken die het vinden van de waarheid kunnen bevorderen. In dat geval kan enkel de procureur des Konings de onderzoeksrechter vorderen om het gerechtelijk onderzoek opnieuw te openen.
Article 130. Si le procureur du Roi constate que l'infraction relève de la compétence du tribunal de police, du tribunal correctionnel ou de la chambre de dessaisissement du tribunal de la jeunesse et qu'il existe des charges suffisantes, il cite directement l'inculpé devant le tribunal compétent.	Artikel 130. Wanneer de procureur des Konings vaststelt dat het misdrijf tot de bevoegdheid behoort van de politierechtbank, de correctionele rechtbank of de kamer van uithandengeving bij de jeugdrechtbank en dat er voldoende bezwaren bestaan, dagvaardt hij de in verdenking gestelde rechtstreeks voor de bevoegde rechtbank.
Article 131. Si le procureur du Roi constate que l'infraction relève de la compétence de la cour d'assises, il transmet le dossier au procureur général qui agira conformément à l'article 217.	Artikel 131. Wanneer de procureur des Konings vaststelt dat het misdrijf tot de bevoegdheid behoort van het hof van assisen, maakt hij het dossier over aan de procureur-generaal, die overeenkomstig artikel 217 zal handelen.
Article 131bis. (A abroger vu l'article 189quater). Lorsqu'elle examine un dossier auquel figure un procès-verbal non classifié visé à l'article 19/1 de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité, la chambre du conseil peut, soit d'office, soit sur réquisition du ministère public, soit à la demande du prévenu, de la partie civile ou de leurs avocats, demander au Comité permanent R un avis écrit sur la légalité de la méthode de	Artikel 131bis. (Te schrappen gelet op artikel 189quater). Wanneer de raadkamer een dossier onderzoekt dat een niet geclassificeerd proces-verbaal bevat als bedoeld in artikel 19/1 van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen en veiligheidsdiensten, kan zij, hetzij ambtshalve, hetzij op vordering van het openbaar ministerie, hetzij op verzoek van de beklaagde, de burgerlijke partij of hun advocaten, het Vast Comité I een schriftelijk

recueil de données. Cette réquisition ou cette demande doit, à peine de déchéance, être soulevée avant tout autre moyen de droit, sauf si ce moyen concerne des éléments concrets et nouveaux qui sont apparus lors de l'audience. La chambre du conseil transmet le dossier au ministère public, afin de porter l'affaire à cet effet devant le Comité permanent R.	advies vragen over de wettigheid van de methode voor de verzameling van gegevens. Deze vordering of dit verzoek dient, op straffe van verval, vóór ieder ander rechtsmiddel te worden opgeworpen, behalve indien het middel betrekking heeft op concrete en nieuwe elementen die tijdens de zitting aan het licht zijn gekomen. De raadkamer zendt het dossier aan het openbaar ministerie over, teneinde de zaak daartoe voor het Vast Comité I aan te brengen.
Article 135. § 1^{er} Le ministère public et la partie civile peuvent interjeter appel des ordonnances de la chambre du conseil rendues en application de l'article 128, § 2. § 2. L'appel est interjeté dans un délai de quinze jours par une déclaration faite au greffe du tribunal qui a rendu l'ordonnance. Ce délai court à compter du jour de l'ordonnance. § 3. Le procureur du Roi transmet les pièces au procureur général. Le greffier donne avis aux parties et à leurs conseils, par télécopie, par lettre simple ou par voie électronique, des lieu, jour et heure de l'audience. Le dossier est mis à leur disposition quinze jours au moins avant l'audience. La chambre des mises en accusation statue sur l'appel, le procureur général, les parties et leurs conseils entendus. Elle entend, en audience publique si elle en décide ainsi à la demande de l'une des parties, le procureur général, la partie civile et l'inculpé en leurs observations. La chambre des mises en accusation peut décider que l'inculpé qui se trouve en détention préventive comparaitra par vidéoconférence.	Artikel 135. § 1. Het openbaar ministerie en de burgerlijke partij kunnen hoger beroep instellen tegen de beschikkingen van de raadkamer genomen overeenkomstig artikel 128, § 2. § 2. Het hoger beroep moet worden ingesteld binnen een termijn van vijftien dagen door een verklaring ter griffie van de rechtbank die de beschikking heeft gewezen. Deze termijn gaat in op de dag waarop de beschikking is gewezen. § 3. De procureur des Konings zendt de stukken over aan de procureur-generaal. De griffier stelt de partijen en hun advocaten per faxpost, bij gewone brief of langs elektronische weg in kennis van de plaats, dag en uur van de zitting. Het dossier wordt ten laatste vijftien dagen voor de zitting ter beschikking gesteld. De kamer van inbeschuldigingstelling doet uitspraak over het hoger beroep, nadat de procureur-generaal, de partijen en hun advocaten zijn gehoord. Zij hoort, in openbare terechtzitting indien ze op vraag van een partij daartoe besluit, de opmerkingen van de procureur-generaal, de burgerlijke partij en de inverdenkinggestelde. De kamer van inbeschuldigingstelling kan beslissen dat de inverdenkinggestelde die zich in voorlopige hechtenis bevindt in een videoconferentie verschijnt.

§ 4. Lorsque toutefois l'un des inculpés est détenu, l'appel est interjeté dans un délai de vingt-quatre heures, qui court contre le ministère public et contre chacune des parties, à compter du jour où la décision est rendue	§ 4. Wanneer echter een van de inverdinkinggestelden van zijn vrijheid is beroofd, dan wordt het hoger beroep ingesteld binnen een termijn van vierentwintig uren, die ten aanzien van het openbaar ministerie en elk van de partijen, begint te lopen vanaf de dag waarop de beschikking is gewezen.
Chapitre III. - De la mise en accusation	<u>Hoofdstuk III. - De inbeschuldigingstelling</u>
Article 217. Le procureur général près la cour d'appel est tenu de mettre l'affaire en état dans les plus brefs délais à compter de la réception des pièces qui lui sont transmises en exécution de l'article 131 et de requérir le règlement de la procédure devant la chambre des mises en accusation.	Artikel 217. De procureur-generaal bij het hof van beroep is gehouden de zaak in gereedheid te brengen binnen de kortst mogelijke tijd na ontvangst van de stukken die hem zijn toegezonden ter voldoening aan artikel 131 en de regeling van de rechtspleging te vorderen voor de kamer van inbeschuldigingstelling.
Article 219. (non modifié) Lorsque la chambre des mises en accusation tient la cause en délibéré pour prononcer son ordonnance, elle fixe le jour de ce prononcé.	Artikel 219. (niet gewijzigd) Wanneer de kamer van inbeschuldigingstelling de zaak in beraad houdt om haar beschikking uit te spreken, bepaalt zij de dag voor die uitspraak.
Article 220. (non modifié) Si l'affaire est de la nature de celles qui sont réservées à la Cour de cassation, le procureur général est tenu d'en requérir la suspension et le renvoi, et la chambre de l'ordonner.	Artikel 220. (niet gewijzigd) Indien de zaak behoort tot die welke voorbehouden zijn aan het Hof van Cassatie, is de procureur-generaal gebonden de schorsing en de verwijzing te vorderen en is de kamer gehouden die te bevelen.
Article 221. Hors le cas prévu par l'article précédent, les juges examineront s'il existe contre l'inculpé des charges d'un fait relevant de la compétence de la cour d'assises, et si ces charges sont assez graves pour que la mise en accusation soit prononcée.	Artikel 221. Behoudens het geval van het vorige artikel, onderzoeken de rechters of er tegen de inverdinkinggestelde bezwaren bestaan omtrent een feit dat tot de bevoegdheid van het hof van assisen behoort, en of die bezwaren sterk genoeg zijn om de inbeschuldigingstelling uit te spreken.
Article 223. Le procureur général communique les lieu, jour et heure de la comparution par tout moyen approprié aux victimes connues.	Artikel 223. De procureur-generaal deelt de plaats, de dag en het uur van verschijning met alle passende middelen aan de gekende slachtoffers mee.

Les victimes qui ne comprennent pas la langue de la procédure ont le droit d'obtenir une traduction de ces renseignements dans une langue qu'elles comprennent. La demande doit être déposée au greffe du tribunal compétent. La traduction est fournie dans un délai raisonnable. Les frais de traduction sont à charge de l'Etat. L'inculpé, la partie civile et leurs conseils sont entendus. A cet effet, le dossier sera mis, au greffe, à leur disposition, au moins quinze jours avant cette comparution. Ils pourront en faire prendre copie. Les témoins ne comparaitront pas. La partie civile et l'inculpé peuvent se faire assister d'un conseil ou être représentés par lui.	De slachtoffers die de taal van de procedure niet verstaan, hebben het recht een vertaling van die inlichtingen te verkrijgen in een taal die zij verstaan. Het verzoek dient ter griffie van de bevoegde rechtbank te worden neergelegd. De vertaling wordt verstrekt binnen een redelijke termijn. De kosten van vertaling zijn ten laste van de Staat. De in verdenkinggestelde, de burgerlijke partij en hun raadslieden worden gehoord. Te dien einde wordt het dossier, ten minste vijftien dagen vóór de verschijning, te hunner beschikking gesteld op de griffie. Zij mogen een afschrift ervan doen nemen. De getuigen zullen niet verschijnen. De burgerlijke partij en de in verdenkinggestelde kunnen zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman.
Article 224. (non modifié) Le procureur général, après avoir déposé sur le bureau son réquisitoire écrit et signée, se retirera, ainsi que le greffier	Artikel 224. (niet gewijzigd) De procureur-generaal, na zijn schriftelijke en ondertekende vordering ter tafel te hebben neergelegd, verwijdt zich, evenals de griffier.
Article 225. (non modifié) Les juges délibéreront entre eux sans désenparer, et sans communiquer avec personne.	Artikel 225. (niet gewijzigd) De rechters beraadslagen zonder verwijl en zonder met iemand in verbinding te komen.
Article 226. (non modifié) La chambre des mises en accusation statue par un seul et même arrêt sur les infractions connexes dont les pièces se trouveront en même temps produites devant elle.	Artikel 226. (niet gewijzigd) De kamer van inbeschuldigingstelling beslist bij een en hetzelfde arrest over de samenhangende misdrijven waarvan de stukken terzelfder tijd zijn voorgelegd.
Article 227. (non modifié) Les infractions sont connexes : 1° soit lorsqu'elles ont été commises en même temps par plusieurs personnes réunies; 2° soit lorsqu'elles ont été commises par différentes personnes, même en différents temps et en divers lieux, mais par suite d'un	Artikel 227. (niet gewijzigd) Misdrijven zijn samenhangend: 1° hetzij wanneer zij tegelijkertijd gepleegd zijn door verscheidene personen tezamen; 2° hetzij wanneer zij gepleegd zijn door verschillende personen, zelfs op onderscheiden tijdstippen en op onderscheiden plaatsen, maar

concert formé à l'avance entre elles, soit lorsque les coupables ont commis les uns pour se procurer les moyens de commettre les autres, pour en faciliter, pour en consommer l'exécution, ou pour en assurer l'impunité; 3° soit lorsque le lien qui existe entre deux ou plusieurs infractions est de telle nature qu'il exige, pour une bonne administration de la justice et sous réserve du respect des droits de la défense, que ces infractions soient soumises en même temps pour jugement au même tribunal répressif.	ten gevolge van een door hen tevoren gemaakte afspraak, hetzij wanneer de schuldigen het ene misdrijf hebben gepleegd om zich de middelen te verschaffen tot het plegen van het andere, om de uitvoering ervan te vergemakkelijken of te voltooien, of om de straffeloosheid ervan te verzekeren; 3° hetzij wanneer de band die bestaat tussen twee of meer misdrijven van zodanige aard is dat hij, met het oog op een goede rechtsbedeling en onder voorbehoud van de eerbiediging van de rechten van verdediging, vereist dat die misdrijven samen aan dezelfde strafrechtbank ter beoordeling worden voorgelegd.
Article 228. (non modifié) La chambre des mises en accusation peut ordonner, s'il y a lieu, dans les plus brefs délais : 1° des informations nouvelles ; 2° l'apport des pièces à conviction qui sont restées déposées	Artikel 228. (niet gewijzigd) De kamer van inbeschuldigingstelling kan, zo nodig, binnen de kortst mogelijke tijd: 1° nieuwe onderzoeken bevelen; 2° de overbrenging bevelen van overtuigingsstukken die in bewaring zijn gebleven.
Article 229. (non modifié) Si la chambre des mises en accusation est d'avis qu'il n'existe pas de charges suffisantes contre l'inculpé, elle déclare qu'il n'y a pas lieu de poursuivre.	Artikel 229. (niet gewijzigd) Indien de kamer van inbeschuldigingstelling van oordeel is dat er tegen de inverdenkinggestelde geen voldoende bezwaren bestaan, verklaart zij dat er geen reden is tot vervolging.
Article 230. Si la chambre des mises en accusation estime que les faits relèvent de la compétence du tribunal de police, du tribunal correctionnel ou de la chambre de dessaisissement du tribunal de la jeunesse, elle prononcera le renvoi et indiquera le tribunal qui doit en connaître elle renvoie le dossier au procureur du Roi afin qu'il cite directement l'inculpé conformément à l'article 130.	Artikel 230. Indien de kamer van inbeschuldigingstelling oordeelt dat de feiten onder de bevoegdheid vallen van de politierechtbank, de correctionele rechtbank of de kamer van uithandengeving bij de jeugdrechtbank, sprekt zij de verwijzing uit en wijst de rechtbank aan die van de zaak kennis moet nemen verwijst zij het dossier naar de procureur des Konings, zodat hij de inverdenkinggestelde rechtstreeks kan dagvaarden overeenkomstig artikel 130.
Article 231. S'il agit d'un fait relevant de la compétence de la cour d'assises, et que la chambre des mises en accusation estime que les charges sont suffisantes pour motiver la mise en accusation,	Artikel 231. Indien het een feit betreft dat behoort tot de bevoegdheid van het hof van assisen, en de kamer van inbeschuldigingstelling voldoende bezwaren aanwezig acht om de

elle renvoie l'inculpé devant la cour d'assises, sous réserve de l'application de l'article 2 de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes. Si le crime a été mal qualifié dans l'ordonnance de prise de corps, la chambre des mises en accusation annulera cette ordonnance et en décrètera une nouvelle.	inbeschuldigingstelling te wettigen, verwijst zij de in verdenking gestelde naar het hof van assisen, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 2 van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden. Indien de misdaad in de beschikking tot gevangenneming verkeerd omschreven is, vernietigt de kamer van inbeschuldigingstelling die beschikking en geeft een nieuwe.
Article 232. (non modifié) Les parties sont tenues d'élire domicile en Belgique, si elles n'y ont pas leur domicile ou résidence, au plus tard au moment du renvoi, par la chambre des mises en accusation, devant la cour d'assises. L'élection de domicile régit la procédure devant la cour d'assises, l'exécution de l'arrêt qui s'ensuit et le recours contre cet arrêt. A défaut d'élection de domicile par les parties, elles ne pourront opposer le défaut de signification aux actes qui auraient dû leur être signifiés aux termes de la loi. Toute signification est valablement signifiée à ce domicile élu, tant que la partie ne fait pas parvenir un avis de modification au procureur général par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.	Artikel 232. (niet gewijzigd) De partijen zijn gehouden in België keuze van woonplaats te doen, indien zij er hun woonplaats of verblijfplaats niet hebben, uiterlijk op het ogenblik van de verwijzing door de kamer van inbeschuldigingstelling naar het hof van assisen. De keuze van woonplaats geldt voor de procedure voor het hof van assisen, voor de uitvoering van het arrest dat erop volgt en voor het rechtsmiddel dat tegen dit arrest wordt aangewend. Hebben de partijen geen woonplaats gekozen, dan kunnen zij het verzuim van de betekening niet inroepen tegen de akten die hen luidens de wet moesten worden betekend. Elke betekening wordt geldig op de gekozen woonplaats gedaan, zolang de partij niet bij een ter post aangetekende brief met ontvangstmelding aan de procureur-generaal een wijzigingsbericht doet geworden.
Article 233. L'ordonnance de prise de corps, délivrée par la chambre du conseil ou par la chambre des mises en accusation conformément à l'article 26, § 5, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, sera insérée dans l'arrêt de mise en accusation. Cet arrêt contient l'ordre de conduire l'accusé lors de l'exécution de l'arrêt dans la maison d'arrêt établie près la cour d'assises où il est renvoyé.	Artikel 233. De beschikking tot gevangenneming, door de raadkamer of door de kamer van inbeschuldigingstelling gegeven overeenkomstig artikel 26, § 5, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, wordt opgenomen in het arrest van inbeschuldigingstelling. Dit arrest houdt het bevel in de beschuldigde bij de uitvoering ervan te brengen naar het huis van arrest gevestigd bij het hof van assisen waarnaar hij wordt verwezen.
Article 234. (non modifié)	Artikel 234. (niet gewijzigd)

Les arrêts seront signés par chacun des juges qui les auront rendus ; il y sera fait mention, à peine de nullité, du nom de chacun des juges.	De arresten worden ondertekend door alle rechters die ze hebben gewezen; zij vermelden, op straffe van nietigheid, de naam van iedere rechter.
Article 235. (non modifié) Dans toutes les affaires, les chambres des mises en accusation, tant qu'elles n'auront pas décidé s'il y a lieu de prononcer la mise en accusation, pourront d'office, soit qu'il y ait ou non une instruction commencée par les premiers juges, ordonner des poursuites, se faire apporter les pièces, informer ou faire informer, et statuer ensuite ce qu'il appartiendra.	Artikel 235. (niet gewijzigd) In alle zaken kunnen de kamers van inbeschuldigingstelling, zolang zij niet beslist hebben of de inbeschuldigingstelling dient te worden uitgesproken, om het even of de eerste rechters al dan niet een onderzoek hebben ingesteld, ambtshalve vervolgingen gelasten, zich de stukken doen overleggen, de zaak onderzoeken of doen onderzoeken, en daarna beschikken zoals het behoort.
Article 235bis. § 1 ^{er} . Dans tous les cas de saisine, la chambre des mises en accusation contrôle, sur la réquisition du ministère public ou à la requête d'une des parties, la régularité de la procédure qui lui est soumise. Elle peut même le faire d'office. § 2. Lorsqu'une irrégularité, une omission ou une cause de nullité affectant un acte d'instruction ou l'obtention de la preuve est soulevée, la chambre des mises en accusation procède à un examen de prime abord de l'irrégularité invoquée. § 3. Lorsque la chambre des mises en accusation contrôle d'office la régularité de la procédure et qu'il peut exister une cause de nullité, d'irrecevabilité ou d'extinction de l'action publique, elle ordonne la réouverture des débats. § 4. La chambre des mises en accusation entend, en audience publique si elle en décide ainsi à la demande de l'une des parties, le procureur général, la partie civile et l'inculpé en leurs observations.	Artikel 235bis. § 1. In alle gevallen waarin zij wordt gevat, onderzoekt de kamer van inbeschuldigingstelling, op vordering van het openbaar ministerie of op verzoek van een van een van de partijen, de regelmatigheid van de haar voorgelegde procedure. Zij kan dit zelfs ambtshalve doen. § 2. Wanneer een onregelmatigheid, een verzuim of een nietigheid wordt aangevoerd die een onderzoekshandeling of de bewijsgaring betreft, voert de kamer van inbeschuldigingstelling een <i>prima facie</i> onderzoek uit van de aangevoerde onregelmatigheid. § 3. Wanneer de kamer van inbeschuldigingstelling ambtshalve de regelmatigheid van de rechtspleging controleert en er een nietigheid, een grond van niet-ontvankelijkheid of verval van de strafvordering kan bestaan, beveelt zij de debatten te heropenen. § 4. De kamer van inbeschuldigingstelling hoort, in openbare terechtzitting indien ze op verzoek van een van de partijen daartoe besluit, de opmerkingen van de procureur-generaal, de burgerlijke partij en de in verdenking gestelde.

§ 5. Les causes d'irrecevabilité ou d'extinction de l'action publique qui ont été examinées devant la chambre des mises en accusation ne peuvent plus l'être devant le juge du fond sauf lorsqu'elles ne sont acquises que postérieurement aux débats devant la chambre des mises en accusation. Les dispositions du présent paragraphe ne sont pas applicables à l'égard des parties qui ne sont appelées dans l'instance qu'après le renvoi à la juridiction de jugement, sauf si les pièces sont retirées du dossier conformément au § 6 du présent article. § 6. Lorsque la chambre des mises en accusation constate une irrégularité, omission ou cause de nullité affectant un acte d'instruction ou l'obtention de la preuve, ou une cause d'irrecevabilité ou d'extinction de l'action publique, elle prononce, le cas échéant, la nullité de l'acte qui en est entaché et de tout ou partie de la procédure ultérieure. Les pièces annulées sont retirées du dossier et déposées au greffe du tribunal de première instance. Les pièces déposées au greffe ne peuvent pas être consultées, et ne peuvent pas être utilisées dans la procédure pénale. La chambre des mises en accusation décide, dans le respect des droits des autres parties, dans quelle mesure les pièces déposées au greffe peuvent encore être consultées lors de la procédure pénale et utilisées par une partie. Elle indique dans sa décision à qui il faut rendre les pièces ou ce qu'il advient des pièces annulées.	§ 5. De gronden van niet ontvankelijkheid of verval van de strafvordering die voor de kamer van inbeschuldigingstelling zijn onderzocht, kunnen niet opnieuw worden aangevoerd voor de vonnisrechter, behalve wanneer zij pas na de debatten voor de kamer zijn ontstaan. De bepalingen van deze paragraaf zijn niet van toepassing op partijen die pas na de verwijzing naar de vonnisrechter in het geding zijn betrokken, tenzij de stukken uit het dossier zijn verwijderd overeenkomstig § 6 van dit artikel. § 6. Wanneer de kamer van inbeschuldigingstelling een onregelmatigheid, verzuim of nietigheid vaststelt die een onderzoekshandeling of de bewijsgaring aantast, of een grond van niet-ontvankelijkheid of van verval van de strafvordering vaststelt, spreekt zij, indien daartoe grond bestaat, de nietigheid uit van de handeling die erdoor is aangetast en van een deel of het geheel van de erop volgende rechtspleging. Nietig verklaarde stukken worden uit het dossier verwijderd en neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg. De ter griffie neergelegde stukken mogen niet worden ingezien, en mogen niet in de strafprocedure worden aangewend. De kamer van inbeschuldigingstelling oordeelt, met inachtneming van de rechten van de andere partijen, in welke mate de ter griffie neergelegde stukken nog in de strafprocedure mogen worden ingezien en aangewend door een partij. Zij geeft in haar beslissing aan, aan wie de stukken moeten worden teruggegeven, dan wel wat er gebeurt met de nietig verklaarde stukken.
Article 235ter. (non modifié)	Artikel 235ter. (niet gewijzigd)
Articles suivants : non modifiés.	Volgende artikelen: niet gewijzigd.

<i>Français</i> <u>PROPOSITION B</u>	<i>Nederlands</i> <u>VOORSTEL B</u>
Avant-projet de loi	Voorontwerp van wet

Limitation de l'intervention de la chambre du conseil lors de la clôture de l'instruction	Beperking van de tussenkomst van de raadkamer bij de afsluiting van het gerechtelijk onderzoek
Modifications au Code d'instruction criminelle : <u>CHAPITRE IX.</u> – LA CLOTURE DE L'INSTRUCTION	Wijzigingen aan het Wetboek van strafvordering: <u>HOOFDSTUK IX.</u> – DE AFSLUITING VAN HET GERECHTELIJK ONDERZOEK
Art. 127. § 1^{er}. Lorsque le juge d'instruction juge son instruction terminée, il communique le dossier au procureur du Roi. Si le procureur du Roi estime que l'instruction n'est pas complète, il peut requérir l'accomplissement d'autres devoirs conformément à l'article 61. Si le procureur du Roi considère que l'instruction est complète et que les faits relèvent de la compétence du tribunal de police, du tribunal correctionnel ou de la chambre de dessaisissement du tribunal de la jeunesse, il peut prendre une décision motivée d'abandon des poursuites conformément à l'article 128, citer directement l'inculpé devant le tribunal compétent conformément à l'article 130 ou proposer à l'inculpé l'application d'une des procédures prévues aux articles 216, 216<i>bis</i> ou 216<i>ter</i>. Si le procureur du Roi est d'avis que les faits relèvent de la compétence de la cour d'assises, il transmet le dossier au procureur général conformément à l'article 131. § 2. Le procureur du Roi notifie sa décision par télécopie, par envoi recommandé ou par voie électronique, à l'inculpé, à la partie civile, à celui qui a fait une déclaration de personne lésée et à leurs avocats. Il leur communique soit un projet de citation directe devant la juridiction de jugement, soit une décision motivée d'abandon des poursuites, soit une proposition d'application d'une des procédures prévues aux articles 216, 216<i>bis</i> ou 216<i>ter</i>.	Art. 127. § 1. Wanneer de onderzoeksrechter oordeelt dat zijn onderzoek voltooid is, zendt hij het dossier over aan de procureur des Konings. Indien de procureur des Konings meent dat het onderzoek niet volledig is, kan hij bijkomende onderzoekshandelingen vorderen overeenkomstig artikel 61. Indien de procureur des Konings meent dat het onderzoek volledig is en dat de feiten onder de bevoegdheid vallen van de politierechtbank, de correctionele rechtbank of de kamer van uithandengeving bij de jeugdrechtbank, kan hij hetzij een met redenen omklede beslissing tot afstand nemen overeenkomstig artikel 128, de inverdenkinggestelde rechtstreeks dagvaarden voor de bevoegde rechtbank overeenkomstig artikel 130, of de inverdenkinggestelde een voorstel doen tot toepassing van een van de procedures bedoeld in de artikelen 216, 216<i>bis</i> of 216<i>ter</i>. Indien de procureur des Konings van oordeel is dat de feiten onder de bevoegdheid vallen van het hof van assisen, maakt hij het dossier over aan de procureur-generaal overeenkomstig artikel 131. § 2. De procureur des Konings stelt de inverdenkinggestelde, de burgerlijke partij, degene die een verklaring van benadeelde persoon heeft afgelegd en hun advocaten in kennis van zijn beslissing per faxpost, per aangetekende zending of langs elektronische weg. Hij bezorgt hen ofwel een ontwerp van rechtstreekse dagvaarding voor de vonnisrechter, ofwel een met redenen omklede beslissing tot afstand van vervolging, ofwel een voorstel tot toepassing van een van de procedures bedoeld in de artikelen 216, 216<i>bis</i> of 216<i>ter</i>.

Il les informe que le dossier est mis à leur disposition au greffe du tribunal de première instance pendant quinze jours à partir de la notification visée à l'alinéa 1^{er}. Ce délai est réduit à huit jours lorsqu'un des inculpés est en détention préventive. Il les informe également qu'ils peuvent en prendre connaissance et en lever copie. Ils peuvent eux-mêmes et par leurs propres moyens, prendre une copie du dossier gratuitement, sur place. § 3. L'inculpé et la partie civile peuvent demander au juge d'instruction l'accomplissement d'actes d'instruction complémentaires, conformément à l'article 61<i>quinquies</i>. L'inculpé et la partie civile peuvent introduire une demande auprès du juge d'instruction conformément à l'article 90<i>septies</i>, § 6, alinéa 2. Les demandes mentionnées au présent paragraphe doivent, à peine d'irrecevabilité, être adressées ou déposées au greffe du tribunal de première instance dans le délai visé au paragraphe 2, alinéa 2.	Hij deelt hen mee dat het dossier gedurende vijftien dagen ter beschikking ligt op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg vanaf de kennisgeving bedoeld in het eerste lid. Deze termijn wordt verkort tot acht dagen indien een van de in verdenking gestelden in voorlopige hechtenis zit. Hij deelt hen eveneens mee dat zij inzage in het dossier kunnen hebben en er kopie van kunnen opvragen. Zij kunnen zelf en met hun eigen middelen kosteloos een kopie nemen van het dossier ter plaatse. § 3. De in verdenking gestelde en de burgerlijke partij kunnen de onderzoeksrechter verzoeken om bijkomende onderzoekshandelingen te verrichten overeenkomstig artikel 61<i>quinquies</i>. De in verdenking gestelde en de burgerlijke partij kunnen een verzoek overeenkomstig artikel 90<i>septies</i>, § 6, tweede lid, aan de onderzoeksrechter richten. De verzoeken vermeld in deze paragraaf dienen op straffe van niet ontvankelijkheid toegezonden aan of neergelegd te worden op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg binnen de in paragraaf 2, tweede lid, bedoelde termijn.
Article 128. § 1^{er}. Le procureur du Roi peut décider un abandon des poursuites lorsqu'il est d'avis : 1° que le fait ne constitue pas une infraction ; 2° que l'auteur est demeuré inconnu ; 3° qu'il n'existe pas de charge suffisante contre l'inculpé ; 4° que l'action publique est éteinte ; 5° que les poursuites sont irrecevables ; ou 6° que les poursuites sont inopportunes vu notamment le peu de gravité, l'enjeu limité des faits ou l'ancienneté des faits, ou eu égard à la personnalité de l'inculpé et à la réparation du dommage.	Artikel 128. § 1. De procureur des Konings kan beslissen tot afstand van vervolging wanneer hij van mening is: 1° dat het feit geen misdrijf uitmaakt; 2° dat de dader onbekend is gebleven; 3° dat er geen voldoende bezwaar tegen de in verdenking gestelde bestaat; 4° dat de strafvordering vervallen is; 5° dat de strafvordering niet-ontvankelijk is; of 6° dat de vervolging niet opportuun is onder meer gelet op de geringe ernst, het beperkte belang van de feiten of het tijdsverloop sinds de feiten, of rekening houdend met de persoonlijkheid van de in verdenking gestelde en de vergoeding van de schade.

§ 2. En cas d'abandon total des poursuites, le procureur du Roi saisit la chambre du conseil en vue de l'homologation de sa décision. La chambre du conseil, après avoir entendu les parties, homologue la décision d'abandon des poursuites en vérifiant si le motif invoqué par le ministère public la justifie. § 3. Si, à la clôture de l'instruction, le procureur du Roi cite directement l'inculpé devant le tribunal compétent pour certains faits conformément à l'article 130 et décide l'abandon des poursuites pour les autres faits dont le juge d'instruction était saisi, la juridiction de jugement, après avoir entendu les parties, homologue la décision d'abandon des poursuites en vérifiant si le motif invoqué par le ministère public la justifie. Si la décision d'abandon des poursuites n'est pas homologuée, le dossier est mis à la disposition du procureur du Roi. Le juge qui a refusé l'homologation ne peut connaître de l'examen du fond de l'affaire.	§ 2. In geval van volledige afstand van vervolging legt de procureur des Konings de zaak voor aan de raadkamer met het oog op de bekrachtiging van zijn beslissing. De raadkamer, na de partijen te hebben gehoord, bekrachtigt de beslissing tot afstand van vervolging door na te gaan of het feit geen misdrijf uitmaakt, of het door het openbaar ministerie ingeroepen motief dit rechtvaardigt. § 3. Indien de procureur des Konings bij de afsluiting van het gerechtelijk onderzoek de inverdenkinggestelde rechtstreeks dagvaardt voor de bevoegde rechtbank voor bepaalde feiten overeenkomstig artikel 130, en beslist tot afstand van vervolging voor andere feiten waarvoor de onderzoeksrechter was gevat, bekrachtigt de vonnisrechter, na de partijen te hebben gehoord, de beslissing tot afstand van vervolging door na te gaan of het door het openbaar ministerie ingeroepen motief dit rechtvaardigt. Indien de beslissing tot afstand van vervolging niet wordt bekrachtigd, wordt het dossier opnieuw ter beschikking gesteld van de procureur des Konings. De rechter die de bekrachtiging heeft geweigerd, mag geen kennis nemen van de beoordeling van de grond van de zaak.
Article 129. En cas d'homologation de l'abandon des poursuites par la juridiction compétente en application de l'article 128, l'inculpé ne pourra pas être poursuivi en raison du même fait, à moins que, si l'abandon des poursuites était justifié par l'absence de charges suffisantes dans son chef, il ne survienne des charges nouvelles. En tout état de cause, quel que soit le motif de l'abandon des poursuites, la partie civile pourra faire valoir ses droits devant le tribunal civil compétent. Sont considérées comme charges nouvelles notamment les déclarations de témoins, les pièces et les procès-verbaux qui, n'ayant pu être soumis à la juridiction ayant homologué l'abandon des poursuites, sont cependant de	Artikel 129. In geval van bekrachtiging van de afstand van vervolging door het bevoegde gerecht overeenkomstig artikel 128, kan de inverdenkinggestelde niet opnieuw vervolgd worden voor hetzelfde feit, tenzij, indien de afstand van vervolging gesteund is op het ontbreken van voldoende bezwaren in zijn hoofde, er nieuwe bezwaren opduiken. In ieder geval, ongeacht het motief van afstand van vervolging, behoudt de burgerlijke partij het recht om haar rechten voor de bevoegde burgerlijke rechtbank te laten gelden. Als nieuwe bezwaren worden onder meer beschouwd de verklaringen van getuigen, de stukken en de processen-verbaal, die niet konden worden voorgelegd aan het gerecht dat de afstand van vervolging bekrachtigde, maar

nature, soit à fortifier les preuves que la juridiction aurait trouvées trop faibles, soit à donner aux faits de nouveaux développements utiles à la manifestation de la vérité. Dans ce cas, seul le procureur du Roi pourra requérir le juge d'instruction d'instruire à nouveau les faits.	die van aard zijn om ofwel de bewijzen te versterken die het gerecht te zwak heeft bevonden, ofwel om aangaande de feiten nadere gegevens te verstrekken die het vinden van de waarheid kunnen bevorderen. In dat geval kan enkel de procureur des Konings de onderzoeksrechter vorderen om het gerechtelijk onderzoek opnieuw te openen.
Article 130. Si le procureur du Roi constate que l'infraction relève de la compétence du tribunal de police, du tribunal correctionnel ou de la chambre de dessaisissement du tribunal de la jeunesse et qu'il existe des charges suffisantes, il cite directement l'inculpé devant le tribunal compétent.	Artikel 130. Wanneer de procureur des Konings vaststelt dat het misdrijf tot de bevoegdheid behoort van de politierechtbank, de correctionele rechtbank of de kamer van uithandengeving bij de jeugdrechtbank en dat er voldoende bezwaren bestaan, dagvaardt hij de in verdenking gestelde rechtstreeks voor de bevoegde rechtbank.
Article 131. Si le procureur du Roi constate que l'infraction relève de la compétence de la cour d'assises, il transmet le dossier au procureur général qui agira conformément à l'article 217.	Artikel 131. Wanneer de procureur des Konings vaststelt dat het misdrijf tot de bevoegdheid behoort van het hof van assisen, maakt hij het dossier over aan de procureur-generaal, die overeenkomstig artikel 217 zal handelen.
Article 131bis. (A abroger vu l'article 189quater). Lorsqu'elle examine un dossier auquel figure un procès-verbal non classifié visé à l'article 19/1 de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité, la chambre du conseil peut, soit d'office, soit sur réquisition du ministère public, soit à la demande du prévenu, de la partie civile ou de leurs avocats, demander au Comité permanent R un avis écrit sur la légalité de la méthode de recueil de données. Cette réquisition ou cette demande doit, à peine de déchéance, être soulevée avant tout autre moyen de droit, sauf si ce moyen concerne des éléments concrets et nouveaux qui sont apparus lors de l'audience.	Artikel 131bis. (Te schrappen gelet op artikel 189quater). Wanneer de raadkamer een dossier onderzoekt dat een niet geclassificeerd proces-verbaal bevat als bedoeld in artikel 19/1 van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen en veiligheidsdiensten, kan zij, hetzij ambtshalve, hetzij op vordering van het openbaar ministerie, hetzij op verzoek van de beklaagde, de burgerlijke partij of hun advocaten, het Vast Comité I een schriftelijk advies vragen over de wettigheid van de methode voor de verzameling van gegevens. Deze vordering of dit verzoek dient, op straffe van verval, vóór ieder ander rechtsmiddel te worden opgeworpen, behalve indien het middel betrekking heeft op concrete en nieuwe elementen die tijdens de zitting aan het licht zijn gekomen.

La chambre du conseil transmet le dossier au ministère public, afin de porter l'affaire à cet effet devant le Comité permanent R.	De raadkamer zendt het dossier aan het openbaar ministerie over, teneinde de zaak daartoe voor het Vast Comité I aan te brengen.
Article 135. § 1^{er} Le ministère public et la partie civile peuvent interjeter appel des ordonnances de la chambre du conseil rendues en application de l'article 128, § 2. § 2. L'appel est interjeté dans un délai de quinze jours par une déclaration faite au greffe du tribunal qui a rendu l'ordonnance. Ce délai court à compter du jour de l'ordonnance. § 3. Le procureur du Roi transmet les pièces au procureur général. Le greffier donne avis aux parties et à leurs conseils, par télécopie, par lettre simple ou par voie électronique, des lieu, jour et heure de l'audience. Le dossier est mis à leur disposition quinze jours au moins avant l'audience. La chambre des mises en accusation statue sur l'appel, le procureur général, les parties et leurs conseils entendus. Elle entend, en audience publique si elle en décide ainsi à la demande de l'une des parties, le procureur général, la partie civile et l'inculpé en leurs observations. La chambre des mises en accusation peut décider que l'inculpé qui se trouve en détention préventive comparaitra par vidéoconférence. § 4. Lorsque toutefois l'un des inculpés est détenu, l'appel est interjeté dans un délai de vingt quatre heures, qui court contre le ministère public et contre chacune des parties, à compter du jour où la décision est rendue	Artikel 135. § 1. Het openbaar ministerie en de burgerlijke partij kunnen hoger beroep instellen tegen de beschikkingen van de raadkamer genomen overeenkomstig artikel 128, § 2. § 2. Het hoger beroep moet worden ingesteld binnen een termijn van vijftien dagen door een verklaring ter griffie van de rechtbank die de beschikking heeft gewezen. Deze termijn gaat in op de dag waarop de beschikking is gewezen. § 3. De procureur des Konings zendt de stukken over aan de procureur-generaal. De griffier stelt de partijen en hun advocaten per faxpost, bij gewone brief of langs elektronische weg in kennis van de plaats, dag en uur van de zitting. Het dossier wordt ten laatste vijftien dagen voor de zitting ter beschikking gesteld. De kamer van inbeschuldigingstelling doet uitspraak over het hoger beroep, nadat de procureur-generaal, de partijen en hun advocaten zijn gehoord. Zij hoort, in openbare terechtzitting indien ze op vraag van een partij daartoe besluit, de opmerkingen van de procureur-generaal, de burgerlijke partij en de inverdenkinggestelde. De kamer van inbeschuldigingstelling kan beslissen dat de inverdenkinggestelde die zich in voorlopige hechtenis bevindt in een videoconferentie verschijnt. § 4. Wanneer echter een van de inverdenkinggestelden van zijn vrijheid is beroofd, dan wordt het hoger beroep ingesteld binnen een termijn van vierentwintig uren, die ten aanzien van het openbaar ministerie en elk van de partijen, begint te lopen vanaf de dag waarop de beschikking is gewezen.

Chapitre III. - De la mise en accusation	<u>Hoofdstuk III. - De inbeschuldigingstelling</u>
Article 217. Le procureur général près la cour d'appel est tenu de mettre l'affaire en état dans les plus brefs délais à compter de la réception des pièces qui lui sont transmises en exécution de l'article 131 et de requérir le règlement de la procédure devant la chambre des mises en accusation.	Artikel 217. De procureur-generaal bij het hof van beroep is gehouden de zaak in gereedheid te brengen binnen de kortst mogelijke tijd na ontvangst van de stukken die hem zijn toegezonden ter voldoening aan artikel 131 en de regeling van de rechtspleging te vorderen voor de kamer van inbeschuldigingstelling.
Article 219. (non modifié) Lorsque la chambre des mises en accusation tient la cause en délibéré pour prononcer son ordonnance, elle fixe le jour de ce prononcé.	Artikel 219. (niet gewijzigd) Wanneer de kamer van inbeschuldigingstelling de zaak in beraad houdt om haar beschikking uit te spreken, bepaalt zij de dag voor die uitspraak.
Article 220. (non modifié) Si l'affaire est de la nature de celles qui sont réservées à la Cour de cassation, le procureur général est tenu d'en requérir la suspension et le renvoi, et la chambre de l'ordonner.	Artikel 220. (niet gewijzigd) Indien de zaak behoort tot die welke voorbehouden zijn aan het Hof van Cassatie, is de procureur-generaal gebonden de schorsing en de verwijzing te vorderen en is de kamer gehouden die te bevelen.
Article 221. Hors le cas prévu par l'article précédent, les juges examineront s'il existe contre l'inculpé des charges d'un fait relevant de la compétence de la cour d'assises, et si ces charges sont assez graves pour que la mise en accusation soit prononcée.	Artikel 221. Behoudens het geval van het vorige artikel, onderzoeken de rechters of er tegen de in verdenking gestelde bezwaren bestaan omtrent een feit dat tot de bevoegdheid van het hof van assisen behoort, en of die bezwaren sterk genoeg zijn om de inbeschuldigingstelling uit te spreken.
Article 223. Le procureur général communique les lieu, jour et heure de la comparution par tout moyen approprié aux victimes connues. Les victimes qui ne comprennent pas la langue de la procédure ont le droit d'obtenir une traduction de ces renseignements dans une langue qu'elles comprennent. La demande doit être déposée au greffe du tribunal compétent. La traduction est fournie dans un délai raisonnable. Les frais de traduction sont à charge de l'Etat.	Artikel 223. De procureur-generaal deelt de plaats, de dag en het uur van verschijning met alle passende middelen aan de gekende slachtoffers mee. De slachtoffers die de taal van de procedure niet verstaan, hebben het recht een vertaling van die inlichtingen te verkrijgen in een taal die zij verstaan. Het verzoek dient ter griffie van de bevoegde rechtbank te worden neergelegd. De vertaling wordt verstrekt binnen een redelijke termijn. De kosten van vertaling zijn ten laste van de Staat.

L'inculpé, la partie civile et leurs conseils sont entendus. A cet effet, le dossier sera mis, au greffe, à leur disposition, au moins quinze jours avant cette comparution. Ils pourront en faire prendre copie. Les témoins ne comparaîtront pas. La partie civile et l'inculpé peuvent se faire assister d'un conseil ou être représentés par lui.	De inverdenkinggestelde, de burgerlijke partij en hun raadslieden worden gehoord. Te dien einde wordt het dossier, ten minste vijftien dagen vóór de verschijning, te hunner beschikking gesteld op de griffie. Zij mogen een afschrift ervan doen nemen. De getuigen zullen niet verschijnen. De burgerlijke partij en de inverdenkinggestelde kunnen zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman.
Article 224. (non modifié) Le procureur général, après avoir déposé sur le bureau son réquisitoire écrit et signée, se retirera, ainsi que le greffier	Artikel 224. (niet gewijzigd) De procureur-generaal, na zijn schriftelijke en ondertekende vordering ter tafel te hebben neergelegd, verwijdt zich, evenals de griffier.
Article 225. (non modifié) Les juges délibéreront entre eux sans désenparer, et sans communiquer avec personne.	Artikel 225. (niet gewijzigd) De rechters beraadslagen zonder verwijl en zonder met iemand in verbinding te komen.
Article 226. (non modifié) La chambre des mises en accusation statue par un seul et même arrêt sur les infractions connexes dont les pièces se trouveront en même temps produites devant elle.	Artikel 226. (niet gewijzigd) De kamer van inbeschuldigingstelling beslist bij een en hetzelfde arrest over de samenhangende misdrijven waarvan de stukken terzelfder tijd zijn voorgelegd.
Article 227. (non modifié) Les infractions sont connexes : 1° soit lorsqu'elles ont été commises en même temps par plusieurs personnes réunies; 2° soit lorsqu'elles ont été commises par différentes personnes, même en différents temps et en divers lieux, mais par suite d'un concert formé à l'avance entre elles, soit lorsque les coupables ont commis les unes pour se procurer les moyens de commettre les autres, pour en faciliter, pour en consommer l'exécution, ou pour en assurer l'impunité; 3° soit lorsque le lien qui existe entre deux ou plusieurs infractions est de telle nature qu'il exige, pour une bonne administration de la justice et sous réserve du respect des droits de	Artikel 227. (niet gewijzigd) Misdrijven zijn samenhangend: 1° hetzij wanneer zij tegelijkertijd gepleegd zijn door verscheidene personen tezamen; 2° hetzij wanneer zij gepleegd zijn door verschillende personen, zelfs op onderscheiden tijdstippen en op onderscheiden plaatsen, maar ten gevolge van een door hen tevoren gemaakte afspraak, hetzij wanneer de schuldigen het ene misdrijf hebben gepleegd om zich de middelen te verschaffen tot het plegen van het andere, om de uitvoering ervan te vergemakkelijken of te voltooien, of om de straffeloosheid ervan te verzekeren; 3° hetzij wanneer de band die bestaat tussen twee of meer misdrijven van zodanige aard is dat

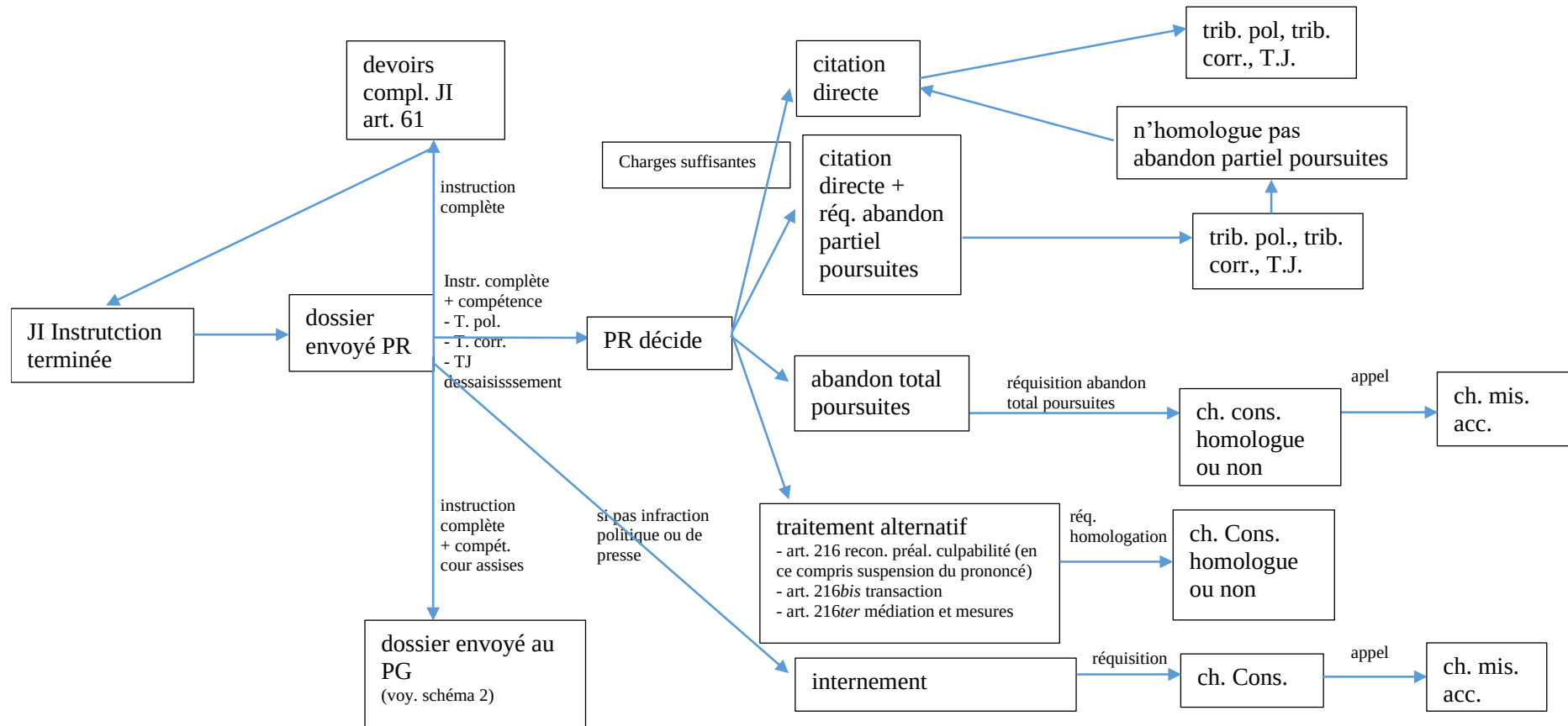
la défense, que ces infractions soient soumises en même temps pour jugement au même tribunal répressif.	hij, met het oog op een goede rechtsbedeling en onder voorbehoud van de eerbiediging van de rechten van verdediging, vereist dat die misdrijven samen aan dezelfde strafrechtbank ter beoordeling worden voorgelegd.
Article 228. (non modifié) La chambre des mises en accusation peut ordonner, s'il y a lieu, dans les plus brefs délais : 1° des informations nouvelles ; 2° l'apport des pièces à conviction qui sont restées déposées.	Artikel 228. (niet gewijzigd) De kamer van inbeschuldigingstelling kan, zo nodig, binnen de kortst mogelijke tijd: 1° nieuwe onderzoeken bevelen; 2° de overbrenging bevelen van overtuigingsstukken die in bewaring zijn gebleven.
Article 229. (non modifié) Si la chambre des mises en accusation est d'avis qu'il n'existe pas de charges suffisantes contre l'inculpé, elle déclare qu'il n'y a pas lieu de poursuivre.	Artikel 229. (niet gewijzigd) Indien de kamer van inbeschuldigingstelling van oordeel is dat er tegen de inverdenkinggestelde geen voldoende bezwaren bestaan, verklaart zij dat er geen reden is tot vervolging.
Article 230. Si la chambre des mises en accusation estime que les faits relèvent de la compétence du tribunal de police, du tribunal correctionnel ou de la chambre de dessaisissement du tribunal de la jeunesse, elle prononcera le renvoi et indiquera le tribunal qui doit en connaître elle renvoie le dossier au procureur du Roi afin qu'il cite directement l'inculpé conformément à l'article 130.	Artikel 230. Indien de kamer van inbeschuldigingstelling oordeelt dat de feiten onder de bevoegdheid vallen van de politierechtbank, de correctionele rechtbank of de kamer van uithandengeving bij de jeugdrechtbank, sprekt zij de verwijzing uit en wijst de rechtbank aan die van de zaak kennis moet nemen verwijst zij het dossier naar de procureur des Konings, zodat hij de inverdenkinggestelde rechtstreeks kan dagvaarden overeenkomstig artikel 130.
Article 231. S'il agit d'un fait relevant de la compétence de la cour d'assises, et que la chambre des mises en accusation estime que les charges sont suffisantes pour motiver la mise en accusation, elle renvoie l'inculpé devant la cour d'assises; sous réserve de l'application de l'article 2 de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes. Si le crime a été mal qualifié dans l'ordonnance de prise de corps, la chambre des mises en accusation annulera cette ordonnance et en décernera une nouvelle.	Artikel 231. Indien het een feit betreft dat behoort tot de bevoegdheid van het hof van assisen, en de kamer van inbeschuldigingstelling voldoende bezwaren aanwezig acht om de inbeschuldigingstelling te wettigen, verwijst zij de inverdenkinggestelde naar het hof van assisen, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 2 van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden. Indien de misdaad in de beschikking tot gevangenneming verkeerd omschreven is, vernietigt de kamer van inbeschuldigingstelling die beschikking en geeft een nieuwe.

Article 232. (non modifié) Les parties sont tenues d'élire domicile en Belgique, si elles n'y ont pas leur domicile ou résidence, au plus tard au moment du renvoi, par la chambre des mises en accusation, devant la cour d'assises. L'élection de domicile régit la procédure devant la cour d'assises, l'exécution de l'arrêt qui s'ensuit et le recours contre cet arrêt. A défaut d'élection de domicile par les parties, elles ne pourront opposer le défaut de signification aux actes qui auraient dû leur être signifiés aux termes de la loi. Toute signification est valablement signifiée à ce domicile élu, tant que la partie ne fait pas parvenir un avis de modification au procureur général par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.	Artikel 232. (niet gewijzigd) De partijen zijn gehouden in België keuze van woonplaats te doen, indien zij er hun woonplaats of verblijfplaats niet hebben, uiterlijk op het ogenblik van de verwijzing door de kamer van inbeschuldigingstelling naar het hof van assisen. De keuze van woonplaats geldt voor de procedure voor het hof van assisen, voor de uitvoering van het arrest dat erop volgt en voor het rechtsmiddel dat tegen dit arrest wordt aangewend. Hebben de partijen geen woonplaats gekozen, dan kunnen zij het verzuim van de betekening niet invoeren tegen de akten die hen luidens de wet moesten worden betekend. Elke betekening wordt geldig op de gekozen woonplaats gedaan, zolang de partij niet bij een ter post aangetekende brief met ontvangstmelding aan de procureur-generaal een wijzigingsbericht doet geworden.
Article 233. L'ordonnance de prise de corps, délivrée par la chambre du conseil ou par la chambre des mises en accusation conformément à l'article 26, § 5, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, sera insérée dans l'arrêt de mise en accusation. Cet arrêt contient l'ordre de conduire l'accusé lors de l'exécution de l'arrêt dans la maison d'arrêt établie près la cour d'assises où il est renvoyé.	Artikel 233. De beschikking tot gevangenneming, door de raadkamer of door de kamer van inbeschuldigingstelling gegeven overeenkomstig artikel 26, § 5, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, wordt opgenomen in het arrest van inbeschuldigingstelling. Dit arrest houdt het bevel in de beschuldigde bij de uitvoering ervan te brengen naar het huis van arrest gevestigd bij het hof van assisen waarnaar hij wordt verwezen.
Article 234. (non modifié) Les arrêts seront signés par chacun des juges qui les auront rendus ; il y sera fait mention, à peine de nullité, du nom de chacun des juges.	Artikel 234. (niet gewijzigd) De arresten worden ondertekend door alle rechters die ze hebben gewezen; zij vermelden, op straffe van nietigheid, de naam van iedere rechter.
Article 235. (non modifié) Dans toutes les affaires, les chambres des mises en accusation, tant qu'elles n'auront pas décidé s'il y a lieu de prononcer la mise en accusation, pourront d'office, soit qu'il y ait ou non une	Artikel 235. (niet gewijzigd) In alle zaken kunnen de kamers van inbeschuldigingstelling, zolang zij niet beslist hebben of de inbeschuldigingstelling dient te worden uitgesproken, om het even of de eerste

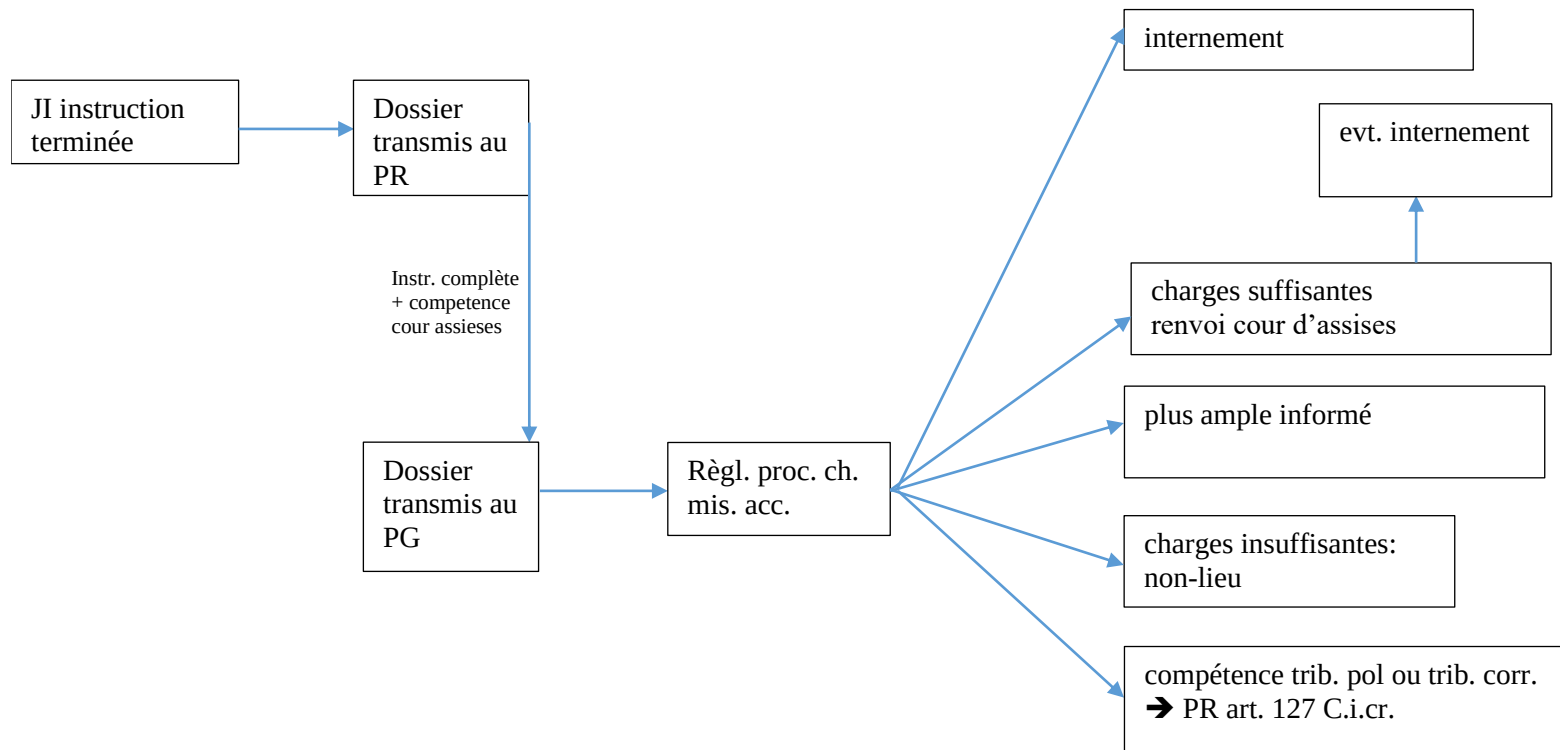
instruction commencée par les premiers juges, ordonner des poursuites, se faire apporter les pièces, informer ou faire informer, et statuer ensuite ce qu'il appartiendra.	rechters al dan niet een onderzoek hebben ingesteld, ambtshalve vervolgingen gelasten, zich de stukken doen overleggen, de zaak onderzoeken of doen onderzoeken, en daarna beschikken zoals het behoort.
Article 235bis. § 1^{er}. Dans tous les cas de saisine, la chambre des mises en accusation contrôle, sur la réquisition du ministère public ou à la requête d'une des parties, la régularité de la procédure qui lui est soumise. Elle peut même le faire d'office. § 2. Lorsqu'une irrégularité, une omission ou une cause de nullité affectant un acte d'instruction ou l'obtention de la preuve est soulevée, la chambre des mises en accusation procède à un examen de prime abord de l'irrégularité invoquée. § 3. Lorsque la chambre des mises en accusation contrôle d'office la régularité de la procédure et qu'il peut exister une cause de nullité, d'irrecevabilité ou d'extinction de l'action publique, elle ordonne la réouverture des débats. § 4. La chambre des mises en accusation entend, en audience publique si elle en décide ainsi à la demande de l'une des parties, le procureur général, la partie civile et l'inculpé en leurs observations. § 5. Les causes d'irrecevabilité ou d'extinction de l'action publique qui ont été examinées devant la chambre des mises en accusation ne peuvent plus l'être devant le juge du fond sauf lorsqu'elles ne sont acquises que postérieurement aux débats devant la chambre des mises en accusation. Les dispositions du présent paragraphe ne sont pas applicables à l'égard des parties qui ne sont appelées dans l'instance qu'après le renvoi à la juridiction de jugement, sauf si les pièces sont retirées du dossier conformément au § 6 du présent article.	Artikel 235bis. § 1. In alle gevallen waarin zij wordt gevat, onderzoekt de kamer van inbeschuldigingstelling, op vordering van het openbaar ministerie of op verzoek van een van de partijen, de regelmatigheid van de haar voorgelegde procedure. Zij kan dit zelfs ambtshalve doen. § 2. Wanneer een onregelmatigheid, een verzuim of een nietigheid wordt aangevoerd die een onderzoekshandeling of de bewijsgaring betreft, voert de kamer van inbeschuldigingstelling een <i>prima facie</i> onderzoek uit van de aangevoerde onregelmatigheid. § 3. Wanneer de kamer van inbeschuldigingstelling ambtshalve de regelmatigheid van de rechtspleging controleert en er een nietigheid, een grond van niet-ontvankelijkheid of verval van de strafvordering kan bestaan, beveelt zij de debatten te heropenen. § 4. De kamer van inbeschuldigingstelling hoort, in openbare terechtzitting indien ze op verzoek van een van de partijen daartoe besluit, de opmerkingen van de procureur-generaal, de burgerlijke partij en de inverdenkinggestelde. § 5. De gronden van niet ontvankelijkheid of verval van de strafvordering die voor de kamer van inbeschuldigingstelling zijn onderzocht, kunnen niet opnieuw worden aangevoerd voor de vonnisrechter, behalve wanneer zij pas na de debatten voor de kamer zijn ontstaan. De bepalingen van deze paragraaf zijn niet van toepassing op partijen die pas na de verwijzing naar de vonnisrechter in het geding zijn betrokken, tenzij de stukken uit het dossier zijn verwijderd overeenkomstig § 6 van dit artikel.

§ 6. Lorsque la chambre des mises en accusation constate une irrégularité, omission ou cause de nullité affectant un acte d'instruction ou l'obtention de la preuve, ou une cause d'irrecevabilité ou d'extinction de l'action publique, elle prononce, le cas échéant, la nullité de l'acte qui en est entaché et de tout ou partie de la procédure ultérieure. Les pièces annulées sont retirées du dossier et déposées au greffe du tribunal de première instance. Les pièces déposées au greffe ne peuvent pas être consultées, et ne peuvent pas être utilisées dans la procédure pénale. La chambre des mises en accusation décide, dans le respect des droits des autres parties, dans quelle mesure les pièces déposées au greffe peuvent encore être consultées lors de la procédure pénale et utilisées par une partie. Elle indique dans sa décision à qui il faut rendre les pièces ou ce qu'il advient des pièces annulées.	§ 6. Wanneer de kamer van inbeschuldigingstelling een onregelmatigheid, verzuim of nietigheid vaststelt die een onderzoekshandeling of de bewijsgaring aantast, of een grond van niet-ontvankelijkheid of van verval van de strafvordering vaststelt, spreekt zij, indien daartoe grond bestaat, de nietigheid uit van de handeling die erdoor is aangetast en van een deel of het geheel van de erop volgende rechtspleging. Nietig verklaarde stukken worden uit het dossier verwijderd en neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg. De ter griffie neergelegde stukken mogen niet worden ingezien, en mogen niet in de strafprocedure worden aangewend. De kamer van inbeschuldigingstelling oordeelt, met inachtneming van de rechten van de andere partijen, in welke mate de ter griffie neergelegde stukken nog in de strafprocedure mogen worden ingezien en aangewend door een partij. Zij geeft in haar beslissing aan, aan wie de stukken moeten worden teruggegeven, dan wel wat er gebeurt met de nietig verklaarde stukken.
Article 235ter. (non modifié)	Artikel 235ter. (niet gewijzigd)
Articles suivants : non modifiés.	Volgende artikelen: niet gewijzigd.

Clôture de l'instruction (1)



Clôture de l'instruction. Infractions de la compétence de la cour d'assises (2)



A. Propositions de *lege ferenda* 2025

1. Modification de l'article 837, alinéa 1^{er} du Code judiciaire (caractère suspensif de la demande en récusation)

Ces dernières années, la Cour a constaté une inflation de demandes en récusation qui avaient pour unique but de paralyser le cours de la justice en raison de l'effet suspensif que la loi attribue à l'introduction de telles demandes¹⁷.

Les articles 828 à 842 du Code judiciaire règlent la procédure en récusation que ce soit en matière civile ou en matière répressive.

Une demande en récusation peut être introduite par le ministère public ou toute autre partie au procès. L'acte de récusation est transmis dans les vingt-quatre heures au juge concerné. Ce dernier dispose alors de deux jours pour acquiescer à la demande ou pour la refuser (art. 836 C. jud.). À compter du jour de la communication de l'acte de récusation au juge, la procédure est suspendue sauf si la demande n'émane pas d'une partie ou du ministère public (art. 837, al. 1^{er} C. jud.).

La Cour considère ainsi que l'article 837, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire attribue à la demande en récusation, à compter du jour de la communication de la requête en récusation au juge visé, un effet suspensif qui interdit au juge, sous peine de nullité, la poursuite de la procédure et cet effet suspensif prend seulement fin lorsque la décision de rejet de la demande passe en force de chose jugée¹⁸.

Il en résulte que l'introduction d'une demande en récusation peut constituer, pour une partie, un moyen de retarder la poursuite de la procédure. Si la demande repose sur des griefs sérieux, l'effet suspensif de la procédure se justifie pour éviter que la procédure se poursuive entre-temps sous l'égide de magistrats faisant l'objet d'une suspicion légitime.

En revanche, lorsque la demande d'une partie a pour seul objectif d'entraver la poursuite de la procédure, le caractère suspensif de la procédure de récusation permet à cette partie d'obtenir indûment l'effet recherché. Face aux enjeux parfois fort importants de la procédure au fond qui se trouve suspendue, la menace de la condamnation à l'amende prévue par l'article 838, alinéa 3 et 4, du Code judiciaire en cas de demande manifestement irrecevable ou manifestement non fondée risque de ne pas faire le poids.

Certes, la Cour a jugé à plusieurs reprises que la demande en récusation qui n'a d'autre but que de paralyser le cours de la justice, constitue un abus de procédure et est dénuée pour cette raison de tout effet suspensif¹⁹. Mais, une telle décision intervient trop tard car entre-temps, le mal est fait

¹⁷ Voy. Cass. 18 mai 2016, RG P.16.0572.F, *Pas.* 2016, n° 329, concl. avocat général D. VANDERMEERSCH ; Cass. 17 juin 2020, RG P.20.0593.F, *Pas.* 2020, n° 406, concl. avocat général M. NOLET DE BRAUWERE ; Cass. 20 décembre 2022, RG P.22.0815.N, www.juportal.be ; Cass. 9 avril 2024, RG P.24.0352.N, www.juportal.be ; Cass. 26 août 2025, RG C.25.0262.F, www.juportal.be ; Cass. 14 octobre 2025, RG P.25.1288.N, www.juportal.be ; L. De Cleir, « Huidige wrakingsprocedure werkt ontwrichtend voor de tijdige rechtsbedeling », *De Juristenkrant*, 8 oktober 2025, p. 3.

¹⁸ Cass. 11 mars 2025, RG P.25.0252.N, www.juportal.be ; voy. aussi Cass. 27 avril 2016, RG P.16.0509.F, *Pas.* 2016, n° 288 ; Cass. 20 décembre 2023, RG P.23.0636.F, www.juportal.be.

¹⁹ Cass. 18 mai 2016, RG P.16.0572.F, *Pas.* 2016, n° 329, concl. avocat général D. VANDERMEERSCH ; Cass. 17 juin 2020, RG P.20.0593.F, *Pas.* 2020, n° 406, concl. avocat général M. NOLET DE BRAUWERE ; Cass. 20 décembre 2022, RG P.22.0815.N, www.juportal.be ; Cass. 3 janvier 2023, RG P.22.1606.N-P.22.1783.N, www.juportal.be ; Cass. 9 avril 2024, RG P.24.0352.N, www.juportal.be ; Cass. 26 août 2025, RG C.25.0262.F, www.juportal.be.

puisqu'en l'attente de la décision de la Cour, la procédure s'est trouvée suspendue en application de l'article 837, alinéa 1er, du Code judiciaire.

Dès lors, il est proposé de ne plus attribuer d'effet suspensif aux demandes en récusation manifestement irrecevables ou manifestement non fondées.

Texte proposé :

Article 837, alinéa 1^{er}.

A compter du jour de la communication au juge, tous jugements et opérations sont suspendus sauf si la demande est manifestement irrecevable ou manifestement non fondée ou qu'elle n'émane pas d'une partie ou du ministère public.

2. Het vermijden van een dubbele vergoeding voor dezelfde schade.

Het slachtoffer van een ongeval, de echtgeno(o)t(e) of een derde ontvangen onder welbepaalde voorwaarden een invaliditeitspensioen, overlevingspensioen of overgangsuitkering, respectievelijk een verhoogde kinderbijslag voor wezen. **Het voorstel strekt ertoe wettelijke bepalingen in te voeren die de cumul verbiedt tussen voormelde socialezekerheidsuitkeringen en een gemeenrechtelijke vergoeding voor schade uit inkomensverlies ten aanzien van de hiervoor aansprakelijke derde, gecombineerd met het invoeren van een regresrecht voor de derde-betaler van deze socialezekerheidsuitkeringen op de aansprakelijke derde.**

A. Het overlevingspensioen en de overgangsuitkering

1. De pensioenwetgeving bevat, met uitzondering van de wetten op de militaire vergoedingspensioenen, geen uitdrukkelijke regeling inzake de coördinatie van pensioenuitgaven met het aansprakelijkheidsrecht.²⁰

2. Volgens vaste rechtspraak van het Hof van Cassatie moet het **overlevingspensioen** niet op de gemeenrechtelijke vergoeding voor schade uit inkomensverlies voor de overlevende echtgenoot worden toegerekend. Het Hof motiveert zijn beslissing door te stellen dat *“de uitkeringen die derden aan het slachtoffer of zijn rechthebbende betalen, slechts mogen worden aangerekend op de schadevergoeding die de aansprakelijke verschuldigd is, wanneer zij de vergoeding beogen van dezelfde schade als die welke voortvloeit uit de fout van de aansprakelijke. Het overlevingspensioen dat de overlevende echtgenoot geniet ten gevolge van het overlijden van zijn echtgenoot, is een recht dat zijn oorsprong vindt in de wetgeving betreffende het rust- en overlevingspensioen. Het heeft geen vergoedend karakter en beoogt dus niet de vergoeding van de schade die het slachtoffer of zijn rechthebbende lijden ingevolge de fout van de aansprakelijke”*.²¹

3. Niettegenstaande het Hof van Cassatie zich sinds 1937 consequent in voormelde zin uitspreekt, is deze rechtspraak tot op vandaag niet vrij van kritiek.²² Gesteld wordt dat de cumul van het

²⁰ I. BOONE, *Verhaal van derde-betalers op de aansprakelijke*, Antwerpen, Intersentia, 2009, 176-177.

²¹ Zie o.m.: Cass. 16 december 2022, AR C.21.0424.N, arrest niet gepubliceerd; Cass. , 14 september 2018, AR C.17.0577.N, arrest niet gepubliceerd; Cass. AR 15 februari 2011, AR P.10.1244.N, AC 2011, nr. 133; Cass. 4 september 2007, AR P.07.0426.N, AC 2007, nr. 383; Cass. 29 mei 2007, AR P.07.0084.N, AC 2007, nr. 278, RW 2009-10, 1178; Cass. 16 maart 2006, AR C.05.0299.N, AC 2006, nr. 1556, RGAR 2007, nr. 14233; Cass. 7 september 2004, AR P.04.0315.N, AC 2004, nr. 386, RW 2006-07, 1757; Cass. 21 januari 1998, *Verkeersrecht* 1999, 128.

²² Zie voor andersluidende lagere rechtspraak o.m.: Rb. Antwerpen (afd. Turnhout) 8 maart 2024, *T. Pol.* 2025, 43; Rb. Oost-Vlaanderen (afd. Gent) 16 januari 2018, *T. Verz.* 2019, 486.

overlevingspensioen met een gemeenrechtelijke vergoeding juridisch moeilijk valt vast te knopen aan de oorsprong en de strekking ervan, zoals het Hof van Cassatie dat doet.

Het feit dat het overlevingspensioen zijn *oorsprong* vindt in de socialezekerheidswetgeving is geen argument voor het toestaan van een cumul.²³ Als het bestaan van een eigen rechtsgrond mee bepalend zou zijn, zou immers geen enkele socialezekerheids- of verzekeringsuitkering mogen worden toegerekend op de schadevergoeding die de aansprakelijke aan het slachtoffer verschuldigd is,²⁴ *quod non*. Het overlevingspensioen dekt, zoals algemeen wordt aangenomen, het risico op inkomensverlies ingevolge het vroegtijdig overlijden van de kostwinner. Het vervangt (gedeeltelijk) het door het overlijden weggevallen inkomen van het slachtoffer. Het valt dan ook te verdedigen dat de toekenning van het overlevingspensioen ertoe strekt de materiële schade die de langstlevende echtgenoot ondervindt als gevolg van het wegvallen van het inkomen van zijn echtgenoot in zekere zin te *compenseren*.²⁵

Het standpunt van het Hof van Cassatie blijkt, althans volgens I. BOONE in haar proefschrift *Verhaal van derde-betalers op de aansprakelijke*, terug te gaan op de gedachte dat het overlevingspensioen de vrucht is van het eigen sparen en de individuele bijdragen van de overledene en dat het niet opgaat de aansprakelijke daarvan te laten profiteren.²⁶ De aard en financieringswijze van het pensioen zijn evenwel in de loop der jaren grondig gewijzigd. Het pensioen is thans veeleer gevestigd op de nationale solidariteit, dan op de eigen bijdragen van de overledene.²⁷

4. Strikt genomen is een uitdrukkelijke wettelijke bepaling die de cumul verbiedt tussen een overlevingspensioen en een gemeenrechtelijke schadevergoeding niet vereist. Als men aanvaardt dat het overlevingspensioen ertoe strekt om de materiële schade ingevolge het inkomensverlies van de langstlevende echtgenoot te vergoeden, moet dit op de gemeenrechtelijke schadeloosstelling worden toegerekend en dit ingevolge de regel dat dezelfde schade geen twee keer kan worden vergoed.²⁸ Bij gebrek aan een verhaalsrecht van de pensioeninstelling ten belope van het door haar uitbetaalde overlevingspensioen,²⁹ zou de toerekening op de gemeenrechtelijke schadevergoeding evenwel in die mate leiden tot een definitieve bevrijding van de aansprakelijke (of zijn aansprakelijkheidsverzekeraar).³⁰ Men kan er dan ook begrip voor opbrengen dat het Hof van Cassatie, zolang dergelijk verhaalsrecht niet is ingevoerd, liever de kant van de overlevende echtgenoot kiest.³¹

²³ In dezelfde zin: Rb. Oost-Vlaanderen (afd. Gent) 16 januari 2018, *T. Verz.* 2019, 486.

²⁴ I. BOONE, *Verhaal van derde-betalers op de aansprakelijke*, Antwerpen, Intersentia, 2009, 87 met verwijzing naar B. DE TEMMERMAN, "Recente cassatierechtspraak inzake schade en schadevergoeding (2001-2003)", *RGAR* 2003, 13.772, rn. 29 en B. LIETAERT, "Pluraliteit van aanspraken en vergoedingen bij arbeids- en verkeersongevallen" in VAN EECKHOUTTE, W. en RIGAUX, M. (eds.), *Sociaal recht: niets dan uitdagingen*, PUC Willy Delva 1995-96, Gent, Mys & Breesch, 1996, (477) 479-480.

²⁵ Zie in deze zin: I. BOONE, *Verhaal van derde-betalers op de aansprakelijke*, Antwerpen, Intersentia, 2009, 178-179; G. JOCQUE, "Tijdsverloop en schadevergoeding", *TPR* 2016, (1375) 1407; H. ULRICHTS, "Cumul overlevingspensioen en gemeenrechtelijke vergoeding. Beïnvloedt een overlevingspensioen de schade? Voordeeltorekening?", *T. Verz.* 2016, (79) 82; R. VERMAERCKE, "De toerekening van het overlevingspensioen op de gemeenrechtelijke schadevergoeding: brengt boek 6 een nieuwe realiteit?", *T. Pol.* 2025, (47) 52. Zie ook: Rb. Oost-Vlaanderen (afd. Gent) 16 januari 2018, *T. Verz.* 2019, 486.

²⁶ Zie hiervoor Cass. 15 april 1937, *Pas.* 1937, 113, noot P.L.

²⁷ I. BOONE, *Verhaal van derde-betalers op de aansprakelijke*, Antwerpen, Intersentia, 2009, 179-180.

²⁸ I. BOONE, *Verhaal van derde-betalers op de aansprakelijke*, Antwerpen, Intersentia, 2009, 181.

²⁹ Volgens DIRIX komt aan de pensioeninstelling evenwel de *actio de in rem verso* toe, zie E. DIRIX, "Over de cumulatie van overlevingspensioen en gemeenrechtelijke schadevergoeding", *TSR* 1983, (470) 473-474.

³⁰ I. BOONE, *Verhaal van derde-betalers op de aansprakelijke*, Antwerpen, Intersentia, 2009, 181-182; G. JOCQUE, "Tijdsverloop en schadevergoeding", *TPR* 2016, (1375) 1407-1408. Zie ook: D. SIMOENS, "Beschouwingen over de voordeeltorekening bij de begroting van schade, geleden door een onrechtmatige daad", *TBBR* 2005, (389) 392.

³¹ In dezelfde zin: I. BOONE, *Verhaal van derde-betalers op de aansprakelijke*, Antwerpen, Intersentia, 2009, 182; D. SIMOENS, "Beschouwingen over de voordeeltorekening bij de begroting van schade, geleden door een onrechtmatige daad", *TBBR* 2005, (389) 393; R. VERMAERCKE, "De toerekening van het overlevingspensioen op de gemeenrechtelijke schadevergoeding: brengt boek 6 een nieuwe realiteit?", *T. Pol.* 2025, (47) 52.

5. Bevredigend is deze oplossing evenwel niet. Het dubbel vergoeden van dezelfde schade spoort niet met een rationeel gebruik van de overheidsmiddelen voor de vergoeding van persoonsschade.³² Het invoeren van een (subrogatoir) verhaal van de derde-betaler van het overlevingspensioen op de aansprakelijke zou hieraan tegemoet komen.³³ Het is dan ook aangewezen dergelijk verhaalsrecht in te voeren.³⁴

6. Ingeval van een toerekening van het overlevingspensioen op de gemeenrechtelijke schadevergoeding zal men er rekening mee moeten houden dat het overlevingspensioen een periodieke uitkering is die kan komen te vervallen wegens op het ogenblik van de uitspraak nog onzekere gebeurtenissen, dit is meer bepaald het geval bij het aangaan van een nieuw huwelijk³⁵ of het verwerven van een arbeidsinkomen dat de perken van de toegelaten arbeid voor gepensioneerden overstijgt³⁶. Indien ook het toekomstige overlevingspensioen in mindering zou zijn gebracht op de schadeloosstelling en dit naderhand komt te vervallen, zal de overlevende echtgenoot in werkelijkheid ondervergoed zijn. De rechter zal dit probleem kunnen omzeilen door de overlevende echtgenoot dienaangaande een voorbehoud te verlenen.³⁷

7. De overlevende echtgenoot die niet aan de vereiste minimumleeftijd voor een overlevingspensioen voldoet, heeft, onder bepaalde voorwaarden, recht op een **overgangsuitkering**. Indien een cumulverbod wordt ingevoerd voor een overlevingspensioen met een gemeenrechtelijke schadevergoeding uit inkomensverlies, gekoppeld aan een regresrecht voor de derde-betaler van het overlevingspensioen, moeten beide zaken, in het licht van het gelijkheidsbeginsel, ook met betrekking tot de overgangsuitkering worden ingevoerd.

B. Het invaliditeitspensioen voor ambtenaren

8. Eenzelfde redenering als bij het overlevingspensioen geldt met betrekking tot het invaliditeitspensioen voor ambtenaren. Dit pensioen dekt het risico van langdurige of blijvende arbeidsongeschiktheid tijdens de actieve loopbaan van een ambtenaar. Ook in dit kader pleit BOONE in haar proefschrift terecht voor de invoering van een wettelijk cumulverbod met de gemeenrechtelijke schadevergoeding voor inkomensverlies en een (subrogatoir) verhaalsrecht van de overheid ten aanzien van de aansprakelijke,³⁸ zoals dit overigens reeds bestaat met betrekking tot het

³² I. BOONE, *Verhaal van derde-betalers op de aansprakelijke*, Antwerpen, Intersentia, 2009, 182; E. DIRIX, "Over de cumulatie van overlevingspensioen en gemeenrechtelijke schadevergoeding", *TSR* 1983, (470) 471; D. SIMOENS, "Beschouwingen over de voordeelstoerekening bij de begroting van schade, geleden door een onrechtmatige daad", *TBBR* 2005, (389) 393.

³³ De uitgaven van de Rijksdienst voor Pensioenen voor het overlevingspensioen van werknemers bedroegen in 2006 3.76 miljard euro (zie hiervoor het jaarverslag 2006 van de Rijksdienst voor Pensioenen, 45 (te raadplegen op www.onprvp.fgov.be/onprvp2004/PDF/NL/P/P_06.pdf). Uiteraard zijn deze uitgaven niet allen het gevolg van een ongeval waarvoor een derde aansprakelijk is.

³⁴ Zie in dezelfde zin: I. BOONE, *Verhaal van derde-betalers op de aansprakelijke*, Antwerpen, Intersentia, 2009, 182-183; G. JOCQUE, "Tijdsverloop en schadevergoeding", *TPR* 2016, (1375) 1406-1408; H. ULRICHTS, "Cumul overlevingspensioen en gemeenrechtelijke vergoeding. Beïnvloedt een overlevingspensioen de schade? Voordeelstoerekening?", *T. Verz.* 2016, (79) 81; R. VERMAERCKE, "De toerekening van het overlevingspensioen op de gemeenrechtelijke schadevergoeding: brengt boek 6 een nieuwe realiteit?", *T. Pol.* 2025, (47) 53.

³⁵ Zie in deze zin bijv. in art. 17 KB nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers.

³⁶ Zie in deze zin in bijv. art. 64, §2, C, KB 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers.

³⁷ I. BOONE, *Verhaal van derde-betalers op de aansprakelijke*, Antwerpen, Intersentia, 2009, 182-183; H. ULRICHTS, "Cumul overlevingspensioen en gemeenrechtelijke vergoeding. Beïnvloedt een overlevingspensioen de schade? Voordeelstoerekening?", *T. Verz.* 2016, (79) 83.

³⁸ I. BOONE, *Verhaal van derde-betalers op de aansprakelijke*, Antwerpen, Intersentia, 2009, 184-185.

invaliditeitspensioen van werknemers³⁹ en zelfstandigen.⁴⁰ Gelet op het feit dat de invaliditeitspensioenen van ambtenaren rechtstreeks gefinancierd worden uit de overheidsbegroting is het merkwaardig dat de wetgever hieraan nog geen gevolg heeft gegeven.

C. De verhoogde kinderbijslag voor wezen/Het wezengeld

Ook ten aanzien van de verhoogde kinderbijslag voor wezen/het wezengeld⁴¹ toegekend aan een persoon die de kosten van opvoeding en onderhoud van de wees op zich neemt, pleit BOONE voor het invoeren van een wettelijke cumulverbod gecombineerd met een regresrecht ten aanzien van het kinderbijslagfonds.⁴²

3. Wijziging van art. 187, §6, 1° Wetboek van Strafvordering over het ongedaan verzet wegens afwezigheid na de aanvankelijke dagvaarding

Beklaagden hebben het recht afwezig te zijn tijdens hun proces en kunnen tegen een veroordeling verzet aantekenen (art. 185, 187 en 208 Sv.). Bij een ontvankelijk verzet dient de rechter de zaak opnieuw te beoordelen, zonder dat hij een bijkomende veroordeling kan uitspreken of een strengere straf kan opleggen (relatieve werking van het verzet)⁴³. De bij verstek veroordeelde beklaagde heeft er dus belang bij verzet in te stellen. Voorwaarde voor een nieuw proces is wel dat de beklaagde geen afstand doet van zijn verzet (art. 187, §7 Sv., vb. door eerst hoger beroep in te stellen) en moeite deed om zijn recht van verdediging uit te oefenen. De wetgever heeft het aantal zaken op verzet willen terugdringen, bij Wet van 5 februari 2016 (BS 19 februari 2016), door toepassing van de sanctie van het ‘ongedaan verzet’. De rechter verklaart het verzet ongedaan wanneer de bij verstek veroordeelde partij na zijn verzet niet komt opdagen (art. 187, §6, 2° Sv.) of wanneer hij naliet zich te verdedigen in de procedure die leidde tot de verstekbeslissing. In dit laatste geval verklaart de rechter het verzet ongedaan als het vaststaat dat de bij verstek veroordeelde partij kennis had van de dagvaarding en zonder geldige reden afwezig bleef, door geen gewag te maken van overmacht of een wettige reden van verschoning (art. 187, §6, 1° Sv.). Het ongedaan verzet is dus niet mogelijk voor beklaagden die bij verstek zijn veroordeeld maar ofwel niet op de hoogte waren van het proces ofwel geen afstand deden van hun recht op verdediging⁴⁴. In geval van ongedaan verzet blijft de veroordeling bij verstek bestaan en herwint zij volle kracht. Weliswaar komt de grond van de zaak terug aan bod, in tweede aanleg, door tijdig hoger beroep aan te tekenen tegen het ongedaan verzet (art. 187, §9 Sv.).

In de praktijk komt het ongedaan verzet niet vaak voor, omdat de dagvaarding meestal niet aan de beklaagde in persoon wordt overhandigd. Doorgaans wordt de dagvaarding achtergelaten in de brievenbus van de beklaagde (art. 38 Ger.W.) of betekend aan het Openbaar Ministerie, wegens

³⁹ Zie artikel 136, §2, lid 1 en 4 Gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

⁴⁰ Zie artikel 29, §1, 4° en artikel 82, eerste lid KB van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandige en van de meewerkende echtgenoten.

⁴¹ Zie hieromtrent Cass. 22 februari 2005, RW 2006-07, 649; Antwerpen 16 maart 2016, T.Verz. 2017, 327. Contra: Antwerpen 13 januari 2016, T.Verz. 2016, 493.

⁴² I. BOONE, *Verhaal van derde-betalers op de aansprakelijke*, Antwerpen, Intersentia, 2009, 190-191. Zie ter zake ook P. GRAULUS, “Mogen de gemeenrechtelijke vergoeding dood gecumuleerd worden met het wezengeld?”, T.Verz. 2005, (395) 396.

⁴³ Cass. 16 januari 2018, AR P.17.0387.N, AC 2018, nr. 30, NC 2018, 406; Cass. 26 mei 2021, AR P.20.0771.F, www.juportal.be; Cass. 8 november 2022, AR P.22.0915.N, www.juportal.be; Cass. 5 november 2024, AR P.24.1013.N, www.juportal.be.

⁴⁴ Vb. Cass. 27 februari 2018, AR P.17.1074.N, AC 2018, nr. 130, met concl. van advocaat-generaal L. DECREUS en noot E. DE ROOS, T.Strafr. 2018, 240, noot T. D.; Cass. 27 februari 2019, AR P.18.0982.F, T.Strafr. 2019, 163, noot B. DE SMET; Cass. 19 maart 2024, AR P.23.1713.N, www.juportal.be, met concl. OM, Cass. 5 juni 2024, AR P.24.0345.F, www.juportal.be, met concl. van advocaat-generaal D. VANDERMEERSCH; Cass. 25 september 2024, AR P.24.0404.F, www.juportal.be.

onbekende woonst (art. 40 lid 2 Ger.W.). De beklaagde die verzet instelt kan aanvoeren dat hij pas kennis had van de dagvaarding tijdens of na het proces dat voor hem bij verstek werd afgehandeld. Bestaat er onzekerheid over de *kennisname van de dagvaarding*, dan mag de rechter het verzet niet ongedaan verklaren (art. 187, §6, 1° Sv.)⁴⁵. Is het verzet ontvankelijk en ‘gedaan’ (er is dus geen sprake van ongedaan verzet), dan vervalt de veroordeling bij verstek, met inbegrip van de procedures in hoger beroep of in cassatie die steunen op de verstekbeslissing (art. 187, §4 Sv.). De beslissing op verzet komt dan in de plaats van de verstekbeslissing en kan bijkomend worden aangevochten in hoger beroep of cassatie. Indien de dagvaarding niet in persoon was betekend aan de beklaagde, is een nieuw proces ten gronde vaak onvermijdelijk. Reden is dat het Openbaar Ministerie er meestal niet in slaagt aan te tonen wanneer de beklaagde precies kennis had van de betekening van de veroordeling bij verstek.

Er zou kunnen worden over nagedacht om de bewijslast van het Openbaar Ministerie over de kennisname van de dagvaarding te versoepelen. Een voorstel in die richting zou kunnen zijn een wettelijk vermoeden in te voeren van kennisname van de dagvaarding in geval die akte is betekend aan een familielid of aangestelde van de beklaagde, op zijn gekende woon- of verblijfplaats (art. 35 Ger.W.) of gekozen woonplaats, zoals de verblijfplaats opgegeven na invrijheidstelling (art. 29 Wet Voorlopige Hechtenis). Het zou dan aan de beklaagde toekomen om het tegenbewijs te leveren, vb. door aan te tonen dat hij op het moment van de betekening en de dagen erna (periode van dagvaarding, art. 146 en 184 Sv.) in het buitenland was of een medische ingreep moest ondergaan en daarbij niet bereikbaar was (vb. geen GSM-bereik, comateuze toestand). De lijst van personen aan wie de gerechtsdeurwaarder (art. 33 Ger.W.) of een agent van de lokale politie (art. 645 Sv.) geldig een akte kan betekenen (art. 35 Ger.W.) kan worden uitgebreid met de echtgenoot of wettelijk samenwonende of zelfs met iedere meerderjarige persoon die op het adres van de beklaagde is ingeschreven in de bevolkingsregisters⁴⁶.

Door aanpassingen in die zin zou het voor de strafrechter mogelijk zijn in meer zaken het verzet afwijzen als ongedaan, zonder dat hij het strafdossier opnieuw moet instuderen. Procedures gevoerd in hoger beroep over het verstekvonnis vervallen dan niet (art. 187, §4 Sv.). Hierdoor worden neemt de capaciteit toe van vonnisgerechten om nieuwe zaken te behandelen. De voorgestelde regels zijn verenigbaar met het recht op een eerlijk proces (art. 6 EVRM en art. 14 BUPO-Verdrag 1966). Afhandelen van een zaak zonder effectief rechtsmiddel kan alleen als de beklaagde vrijwillig en met kennis van zaken afstand deed van zijn recht op een proces op tegenspraak.⁴⁷ Beklaagden die geen kennis kregen van de dagvaarding, of wegens een gegronde reden niet aan het proces konden deelnemen, moeten een rechtsmiddel kunnen aanwenden tegen een veroordeling bij verstek, dat een nieuwe beoordeling ten gronde toelaat⁴⁸. Men mag evenwel van de beklaagde verwachten dat hij de

⁴⁵ GwH 21 december 2017, nr. 148/2017, B.39.2; GwH 25 november 2021, arrest 172/2021, B.9.2, www.const-court.be; Cass. 17 januari 2017, AR P.16.0989.N, AC 2017, nr. 36, NJW 2017, 190 noot S. ROYER, RW 2018-19, 653, noot B. DE SMET; Cass. 5 juni 2019, AR P.19.0124.F, AC 2019, nr. 349; Cass. 25 september 2024, AR P.24.0404.F, www.iuportal.be.

⁴⁶ Zie K. VEECKMANS, “Buitengewoon verzet: een adequaat middel?”, *Nullum Crimen* 2019 (dossier), 51p.; B. DE SMET, *Verstek en verzet in strafzaken*, Intersentia, 2025, 364-372.

⁴⁷ EHRM 1 maart 2006, *Sejdovic/Italië*, § 82; EHRM 4 maart 2014, *Dilipak en Karakaya/Turkije*, § 78; EHRM 20 oktober 2015, *Dvorski/Kroatië*, §100; www.echr.coe.int. Zie J. HUYSMANS, *Legitieme verdediging*, Intersentia, 2017, 608. Zie ook Cass. 18 januari 2022, P.21.1291.N, www.iuportal.be, met concl. OM; Cass. 25 september 2024, AR P.24.0404.F, www.iuportal.be; A. BAILLEUX, *Afstand van recht in de strafprocedure*, Intersentia, 2019, 290; B. DE SMET, *Verstek en verzet in strafzaken*, Intersentia, 2025, 325-333.

⁴⁸ VB. EHRM 12 februari 1985, *Colozza en Rubinat/Italië*, § 28-29; EHRM 10 november 2004, *Sejdovic/Italië*; EHRM 24 mei 2007, *Da Luz Domingues Ferreira/België*, www.echr.coe.int; HvJ 26 februari 2013, C-399/11, *Melloni*, NC 2013, 355, HvJ 19 mei 2022, IR, nr. C-569/20, §48-53, www.curia.europa.eu.

nodige inspanningen deed om de dagvaarding in ontvangst te nemen of op de hoogte te komen van het strafproces⁴⁹.

Voorstel: Toevoeging van volgende zin aan art. 187, §6, 1° Wetboek van Strafvordering:

“In geval de dagvaarding is betekend aan de gekende woon-of verblijfplaats of aan de gekozen woonplaats van de eiser in verzet en de dagvaarding in ontvangst is genomen door een echtgenoot, wettelijk samenwonende, familielid, aangestelde of een meerderjarige persoon die op dat adres verblijft, wordt de eiser in verzet vermoed kennis te hebben van de dagvaarding vanaf de dag na die ontvangst”.

4. Wijziging van art. 187, §1 Wetboek van Strafvordering over het verzet in de buitengewone termijn

Heel wat strafzaken worden vier maal ten gronde behandeld door de opeenvolging van verstek en verzet, zowel in eerste als tweede aanleg. Deze combinatie van verzet en hoger beroep beperkt de capaciteit van de vonnisgerechten en zorgt in complexe zaken met meerdere beklaagden voor moeilijkheden en uitdagingen, zoals het tijdig overmaken van strafdossiers van de ene naar de andere rechtbank en het telkens oproepen van de benadeelden en hun verzekeraars, om opnieuw hun eis tot schadevergoeding toe te lichten en te reageren op tegeneisen. Eén van de redenen waarom zoveel procedures op verzet worden georganiseerd, is de soepele regeling van het verzet in de buitengewone termijn (art. 187, § 1, tweede lid, Sv.).

Wanneer de veroordeling bij verstek niet in persoon is betekend aan de beklaagde, kan hij verzet instellen binnen een termijn van 15 dagen die loopt vanaf de dag na de *kennisname van de (geldige) betekening van de veroordeling*, uiterlijk tot het moment van verjaring van de straf opgelegd bij verstek (art. 187, §1, tweede lid, Sv.). Over dit moment van kennisname hoeft de beklaagde geen informatie te verstrekken. Het is aan het Openbaar Ministerie om aan te tonen wanneer de afwezige beklaagde kennis kreeg van de betekening van de veroordeling (niet van de veroordeling zelf)⁵⁰. Vaak maanden of jaren na de veroordeling bij verstek kan de beklaagde aanspraak maken op een nieuwe beoordeling van de zaak op verzet, na oproeping van de tegenpartijen.

Een verbetering zou er kunnen in bestaan het moment van *‘kennisname van de betekening van het verstekvonnis’* (art. 187, § 1 Sv.) aan te vullen met het moment van *‘kennisname van de veroordeling bij verstek’*⁵¹. Een beklaagde die verzet wil aantekenen in de buitengewone termijn, heeft vaak geen boodschap aan alleen de kennisname van de betekening. Het is pas wanneer hij weet wat er precies bij verstek is uitgesproken, dat hij of zij kan beslissen of verzet de moeite loont. Het is mogelijk dat de beklaagde eerst kennis heeft van de veroordeling bij verstek en pas na nadien verneemt dat deze veroordeling hem is betekend. Door de buitengewone termijn bijkomend te verbinden aan het *‘tweede kennismoment’*⁵² gaat kostbare tijd verloren, om de zaak opnieuw vast te stellen voor de strafrechter, en de tegenpartijen op te roepen voor een nieuw debat.

⁴⁹ Vb. EHRM 16 december 1992, *Hennings/Duitsland*, www.echr.coe.int, § 26 over de ontvangst van de dagvaarding op de woonplaats bij afwezigheid.

⁵⁰ Cass. 11 juni 2014, AR P.14.0374.F, AC 2014, nr. 417; Cass. 16 december 2020, AR P.20.0660.F, AC 2020, nr. 780, met concl. van advocaat-generaal D. VANDERMEERSCH; Cass. 13 april 2021, AR P.21.0108.N, www.juportal.be; Cass. 30 mei 2023, AR P.23.0498.N, www.juportal.be; Cass. 12 juni 2024, AR P.23.1735.F, www.juportal.be, met concl. van advocaat-generaal V. TRUILLET; Cass. 26 juni 2024, AR P.24.0770.F, www.juportal.be; Cass. 17 december 2024, AR P.24.1233.N, www.juportal.be, met concl. OM.

⁵¹ B. DE SMET, *Verstek en verzet in strafzaken*, Intersentia, 5^e editie, 2025, 364-366.

⁵² Zie K. VEECKMANS, “Buitengewoon verzet: een adequaat rechtsmiddel?”, *Nullum Crimen* 2019, 43.

De actuele regeling is erg in het voordeel van de beklaagde die bij verstek is veroordeeld en aan wie die veroordeling niet in persoon is betekend, met afgifte van het verstekvonnis. Ook al staat vast dat de beklaagde op de hoogte was van zijn veroordeling, wat kan door o.a. berichten in de sociale media, dan nog moet het openbaar ministerie het bewijs leveren van kennisname van de betekening van de verstekbeslissing, wat vaak een onmogelijke opdracht is. De beklaagde die weet heeft van zijn veroordeling bij verstek kan dan op een zelf gekozen moment in de buitengewone termijn de rechter vatten, zonder dat daartegen iets valt in te brengen. Die vertraging komt de kwaliteit van het bewijs door getuigen en deskundigen niet ten goede en druist in tegen de belangen van de burgerlijke partijen, die dan lang na de feiten opnieuw de confrontatie moeten aangaan. Ook voor de samenleving is het aangewezen dat processen binnen een korte tijdspanne worden afgerond, met eerbied voor de rechten van verdediging. Die rechten komen niet in het gedrang als ook de kennisname van de veroordeling bij verstek zelf het startpunt zou zijn van de buitengewone termijn van verzet. Men mag verwachten van een beklaagde die weet dat hij bij verstek is veroordeeld of dat hem een veroordeling bij verstek is betekend (doorgaans op zijn adres) dat hij meteen actie onderneemt, door in overleg met zijn advocaat verzet aan te tekenen. Op het moment van het verzet in de buitengewone termijn is de veroordeling bij verstek immers uitvoerbaar, tenminste als ook de termijn van hoger beroep of cassatieberoep al is verstreken⁵³.

Voorstel: Aanpassing van artikel 187, §1, tweede lid, Wetboek van Strafvordering, in volgende versie: *“Is de betekening van het vonnis niet aan hem in persoon gedaan, dan kan hij die bij verstek veroordeeld is, wat de veroordelingen tot straf betreft, in verzet komen binnen termijn van vijftien dagen na de dag waarop hij van de betekening kennis heeft gekregen of na de dag waarop hij kennis kreeg van de veroordeling zelf”*.

1. Ontbreken van de handtekening van de gerechtsdeskundige

1. Artikel 978, §1, tweede lid, Gerechtelijk Wetboek, bepaalt dat de gerechtsdeskundige zijn verslag op straffe van nietigheid ondertekent. Overeenkomstig artikel 555/15 Gerechtelijk Wetboek moet de gerechtsdeskundige die is aangesteld zonder in het nationaal register van gerechtsdeskundigen te zijn ingeschreven, op straffe van nietigheid zijn verslag ondertekenen, waarbij hij zijn handtekening laat voorafgaan door de volgende schriftelijke eed: *“Ik zweer dat ik mijn opdracht in eer en geweten, nauwgezet en eerlijk vervuld heb.”*

2. Wanneer de *eedformule* ontbreekt, kan de strafrechter het verslag van de gerechtsdeskundige toch aanwenden als bewijs ten laste van de beklaagde, als de nietigheid niet tijdig is opgeworpen of ontdekt. Artikel 407 Wetboek van Strafvordering bepaalt hierover: *“In strafzaken zijn de nietigheden voortkomend uit enige onregelmatigheid betreffende de eed van getuigen, deskundigen of tolken gedekt, wanneer een vonnis of arrest op tegenspraak, behalve datgene dat een maatregel van inwendige aard inhoudt, gewezen is zonder dat de nietigheid door een van de partijen is voorgedragen of door de rechter ambtshalve is uitgesproken.”*⁵⁴

⁵³ Vordering van advocaat-generaal D. VANDERMEERSCH in de zaak Cass. 25 september 2024, AR P.24.1237.F, www.juportal.be.

⁵⁴ Zie o.a. Cass. 21 juni 2022, AR P.22.0417.N, www.juportal.be; Cass. 2 juni 2020, AR P.20.0400.N, AC 2020, nr. 348, RW 2021-22, 417; Cass. 30 mei 2017, AR P.16.0783.N, AC 2017, nr. 358; Cass. 16 december 2009, AR P.09.1157.F, AC 2009, nr. 754, met concl. van advocaat-generaal D. VANDERMEERSCH; Cass. 10 juni 2008, AR P.07.1773.N, AC 2008, nr. 360; F. VANNESTE, “Sancties en herstel van onregelmatigheden

3. Over de formaliteit van de *handtekening* van de gerechtsdeskundige die niet in het nationaal register voor gerechtsdeskundigen is opgenomen, ontbreekt vooralsnog een duidelijke wettelijke basis die toelaat de niet-tijdig opgeworpen of ontdekte nietigheid te relativeren of toe te dekken, en het verslag van de gerechtsdeskundige zonder handtekening aan te nemen als bewijs à charge.

4. In een strafzaak waarin het Hof uitspraak deed op 14 januari 2025 (AR P.24.1148.N), was de vraag aan de orde of de strafrechter rekening mag houden met het gezamenlijk verslag van het college van gerechtsdeskundigen, waarin de handtekening ontbrak van een buitenlandse deskundige, die niet was opgenomen in het Belgisch register voor gerechtsdeskundigen. De beklaagde had het verzuim van de handtekening pas opgeworpen tijdens de procedure in hoger beroep. Het hof van beroep te Gent nam aan dat de nietigheid was gedekt door het beroepen vonnis van de correctionele rechtbank en verwees daarbij naar het arrest van het Hof van 12 april 2018 in een burgerlijke zaak. Daarin werd aangenomen, op basis van het toen geldend artikel 864 Gerechtelijk Wetboek, dat als het verzuim van de handtekening van de deskundige niet tijdig is opgeworpen, de nietigheid is gedekt door elk vonnis op tegenspraak over een geschilpunt⁵⁵.

5. Het Hof van Cassatie oordeelde hierover, op 14 januari 2025, dat: 1° uit artikel 555 Gerechtelijk Wetboek een nauwe band blijkt tussen de handtekening en de eed van de deskundige voor wat betreft de regelmatigheid van het deskundigenverslag als bewijs en 2° artikel 407 Wetboek van Strafvordering van toepassing is op de nietigheid die voortvloeit uit het niet naleven van de in artikel 555/15 Gerechtelijk Wetboek bepaalde verplichtingen door de gerechtsdeskundige, zowel met betrekking tot de eedaflegging als met betrekking tot de ondertekening van zijn eindverslag⁵⁶.

6. Het verdient aanbeveling om **artikel 407 Wetboek van Strafvordering over het toedekken van nietigheden in het strafproces aan te vullen** als volgt:

*“In strafzaken zijn de nietigheden voortkomend uit enige onregelmatigheid betreffende **de ondertekening van het verslag van gerechtsdeskundigen** of de eed van getuigen, deskundigen of tolken gedekt, wanneer een vonnis of arrest op tegenspraak, behalve datgene dat een maatregel van inwendige aard inhoudt, gewezen is zonder dat de nietigheid door een van de partijen is voorgedragen of door de rechter ambtshalve is uitgesproken.”* Van een partij die de nietigheid van het verslag van de gerechtsdeskundige ontdekt, omdat de handtekening ontbreekt, mag worden verwacht, net zoals dit geldt voor de formaliteit van de eed, die nietigheid tijdig aan te voeren, alvorens de strafrechter de zaak in beraad neemt. Vermelde toevoeging in artikel 407 Wetboek van Strafvordering is verenigbaar met de rechten van verdediging. Het Hof oordeelde in vermeld arrest van 14 januari 2025 dat het in artikel 6.1 EVRM gewaarborgde recht op een eerlijk proces niet vereist dat als in het deskundigenverslag de eed of handtekening van de deskundige ontbreekt, dat verslag steeds nietig wordt verklaard of uit het debat wordt geweerd⁵⁷.

bij de eedaflegging van een deskundige in strafzaken”, RW 2005-06, 1260-1263; F. LUGENTZ, *La preuve en matière pénale. Sanction des irrégularités*, Anthemis, 2017, 64, 167 en 217; M.A. BEERNAERT, H.D. BOSLY en D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procédure pénale*, die Keure, 2021, 845 en 1349; B. DE SMET, *Eed in strafzaken*, APR 2023, 287-316.

⁵⁵ Cass. 12 april 2018, AR C.17.0300.N, AC 2018, nr. 230, met concl. van advocaat-generaal C. VANDEWAL; T. TOREMANS, “De nietigheid van het niet-ondertekende eindverslag van de gerechtsdeskundige voor en na Potpourriwet I”, *Tijdschrift voor Procesrecht en Bewijsrecht*, 2019, nr. 2, p. 55-58.

⁵⁶ Cass. 14 januari 2025, AR P.24.1148.N, www.juportal.be, met concl. van advocaat-generaal B. DE SMET.

⁵⁷ Cass. 14 januari 2025, AR P.24.1148.N, www.juportal.be, met concl. van advocaat-generaal B. DE SMET.

5. Modification des dispositions relatives au pourvoi en cassation contre les décisions du juge de l'application des peines rendues dans le cadre de l'enquête pénale d'exécution (EPE)

Le ministère public est chargé de l'exécution des peines. En ce qui concerne le recouvrement des peines patrimoniales et des frais de justice, il est effectué par le SPF Finances au nom du premier. Mais lorsque le SPF Finances atteint les limites de son action ou qu'il y a lieu de craindre que le condamné omette de régler ses dettes pénales, le ministère public prend l'initiative d'ouvrir et de diligenter une enquête pénale d'exécution, si les conditions de subsidiarité et de proportionnalité prévues à l'article 464/4 du Code d'instruction criminelle et de l'arrêté royal du 25 avril 2014⁵⁸ sont remplies.

Cette enquête est réalisée par et sous le contrôle du ministère public, avec pour objectif de retrouver, saisir et réaliser le patrimoine du condamné ou de tiers de mauvaise foi afin d'assurer le paiement des condamnations pécuniaires en matière pénale. Le ministère public veille à la légalité des actes d'exécution (art. 464/1 C.i.cr.).

Certains actes du ministère public ne sont pas susceptibles de recours, tels l'ouverture (art. 464/4, § 1, C.i.cr.) et la clôture l'enquête pénale d'exécution (art. 464/41 C.i.cr.). Nombre d'autres décisions du ministère public peuvent faire l'objet d'un recours devant le juge de l'application des peines, telles celles relatives à la consultation et à la copie du dossier d'enquête (art. 464/1, § 5, C.i.cr.), aux mesures préventives visées à l'article 464/29 du même code, à la saisie (464/36, § 4, C.i.cr.) et à l'aliénation des avoirs (art. 464/38, § 2, C.i.cr.). Enfin, le magistrat EPE doit obtenir l'autorisation préalable du juge de l'application des peines afin de poser les actes d'exécution spécifiques (art. 464/19 à 464/28 C.i.cr.). Les décisions du juge de l'application des peines ne peuvent pas faire l'objet d'un appel et un pourvoi en cassation n'est ouvert qu'au magistrat EPE relativement aux actes d'exécution spécifique (art. 464/21 C.i.cr.).

Après avoir considéré que « la décision de saisie ou d'aliénation de certains biens constitue une ingérence dans le droit à la protection de la propriété du condamné ou du tiers lésé » et que, « par conséquent, la mise en œuvre d'une telle mesure doit pouvoir faire l'objet d'un recours ou tout au moins d'un contrôle par un juge indépendant et impartial », la Cour constitutionnelle⁵⁹ a jugé que « compte tenu du fait que les décisions du magistrat EPE qui concernent la saisie et l'aliénation de biens appartenant à la personne lésée peuvent faire l'objet d'un recours devant un juge indépendant et impartial, l'exclusion d'un pourvoi en cassation dans le cadre de l'exécution de la peine ne porte pas une atteinte disproportionnée aux dispositions constitutionnelles et conventionnelles invoquées par les parties requérantes » et ce, tant dans le cas où la saisie concerne le condamné que dans celui où elle concerne le tiers lésé.

Saisie de pourvois contre une décision du juge de l'application des peines en matière de saisie ou d'aliénation, la Cour de cassation les a dits irrecevables⁶⁰, conformément à la loi et à l'arrêt de la Cour constitutionnelle.

⁵⁸ Arrêté royal du 25 avril 2014 portant exécution de l'article 464/4, § 1er, du Code d'instruction criminelle, dit AR ouverture EPE (art. 3), *M.B.*, 30 mai 2014. Il prévoit les conditions cumulatives suivantes :

- le maximum de la peine d'emprisonnement prévu pour l'infraction fondant la condamnation est d'un an au moins au moment de cette condamnation ;
- le solde à recouvrer des sommes d'argent confisquées, amendes pénales et frais de justice en matière pénale s'élève, au jour de l'ouverture de l'enquête pénale d'exécution, à un total d'au moins 10.000 €.

⁵⁹ C. const., 17 décembre 2015, arrêt n° 178/2015, attendus B67 et B.70.5.

⁶⁰ Cass. 10 mars 2020, RG P.20.0207.N, *Pas.* 2020, n° 178 ; Cass. 2 septembre 2020, RG P.20.0625.F, *Pas.* 2020, n° 480 ; Cass. 8 mars 2023, RG P.23.0211.F, www.juportal.be ; Cass., 25 juin 2024, RG P.24.0834.N, www.juportal.be ; Cass. 5 novembre 2024, RG P.24.1398.N, www.juportal.be.

Cependant, la pratique montre que permettre le pourvoi en cassation paraît nécessaire.

En effet, si l'appréciation en fait des demandes soumises au juge de l'application des peines bénéficie effectivement de son regard indépendant et impartial, des questions juridiques pointues se posent notamment quant à la recevabilité des recours, à l'application des délais de recours, aux conditions d'accès au dossier, à la procédure en matière de fouilles, de recherches dans les systèmes informatiques, de saisies ou d'aliénation, à la notion de tiers de mauvaise foi et à ce qui peut être saisi dans son patrimoine, ...

Le risque de développement de jurisprudences divergentes ou incohérentes est grand, et déjà avéré. Le juge de l'application des peines statue seul. Certains d'entre eux ont déjà exprimé le souhait d'un contrôle de légalité de leurs décisions par la Cour de cassation.

Prévoir la possibilité de se pourvoir en cassation contre les décisions du juge de l'application des peines rencontrerait ces préoccupations en raison du rôle unificateur de la jurisprudence dévolu à la Cour de cassation, sans pour autant constituer un recours de pleine juridiction, lequel n'a pas été souhaité par le législateur et ne paraît pas nécessaire.

Textes proposés :

Il conviendrait dès lors :

- a) **d'introduire un § 9 en fin d'article 464/1 du Code d'instruction criminelle** indiquant « *Dans les cas où le juge l'application des peines est amené à statuer dans le cadre du présent chapitre, ses décisions sont susceptibles de pourvoi en cassation selon les formes qui prévalent en matière correctionnelle.* » ;
- b) **de supprimer les mentions selon lesquelles le jugement du juge de l'application des peines n'est pas susceptible de pourvoi en cassation aux articles :**
 - **464/1, § 5, alinéa 12,**
 - **464/36, § 6,**
 - **464/38, § 2,**
 - **464/38, § 5 et**
 - **464/40 ;**
- c) **d'insérer au début de la première phrase de l'article 464/21, § 1^{er},** « *Relativement aux actes d'exécution spécifiques,* ». Cet article prévoit un pourvoi en cassation à l'initiative du magistrat EPE contre le jugement du juge de l'application des peines relatif aux autorisations qu'il donne de poser des actes d'exécution spécifiques. Il prévoit des délais plus courts que ceux de la procédure ordinaire en cassation pénale en ce qui concerne le dépôt du mémoire (5 jours), le prononcé de l'arrêt de la Cour de cassation (30 jours), la communication de l'arrêt par le greffe de la Cour (24 heures) et l'éventuelle décision du juge de l'application des peines de renvoi (15 jours). Ces délais dérogatoires se justifient compte tenu de l'urgence qu'il peut y avoir à poser des actes d'exécution spécifiques. Une telle urgence ne se rencontre pas relativement aux autres décisions du juge de l'application des peines qui seraient visées par un pourvoi sur base de l'article 464/1, § 9 tel que suggéré *supra*. Il n'y a dès lors pas lieu que tous les pourvois en matière d'enquête pénale d'exécution obéissent au régime actuel de l'article 464/21 du Code d'instruction criminelle.

6. Wijziging van de artikelen 1 en 48 van de Wegverkeerswet

De elektronische step wordt vooral in stedelijke gebieden veel gebruikt als transportmiddel. Meestal gebruikt de bestuurder een toestel dat zonder fysieke inspanning (behalve het bedienen van een knop of hendel) een snelheid tot 25 km/u kan bereiken en behouden. In de rechtspraak bleef de vraag onbeantwoord of een bestuurder die fysiek of psychisch ongeschikt is om een motorvoertuig te besturen, of een rijverbod heeft, een elektrische step mag besturen. Twee factoren droegen bij aan deze onzekerheid. Ten eerste ontbreekt in de Wegverkeerswet (KB van 16 maart 1968) een definitie van het begrip motorvoertuig. Ten tweede bevatten andere rechtsnormen weinig belemmeringen voor het besturen van een e-step. In de Wegcode (KB van 1 december 1975) wordt een e-step niet beschouwd als een motorvoertuig, zoals een bromfiets klasse A, maar als een gemotoriseerd voortbewegingstoestel (art. 2.15). Volgens art. 4 van het KB Rijbewijs van 16 mei 1998 is er geen rijbewijs nodig voor het besturen van een e-step met een snelheid begrensd op 25 km/u. Hierdoor ontstaat de indruk dat een rijverbod geen beletsel is voor gebruik van een gemotoriseerd voortbewegingstoestel zoals de e-step of een monowheel (e-unicycle).

Verder is de draagwijdte niet duidelijk van de term 'voertuig' in de strafbaarstelling van 'rijden ondanks een rijverbod' (art. 48, eerste lid, 1° Wegverkeerswet). Een strikte opvatting houdt in dat een bestuurder die een rijverbod moet naleven zich ook niet mag verplaatsen met een voertuig zonder motor, zoals een gewone fiets, step of skateboard. Het is wellicht beter het misdrijf te beperken tot het besturen van een 'motorvoertuig' en die term nader te omschrijven. Van belang is te weten welk type motor wordt bedoeld. Een motor die autonoom functioneert, met bediening via een knop, pedaal of hendel, of een motor die alleen spierkracht ondersteunt en niet zonder spierkracht kan versnellen?

Op 16 september 2025 bracht het Hof duidelijkheid door de term 'motorvoertuig' in de Wegverkeerswet te interpreteren als *"elk voertuig dat wordt voortgestuwd door enkel een mechanische kracht, geleverd door een verbrandingsmotor of een elektrische motor, dit wil zeggen door een mechanische kracht die het voertuig autonoom kan laten bewegen zonder het gebruik van spierkracht door de bestuurder, met uitsluiting van een mechanische kracht die enkel trapondersteuning of een meeloop- of weghijhulpfunctie biedt"*. Het Hof gaf daarbij aan dat het voor de toepassing van de Wegverkeerswet niet van belang is of het besturen van dat voertuig een rijbewijs vereist en of de bestuurder een lichte fysieke inspanning moet leveren om de motor te starten, zoals een duw of een stap⁶¹.

Door deze definitie wordt voor de toepassing van strafbepalingen in de Verkeerswet de elektrische step gelijkgesteld met een bromfiets klasse A. Bestuurders die zich moeten houden aan een rijverbod of die ongeschikt zijn om een motorvoertuig te besturen mogen geen van beide voertuigen besturen. Zij mogen wel nog een elektrische fiets gebruiken die is uitgerust met een motor die alleen trapondersteuning biedt en een snelheid haalt tot 25 km/u. Gaat het om een elektrische fiets die een onafgebroken snelheid haalt zonder te (blijven) trappen, zoals de meeste 'fatbikes', dan kan men aannemen dat ook dit type voertuig uitgesloten is voor bestuurders die ongeschikt zijn of een rijverbod hebben, als straf of als beveiligingsmaatregel.

⁶¹ Cass. 16 september 2025, AR P.25.0771.N, www.juportal.be, met concl. van advocaat-generaal B. DE SMET. Eerder had het Hof al geoordeeld dat het verbod om tijdens de periode van vervallenverklaring een (motor)voertuig te besturen geldt *"voor alle motorvoertuigen en dit ongeacht of voor het besturen ervan een rijbewijs is vereist"* (Cass. 25 mei 2021, AR P.21.0345.N, www.juportal.be).

Voorstel:

Het verdient aanbeveling om in **art. 1 van de Wegverkeerswet de volgende alinea in te voegen**: *“Een motorvoertuig in de zin van deze wet is elk voertuig dat wordt voortgestuwd door enkel een mechanische kracht, geleverd door een verbrandingsmotor of een elektrische motor, dit wil zeggen door een mechanische kracht die het voertuig autonoom kan laten bewegen zonder het gebruik van spierkracht door de bestuurder, met uitsluiting van een mechanische kracht die enkel trapondersteuning of een meeloop- of weghijlpfunctie biedt”*.

Verder kan **art. 48, 1° van de Wegverkeerswet worden verduidelijkt** door de term ‘voertuig’ te vervangen door ‘motorvoertuig’.

7. Modification de l'article 326 du Code judiciaire

Possibilité de déléguer un magistrat du ministère public de première instance à la Cour de cassation

De lege lata, la délégation d'un magistrat du parquet général d'une cour d'appel ou de l'auditorat général près une cour du travail pour exercer temporairement les fonctions du ministère public au parquet de la Cour de cassation est visé au § 4, 2° et 3°, de l'article 326 du Code judiciaire.

Il est proposé de régler cette délégation dans un nouveau § 5/1 afin d'élargir cette faculté aux magistrats des parquets du procureur du Roi et des auditorats du travail.

En effet, si, aujourd'hui, ces magistrats peuvent déjà, sur pied du § 5, être délégués pour exercer des fonctions au sein du service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation, ils ne peuvent, en cette qualité, ni signer un mémoire ni siéger en cette qualité, ce qui peut s'avérer souhaitable.

Dans ce cas, outre l'exigence de motivation prévue au § 6, il est prévu de demander l'avis non seulement du procureur général près la cour d'appel (et la cour du travail) concerné mais aussi du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail concerné.

Vu la spécificité d'une délégation d'un parquet près une juridiction du fond au parquet de la Cour de cassation, il est proposé de conserver l'intervention du ministre (prévue au § 4 *de lege lata*) et d'étendre au cas visé au § 5/1 en projet l'exigence de l'accord du magistrat concerné (au § 7).

Art. XXX. L'article 326 est modifié comme suit :

- a) dans le § 4, 1° et 2°, les mots « au parquet général près la Cour de cassation, » sont supprimés ;
- b) le § 5 est complété d'un § 5/1, rédigé comme suit :

« § 5/1. Lorsque les nécessités du service le justifient, le ministre de la Justice peut, à la demande du procureur général près la Cour de cassation et sur avis du procureur général près la cour d'appel et la cour du travail concerné, déléguer au parquet de la Cour de cassation un magistrat du parquet général près une cour d'appel, d'un auditorat général du travail, d'un parquet du procureur du Roi ou d'un auditorat du travail. Dans ces deux derniers cas, l'avis du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail concerné est également demandé. ».

- c) Au § 6, les mots « §§ 2 et 4 » sont remplacés par les mots « §§ 2, 4 et 5/1 »,

- d) Au § 7, les mots « aux §§ 4 et 5 » sont remplacés par les mots « aux §§ 4, 5 et 5/1 », et les mots « Au cas où » sont remplacés par les mots « Dans le cas visé au § 4, lorsque ».

B. Propositions de *lege ferenda* non consacrées formulées dans les rapports législatifs précédents (sélections) et toujours d'actualité – Rappel

1. Modification de l'article 29, § 2/1, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté

En vertu de l'article 23, § 1^{er}, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées, le condamné à des peines à exécuter ne dépassant pas trois ans peut se voir octroyer la modalité d'exécution de la surveillance électronique s'il se trouve à six mois près dans les conditions de temps pour l'octroi d'une libération conditionnelle.

La procédure est initiée par la demande du condamné. Cette demande écrite est introduite au greffe de la prison (art. 29, § 2 de la loi du 17 mai 2006).

Un régime particulier est prévu pour le condamné qui se présente spontanément à la prison pour l'exécution de sa peine et qui se trouve à six mois près dans les conditions de temps pour l'octroi d'une libération conditionnelle. S'il introduit une demande de surveillance électronique ou de détention limitée, l'exécution de sa peine est suspendue durant l'examen de sa demande (art. 29, § 2/1, de la loi du 17 mai 2006).

Ce régime est applicable aux condamnés qui répondent aux conditions suivantes :

- 1° le condamné se trouve à six mois ou moins de la date d'admissibilité à la libération conditionnelle ;
- 2° il se présente spontanément à la prison ;
- 3° il n'est pas condamné pour des infractions sexuelles ou terroristes (un avis spécialisé est exigé dans ce cas).

Dans son arrêt du 13 mars 2024 ([RG P.24.0247.F](#), *Pas.* 2024, n° 222, avec [concl. MP](#)), la Cour a été appelée à connaître de la situation d'un condamné qui avait comparu en détention préventive exécutée sous la modalité de la surveillance électronique devant le tribunal correctionnel et qui s'était vu infliger une peine d'emprisonnement de trois ans sans sursis du chef des faits pour lesquels il était poursuivi sans qu'une arrestation immédiate ne soit prononcée à son égard. Aucun recours n'a été formé contre cette décision.

Il en est résulté qu'à la veille de la mise en exécution de la peine d'emprisonnement, le condamné se trouvait toujours en détention préventive sous surveillance électronique.

Ce jugement étant devenu entre-temps définitif, le condamné, toujours détenu sous la surveillance électronique, a été appelé par le greffe de la prison en vue de l'exécution du reliquat de la peine d'emprisonnement restant à subir. Il s'y est présenté spontanément et a introduit immédiatement une demande d'octroi de surveillance électronique et d'un congé pénitentiaire.

Il est apparu qu'après l'introduction de cette demande, il a été placé à tort en suspension de l'exécution de sa peine en application de l'article 29, § 2/1, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté.

La Cour de cassation a jugé que si le texte de l'article 29, § 2/1, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées ne précise pas qu'il vise le condamné en liberté, cette condition répond cependant à l'intention du législateur telle qu'elle ressort des travaux

préparatoires de la loi⁶². Dès lors, le condamné *détenu* – même sous la modalité de la surveillance électronique – qui introduit une demande de détention limitée et/ou de surveillance électronique ne peut pas bénéficier pas de la suspension de l'exécution de la peine privative de liberté sur pied de cette disposition⁶³.

Le législateur ne semble pas avoir prévu de régime particulier pour le détenu préventif qui se trouve sous la modalité de la surveillance électronique au moment où la condamnation devient définitive. Il paraît peu cohérent de contraindre ce condamné à devoir subir sa peine en prison dans l'attente du traitement de sa demande de surveillance électronique alors qu'au moment de la mise en exécution de la peine, il se trouve déjà détenu sous la surveillance électronique.

Il est proposé de modifier l'article 29, § 2/1, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté comme suit :

Le condamné qui se trouvait, au moment de la mise en exécution de la peine privative de liberté, en détention préventive sous la modalité de surveillance électronique ou qui, étant en liberté, s'est spontanément présenté à la prison après réception de l'ordre d'exécution de sa condamnation du ministère public et dont le greffe constate qu'il doit subir une ou plusieurs peines privatives de liberté pour lesquelles il se trouve, à six mois près, dans les conditions de temps pour l'octroi d'une libération conditionnelle, peut introduire immédiatement la demande écrite visée au paragraphe 2, sauf si un avis spécialisé est requis conformément à l'article 32. Le greffe de la prison transmet la demande écrite et la fiche d'écrou au greffe du tribunal de l'application des peines dans les vingt-quatre heures et remet une copie de la demande écrite et la fiche d'écrou au ministère public.

2. Wijziging artikelen 203, § 1, en 204 Wetboek van Strafvordering

Over de *vorm* van het instellen van het hoger beroep in strafzaken ontbreekt een concrete wettelijke bepaling. Artikel 203, § 1 Wetboek van Strafvordering bevat alleen een voorschrift over de *termijn* verbonden aan dit gewoon rechtsmiddel, namelijk: “*Het recht van hoger beroep vervalt indien de verklaring van hoger beroep niet gedaan is op de griffie van de rechtbank die het vonnis heeft gewezen, uiterlijk dertig dagen na de dag van die uitspraak en indien het vonnis bij verstek is gewezen, uiterlijk dertig dagen na de dag van de betekening ervan aan de veroordeelde partij of aan haar woonplaats*”.

Over het indienen van een verzoekschrift met grieven of een grievenformulier, vereist op straffe van verval van het hoger beroep, stelt artikel 204 Wetboek van Strafvordering dat dit stuk wordt ingediend “*op dezelfde griffie ingediend als de in artikel 203 bedoelde verklaring*”, meer bepaald “*de griffie van de rechtbank of het hof waarvoor het hoger beroep wordt gebracht*”.

De vraag rijst of de verklaring van hoger beroep en het grievenformulier geldig kunnen zijn in digitale vorm, zoals een ingescand document met handtekening van de eiser in hoger beroep dat per e-mail aan de griffie wordt overgemaakt. In twee zaken deed het Hof uitspraak over een praktijk in het gerechtelijk arrondissement Halle-Vilvoorde waarbij de griffier van de politierechtbank een akte van hoger beroep opstelde op basis van een e-mail bericht uitgaande van de eiser in hoger beroep. In beide zaken had de correctionele rechtbank te Brussel het hoger beroep niet-ontvankelijk verklaard,

⁶² Cass. 15 novembre 2023, RG P.23.1016.F, www.juportal.be.

⁶³ Voy. le réquisitoire du ministère public précédant Cass. 15 novembre 2023, RG P.23.1016.F, www.juportal.be.

omdat het hoger beroep een persoonlijke verschijning vereist van de eiser voor de griffier, die daarvan een akte opstelt en ondertekent.

Op 7 november 2023 nam het Hof aan dat: *“de persoon die hoger beroep wil instellen persoonlijk de verklaring van hoger beroep moet afleggen tegenover de griffier tijdens de openingsuren van de griffie. Een verklaring van hoger beroep per brief of per e-mail laat de griffier die de authentieke akte opstelt waarin de verklaring van hoger beroep wordt bevestigd, niet toe zekerheid te hebben over de identiteit en de hoedanigheid van de persoon die verklaart hoger beroep te willen instellen. Verder stelde het Hof dat: “De verplichting om persoonlijk te verschijnen ter griffie voor het doen van de verklaring van hoger beroep dient dan ook een wettig doel en tast het recht van toegang tot de appelrechter in de kern niet aan. De omstandigheden dat een rechtbank in het verleden meermaals hogere beroepen zonder persoonlijke verschijning ter griffie ontvankelijk heeft verklaard, de griffie bij het aanvaarden van een schriftelijke verschijning geen onderscheid maakt tussen raadslieden van partijen en het openbaar ministerie en dat de vereiste van een persoonlijke verschijning praktische moeilijkheden kan opleveren voor magistraten van het openbaar ministerie, laten niet toe anders te oordelen. Het staat overigens aan de wetgever om desgevallend een meer praktische regeling uit te werken”⁶⁴.*

Het Hof bevestigde deze rechtspraak in zijn arrest van 18 juni 2024 en voegde eraan toe: *“De verplichting om persoonlijk te verschijnen ter griffie voor het doen van de verklaring van hoger beroep dient dan ook een wettig doel en tast het recht van toegang tot de appelrechter in de kern niet aan. De appelrechter die het hoger beroep van een appellant niet ontvankelijk verklaart omdat die laatste of zijn raadsman niet persoonlijk is verschenen voor de griffier om een verklaring van hoger beroep af te leggen, geeft hierdoor geen blijk van overdreven formalisme”⁶⁵.*

Het is voor alle partijen betrokken in het strafproces in eerste aanleg van belang te weten op welke wijze zij een ontvankelijk hoger beroep kunnen instellen, zodat hun recht op toegang tot de rechter in hoger beroep en hun recht op tegenspraak worden gewaarborgd, en het proces in zijn geheel voldoet aan artikel 6 EVRM. Een digitale akte van hoger beroep laat vooralsnog niet toe dat de rechter in hoger beroep de zaak ten gronde kan behandelen, binnen de perken van de akte van hoger beroep en het grievenschrift, zelfs niet indien de griffier deze verklaring aanvaardt en daarvan een akte opstelt. Voor deze vorm van digitale procesvoering ontbreekt een wettelijke basis.

Het is daarom aangewezen om in de artikelen 203, § 1, en 204 Wetboek van Strafvordering een paragraaf in te lassen over de wijze waarop het hoger beroep moet worden ingesteld en grieven moeten worden aangebracht. Een dergelijke toevoeging sluit aan op het beginsel van de legaliteit van de strafvordering, opgenomen in artikel 12 Grondwet, en waarborgt de gelijke behandeling van rechtsonderhorigen, zoals vereist door de artikelen 10 en 11 Grondwet.

Voorstellen:

1° Toevoeging van volgende zin in artikel 203, § 1 Wetboek van Strafvordering

“De partij of haar advocaat die hoger beroep wil instellen verschijnt tijdens de openingsuren ter griffie van de rechtbank die het bestreden vonnis uitsprak en legt een mondelinge verklaring af van hoger beroep binnen de termijn van hoger beroep, waarvan de griffier meteen een akte

⁶⁴ Cass. 7 november 2023, AR P.23.1221.N, www.juportal.be, [concl. OM](#).

⁶⁵ Cass. 18 juni 2024, AR P.23.1387.N, www.juportal.be.

opstelt en samen met de betrokkene de akte ondertekent, op straffe van verval van het hoger beroep”.

2° Toevoeging van volgende zin in artikel 204 Wetboek van Strafvordering

“Het verzoekschrift met grieven of het grievenformulier wordt door de eiser in hoger beroep of zijn advocaat afgegeven ter griffie van de rechtbank die het bestreden vonnis uitsprak, tijdens de openingsuren van de griffie, en door de griffier afgestempeld en ondertekend in het bijzijn van de betrokkene, op straffe van verval van het hoger beroep”.

3. Modification de l'article 2bis du titre préliminaire du Code de procédure pénale

Par arrêt du 26 juin 2024, la Cour a jugé que lorsque le mandataire ad hoc d'une personne morale est revêtu de la qualité d'avocat attesté, il peut signer le pourvoi et le mémoire en cassation au nom de cette personne morale sans faire appel, à ces fins, à un autre avocat attesté (Cass. 26 juin 2024, [RG P.22.1371.F](#), avec [conc. MP](#)).

Dans cette cause, le mandataire *ad hoc* de la personne morale prévenue et demanderesse en cassation a déposé une requête en taxation de ses honoraires en se fondant sur l'arrêté royal du 15 décembre 2019 (« Arrêté frais de justice ») qui est entré en vigueur le 1er janvier 2020. L'article 42, 4°, de cet arrêté royal assimile à des frais de justice les honoraires du mandataire *ad hoc* qui n'a pas pu garder ou trouver suffisamment d'actif afin de l'indemniser pour ses prestations.

Aucun barème légal similaire à celui qui existe pour les interprètes ou les experts n'est prévu pour les honoraires du mandataire ad hoc et aucune loi n'indique quel juge est compétent pour statuer sur l'exigibilité et le montant de ses prestations.

L'attention du législateur doit être attirée sur trois points de cette problématique :

- 1° s'orienter vers une désignation facultative du mandataire *ad hoc* ;
- 2° autoriser cette désignation par un juge d'instruction dès la mise en cause de la personne morale.
- 3° régler la question des honoraires du mandataire *ad hoc* devant la Cour de cassation.

1^{er} point : une désignation facultative

La loi du 4 mai 1999 a instauré la responsabilité pénale des personnes morales par le biais de l'article 5 du Code pénal, en vigueur depuis le 2 juillet 1999.

La loi du 11 juillet 2018 modifiant le Code pénal en ce qui concerne la responsabilité pénale des personnes morales, publiée au Moniteur belge du 20 juillet 2018, y a apporté deux modifications essentielles, à savoir la suppression de l'immunité pénale des personnes morales de droit public dites politiques, d'une part, et du mécanisme compliqué de la cause d'excuse absolutoire visée à l'article 5, alinéa 2 du Code pénal, d'autre part.

La loi du 20 juillet 2018 est entrée en vigueur le 30 juillet 2018.

L'application de l'article 5, alinéa 2 (ancien), du Code pénal, qui reste pour rappel applicable aux seules infractions consommées avant le 30 juillet 2018, permettait d'identifier de manière schématique les trois cas de figure suivants :

- 1° : cas où la responsabilité de la personne morale sera seule mise en cause : infraction commise par une ou plusieurs personnes physiques non identifiées.
- 2° : cas où la responsabilité pénale pourra être cumulée : infraction commise sciemment et volontairement par une ou plusieurs personnes physiques identifiées.
- 3° : cas où la responsabilité devra être décumulée : infraction commise non intentionnellement par une ou plusieurs personnes physiques identifiées.

C'est ce système de décumul obligatoire de responsabilité et de cumul facultatif de responsabilité, selon le type de comportement infractionnel posé, qui avait déterminé le législateur à instaurer la désignation obligatoire d'un mandataire *ad hoc* pour assurer la représentation en justice de la personne morale poursuivie pénalement.

L'article 2bis du titre préliminaire du Code de procédure pénale dispose en effet : *Lorsque des poursuites sont conjointement engagées contre une personne morale et contre la personne habilitée à la représenter, que ce soit pour des mêmes faits ou pour des faits connexes, le tribunal compétent pour connaître de l'action publique devra désigner, d'office ou sur requête, un mandataire ad hoc pour la représenter.*

L'objectif était d'assurer une représentation de la personne morale en cas de conflit d'intérêts entre la personne morale et l'organe. L'intérêt en jeu était déterminant principalement en cas de d'infraction non intentionnelle, dans la mesure où, en application du décumul obligatoire de responsabilité, seul celui qui avait commis « la faute la plus grave » devait être condamné.

On aura compris que la suppression de la cause d'excuse visée à l'ancien article 5, alinéa 2 du Code pénal et donc de cette règle du décumul obligatoire, ainsi que celle du cumul facultatif, ne rendent plus nécessaire la désignation d'un mandataire *ad hoc* dans la plupart des cas.

En effet, les règles de déontologie prescrivent aux avocats de ne pas intervenir dans des dossiers en cas de conflit d'intérêt ; elles assurent une représentation et une défense adéquates des justiciables devant les juridictions pénales.

La désignation systématique d'un mandataire *ad hoc* a un impact financier non négligeable sans parfois apporter une plus-value réelle.

L'arrêté royal du 15 décembre 2019 fixant l'organisation des bureaux des frais de justice de l'arrondissement, ainsi que la procédure d'attribution, de vérification, de paiement et de recouvrement de frais de justice en matière pénale et des frais assimilés dispose en son article 42, 4° : « Les frais suivants sont assimilés à des frais de justice : [...] les honoraires du mandataire *ad hoc* qui n'a pas pu garder ou trouver suffisamment d'actif afin de l'indemniser pour ses prestations ».

La cour d'appel de Liège en a fait l'application de manière claire en énonçant ce qui suit⁶⁶ : « Il résulte des démarches entreprises par le mandataire *ad hoc* auprès du curateur de la société en faillite que celle-ci n'est pas en mesure de supporter l'état de frais et honoraires de ce mandataire.

Il s'ensuit que ces honoraires doivent être considérés comme de frais de justice.

Ce même arrêté royal prévoit que le bureau de taxation vérifie l'état de frais et honoraires et l'approuve sauf retard dans l'exécution de la prestation, mauvaise exécution, facturation incorrecte ou tout autre soupçon d'irrégularité.

La Cour de cassation se voit de la sorte dépourvue de la compétence de taxer l'état du mandataire *ad hoc*.

Le rapport au Roi qui précède l'arrêté royal du 15 décembre 2019 précise que le prestataire de services concerné devra introduire son état de frais au bureau de taxation dans l'arrondissement du tribunal compétent. Cependant, ce prestataire enverra toujours le résultat de sa mission à la juridiction l'ayant désigné qui n'est plus responsable pour sa taxation et qui ne devra donner que son approbation pour la prestation ou son résultat.

Il revient dès lors à la cour d'appel d'exclusivement approuver les prestations du mandataire de justice.

⁶⁶ Liège, 25 mars 2021, 6^{ème} chambre, notice 2019/SO/15 ; Liège, 28 mars 2024, notices 2022/CO/463.

Sur la base des éléments produits par ce dernier, la cour approuve les prestations détaillées par le mandataire *ad hoc* qui figurent dans son état de frais et honoraires. »

Cette même cour d'appel reste toutefois attentive au respect du principe subsidiaire de l'intervention de l'Etat dans le remboursement des frais et honoraires du mandataire *ad hoc*, en réservant, dans certains cas à statuer sur une demande de taxation.

Dans plusieurs cas d'espèce, la cour a considéré qu'elle était insuffisamment documentée sur la santé financière de la personne morale représentée et sur son impossibilité de pouvoir prendre en charge l'état de frais.

Si cette jurisprudence doit être approuvée, on se rend compte que bien souvent, surtout dans les dossiers mettant en cause des sociétés unipersonnelles exposées à de nombreuses difficultés, la santé de la personne morale ne lui permet pas de supporter les honoraires d'un mandataire *ad hoc*, *a fortiori* lorsque les avocats désignés procèdent à la taxation de leurs honoraires selon le barème de leur ordre, et non par référence aux indemnités accordées dans le cadre de l'assistance judiciaire.

En pratique, ce contentieux représente une charge financière lourde à charge de l'Etat, et cela bien souvent de manière inutile. En effet, si la personne morale est dans l'incapacité de supporter les frais du mandataire *ad hoc*, les peines et dommages et intérêts auxquels elle pourrait être condamnée ne seront pas davantage susceptibles d'exécution.

2^{ème} point : Une désignation possible dès l'inculpation de la personne morale ou dès sa mise en cause dans le cadre de l'information

En cas de conflit d'intérêts, celui-ci peut bien entendu déjà exister au cours de l'enquête judiciaire.

En cours ou en fin d'information, le ministère public qui estime qu'une personne morale et la personne physique habilitée à la représenter doivent faire l'objet d'une citation devant une juridiction de fond, peut souhaiter confronter les suspects aux éléments de l'enquête avant de clôturer celle-ci et éventuellement d'effectuer les devoirs sollicités par eux. Permettre au ministère public de solliciter, lorsque cela s'avère opportun pour l'exercice des droits de la défense de la personne morale, la désignation d'un mandataire *ad hoc* avant citation devant le juge du fond s'inscrit dans la préservation des droits des suspects au stade de l'information (cfr l'article 28^{decies} C.i.cr.).

Et donc en cas de nécessité de désigner un mandataire *ad hoc*, il conviendrait de permettre au juge d'instruction (éventuellement dans le cadre d'une mini-instruction) ou aux juridictions d'instruction, de le désigner au cours de la phase d'enquête ou d'instruction judiciaire.

3^{ème} point : régler la question des honoraires du mandataire *ad hoc* pour ses prestations devant la Cour de cassation

Si la Cour de cassation casse avec renvoi une décision sur le pourvoi d'un mandataire *ad hoc*, elle réserve à statuer sur les frais pour qu'il y soit statué par la juridiction de renvoi.

Si la Cour de cassation rejette un pourvoi, ou casse sans renvoi, il n'apparaît pas adéquat qu'elle ait à se pencher sur les honoraires du mandataire *ad hoc*, lesquels ne sont pas déterminés de manière forfaitaire dans l'arrêté royal de 2019.

Il apparaît à cet égard adéquat de renvoyer la question de l'approbation des prestations détaillées du mandataire *ad hoc* à la juridiction qui a rendu la décision attaquée.

Textes proposés :

L'article 2bis du titre préliminaire du Code de procédure pénale devrait être modifié comme suit :

Article 2bis

Lorsque l'action publique est conjointement engagée contre une personne morale et contre la personne habilitée à la représenter, que ce soit pour les mêmes faits ou pour des faits connexes, [le juge d'instruction, les juridictions d'instruction, ou] le tribunal compétent pour connaître de l'action publique [peuvent] désigner, d'office ou sur requête, un mandataire ad hoc pour la représenter, [si un conflit d'intérêt le justifie].

Il y aurait lieu d'introduire un article 2ter dans le titre préliminaire du Code de procédure pénale libellé comme suit :

Article 2ter.

Les honoraires du mandataire ad hoc qui établit ne pas avoir pu garder ou trouver suffisamment d'actif afin de l'indemniser pour ses prestations sont assimilés à des frais de justice.

Il revient aux seules juridictions d'instruction en cas de non-lieu et aux seules juridictions de fond saisies de la cause dans laquelle un mandataire ad hoc est intervenu, d'approuver ses prestations.

Cette règle reste applicable en cas de pourvoi en cassation formé par ou contre le mandataire ad hoc, quelle que soit l'issue de cette procédure.

La taxation de l'état de frais et honoraires du mandataire ad hoc est ensuite adressée par lui au bureau de taxation de l'arrondissement du tribunal compétent.

Le bureau de taxation vérifie l'état de frais et honoraires et l'approuve sauf retard dans l'exécution des prestations, mauvaise exécution, facturation incorrecte ou tout autre soupçon d'irrégularité.

4. Modification des articles 79 et 80 de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement

La loi du 4 mai 2016 relative à l'internement et à diverses dispositions en matière de justice a introduit un titre Vbis dans la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement afin de permettre l'internement d'un condamné dont la détérioration de l'état mental justifie cette mesure.

En vertu de l'article 77/1, § 1^{er}, de la loi du 5 mai 2014, le condamné qui fait l'objet d'au moins une condamnation pour un crime ou un délit visé à l'article 9, § 1^{er}, 1^o, de la loi, chez qui le psychiatre de la prison constate, au cours de la détention, un trouble mental ayant un caractère durable qui abolit ou altère gravement sa capacité de discernement ou de contrôle de ses actes, et qui risque de commettre de nouvelles infractions, telles que visées audit article 9, § 1^{er}, 1^o, en raison de son trouble mental, peut être interné, sur demande du directeur, par la chambre de protection sociale compétente.

Le jugement de la chambre de protection sociale est susceptible d'appel par le ministère public et par le condamné devant la chambre correctionnelle de la cour d'appel. L'appel doit être interjeté par déclaration au greffe du tribunal de l'application des peines dans un délai de quinze jours, qui commence à courir, pour le ministère public, à partir du jour du jugement et, pour le condamné, à partir du jour de la notification (art. 77/6). Il est prévu que la cour d'appel statue sur l'appel au plus tard dans les quinze jours qui suivent la date de l'appel (art. 77/7).

En vertu de l'article 78 de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement, l'arrêt de la cour d'appel rendu en application de l'article 77/7 de la loi est susceptible de faire l'objet d'un pourvoi en cassation par le ministère public et par l'avocat de la personne concernée.

À l'occasion du pourvoi d'un condamné contre l'arrêt de la cour d'appel ordonnant son internement (Cass. 25 septembre 2024, [RG P.24.0856.F](#), avec [concl. MP](#)), il a été constaté l'article 79 de la loi du 15 mai 2014 n'avait pas été adapté en fonction des modifications introduites par la loi du 4 mai 2016 et, plus particulièrement, de la possibilité d'un pourvoi introduit contre l'arrêt de la cour d'appel ordonnant l'internement en application de l'article 77/7 de la loi.

En effet, ledit article 79 prévoit, d'une part, que le ministère public et l'avocat de la personne internée, le cas échéant du condamné, se pourvoient en cassation dans un délai de cinq jour à compter du prononcé du « jugement » alors que dans le cas d'un pourvoi contre la décision statuant sur l'internement d'un condamné, il s'agit d'un arrêt et, d'autre part, que les pourvois sont introduits par déclaration faite au greffe du tribunal de l'application des peines alors que le pourvoi contre l'arrêt relatif à la demande d'internement d'un condamné doit être formé au greffe de la cour d'appel.

Les articles 79, §§ 1^{er} et 2 et 80 devraient être modifiés comme suit :

Article 79.

§ 1^{er}. Le ministère public et l'avocat de la personne internée, le cas échéant du condamné, se pourvoient en cassation dans un délai de cinq jours à compter du prononcé du jugement [ou de l'arrêt, selon le cas].

Les moyens de cassation sont proposés dans un mémoire qui doit parvenir au greffe de la Cour de cassation au plus tard le cinquième jour qui suit la date du pourvoi.

Les pourvois sont introduits par déclaration au greffe du tribunal de l'application des peines [ou en cas de pourvoi contre l'arrêt statuant en application de l'article 77/7, par déclaration au greffe de la cour d'appel] .

§ 2. Le dossier est transmis par le greffe du tribunal de l'application des peines [ou le cas échéant, par le greffe de la cour d'appel] au greffe de la Cour de cassation dans les quarante-huit heures du pourvoi en cassation

Article 80.

Après un arrêt de cassation avec renvoi, une chambre de protection sociale autrement composée [ou, le cas échéant, la cour d'appel de renvoi] statue dans les quatorze jours à compter du prononcé de cet arrêt, l'exécution de la décision étant pendant ce temps suspendu.

5. Wijziging artikelen 160, §4, 2°, en 161, derde lid, Gerechtelijk Wetboek

Het Gerechtelijk Wetboek bepaalt in artikel 180 e.v. dat er drie afzonderlijke entiteiten zijn. Er is het College van Hoven en Rechtbanken, het College van het Openbaar Ministerie en tot slot de Entiteit Cassatie. Er dient evenwel te worden vastgesteld dat het wegingscomité waarvan sprake in artikel 160 van hetzelfde wetboek, dat instaat voor de weging van de functies A van het gerechtspersoneel, in zijn §4 bepaalt dat er vier vertegenwoordigers zijn van het gerechtspersoneel. Twee op voordracht van het College van Hoven en Rechtbanken en twee die worden voorgesteld door het College van het Openbaar Ministerie.

Bij de wijziging van artikel 160, §4 door de wet van 6 juli 2017 werden de woorden “het college van procureurs-generaal” en “eensluidend voorstel van de eerste voorzitters van de hoven van beroep en arbeidshoven” vervangen door de thans weerhouden tekst die verwijst naar de beide colleges.

Het is evenwel voor de hand liggend dat de niet vermelding van de Entiteit Cassatie berust op een omissie. Immers de kleinschaligheid van deze entiteit, alsook de specificiteit van zijn opdrachten vereisen dat tevens afgevaardigden van deze entiteit deel uitmaken van het wegingscomité. De eigenheid van deze organisatie heeft tot gevolg dat zowel de aard, de invulling alsook de verantwoordelijkheden van het gerechtspersoneel niveau A/B een eigen invulling kent. Derhalve is het aangewezen dat zowel artikel 160, §4, 2° alsook artikel 161, derde lid worden aangepast.

Voorstellen

De bestaande teksten zouden vervangen dienen te worden door:

Art. 160, §4, 2°:

zes vertegenwoordigers van het gerechtspersoneel van niveau A, aangewezen door de minister van Justitie, waarvan, twee op voorstel van de Entiteit Cassatie, twee op voorstel van het College van het openbaar ministerie en twee op voorstel van het College van de hoven en rechtbanken.

Art. 161, derde lid:

Naargelang van het geval, kan de minister bevoegd voor Justitie op verzoek van de Entiteit Cassatie, het College van het openbaar ministerie of van het College van de hoven en rechtbanken, aan de wegingscomités bedoeld in artikel 160, § 3, de opdracht geven een functie van het niveau B te wegen.”

6. Insertion d'un chapitre IVbis intitulé « De l'omission des décisions d'internement dans les extraits de casier judiciaire » dans le Titre VII du Code d'instruction criminelle (RI 2022/1)⁶⁷

Par arrêt du 24 mars 2021 ([RG P.21.0034.F](#), avec [concl. MP](#)), la Cour a posé à la Cour constitutionnelle la question préjudicielle suivante :

« L'article 621 du Code d'instruction criminelle viole-t-il les articles 10, 11 ou 22 de la Constitution, en tant qu'il exclut la réhabilitation des personnes ayant fait l'objet d'une décision d'internement ou relative à l'internement, prise en application de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement ou de la loi de défense sociale du 9 avril 1930 ? »

En réponse à cette question, par l'arrêt numéro 52/2022 du 31 mars 2022, la Cour constitutionnelle a dit pour droit :

« - L'article 621 du Code d'instruction criminelle ne viole pas les articles 10, 11 et 22 de la Constitution.
- L'absence de régime légal permettant de demander, sous certaines conditions, que les décisions d'internement ne soient plus mentionnées dans les extraits du casier judiciaire ni rendues accessibles aux autorités administratives visées à l'article 594 du Code d'instruction criminelle viole les articles 10, 11 et 22 de la Constitution. ».

La Cour en a conclu qu'il appartient au pouvoir législatif de remédier à l'absence de régime légal permettant de demander, sous certaines conditions, que les décisions d'internement ne soient plus mentionnées dans les extraits du casier judiciaire et ne soient pas rendues accessibles aux autorités administratives visées à l'article 594 du Code d'instruction criminelle (Cass. 15 juin 2022, [RG P.21.0034.F](#)).

Pour remédier à cette lacune législative, il conviendrait d'instaurer, dans le titre VII du Code d'instruction criminelle, une procédure permettant à la personne qui a fait l'objet d'une mesure

⁶⁷ Rapport législatif 2022, n° 1.

d'internement d'introduire une demande d'omission de la mention de la mesure dans les extraits de casier judiciaire. Cette procédure pourrait être calquée sur celle applicable à la réhabilitation telle que prévue par les articles 621 et suivants du Code d'instruction criminelle.

7. Modification de l'article 150 de la Constitution en ce qui concerne les délits de presse (RI 2021/1)⁶⁸

Dans un arrêt du 7 octobre 2020⁶⁹, après avoir énoncé que l'injure, la calomnie ou le harcèlement peuvent constituer un délit de presse lorsque ces infractions expriment une pensée ou une opinion dans un écrit imprimé ou numérique, qui a été diffusé dans le public, la Cour de cassation a dit pour droit que l'article 150 de la Constitution ne fait dépendre la compétence du jury pour les délits de presse ni de la pertinence ou de l'importance sociale de la pensée ou de l'opinion publiée, ni du caractère plus ou moins argumenté ou développé de l'écrit incriminé, ni de la notoriété de son auteur. En l'espèce, il s'agissait de propos pouvant être qualifiés d'injurieux diffusés par le prévenu sur sa page du réseau social en ligne Facebook

Précédemment, dans un arrêt du 6 mars 2012, la Cour de cassation avait considéré que le délit de presse suppose un texte reproduit par voie d'imprimerie ou par un procédé similaire et admet que le délit de presse se réalise par diffusion numérique en sorte qu'Internet soit assimilé à un vecteur de l'infraction de délit de presse⁷⁰.

Selon la jurisprudence de la Cour de cassation, le délit de presse suppose que le texte contienne l'expression d'une opinion ; il s'agit du contenu de l'écrit, de sa consistance. A défaut de l'expression d'une opinion, un écrit ne peut être qualifié d'infraction de presse⁷¹. De plus, il faut que l'expression

⁶⁸ Rapport législatif 2021, n° 1.

⁶⁹ Cass. 7 octobre 2020, RG P.19.0644.F, *Pas.* 2020, n° 613, avec concl. MP.

⁷⁰ V. Cass. 6 mars 2012, RG P.11.1374.N, *Pas.* 2012, n° 153 avec concl. MP, publiées à leur date dans AC ; v. aussi Cass. 6 mars 2012, RG.P.11.0855.N, *J.T.* 2012, p. 505 et note de Q. VAN ENIS, « La Cour de cassation admet que l'on puisse d'un délit de presse sur l'Internet –Le temps du délit de presse 2.0 est-il (enfin)arrivé », pp.505 et suiv; Cass. 8 novembre 2016, RG P.16.0958.N, *Pas.* 2016, n° 632 ; Cass. 29 octobre 2013, RG P.13.1270.N, *Pas.* 2013, n° 563 ; Cass. 29 janvier 2013, RG P.12.1988.N, *Pas.* 2013, n° 71 ; Cass. 29 janvier 2013, RG P.12.1961.N, *Pas.* 2013, n° 70 ; voir aussi notamment, D. VOORHOOF, « *Strafbare uitingen op internet, de kwalificatie drukpersmisdrijf en het misdrijf belaging* », note sous Corr. Anvers, 4 mai 2012, A&M, 2012, p. 485 ; v. aussi F. JONGEN et A. STROWEL, *Droit des médias et de la communication*, Larcier, 2017, p. 715 pour qui l'écrit est un vecteur de l'infraction et constitue un tel écrit non seulement les journaux, mais aussi les revues et les livres, les affiches, les tracts, les prospectus etc, et quelle que soit la matière qu'ils traitent mais aussi, selon Fr KUTY, un feuillet, un dépliant, une brochure, un journal., F. KUTY, *Principes généraux du droit pénal belge*, T. II : l'infraction pénale, Larcier, 2010, pp. 153 et 154 ; A. DE NAUW et F. DERUYCK estiment que « *de verspreiding van een tekst is dus cruciaal, niet het medium waarin de tekst wordt verspreid* », A. DE NAUW et F. DERUYCK, *Overzicht van het Belgisch algemeen strafrecht*, 2^{ème} éd., Die Keure, 2017, p. 56.

⁷¹ V. F. KUTY, *op. cit.*, p. 147 ; selon la jurisprudence de votre Cour, l'appréciation d'un tel délit requiert celle de l'opinion exprimée, v. Cass. 7 décembre 2004, RG P.04.1006.N, *Pas.* 2004, n°594 ; Cass. 17 janvier 1990, RG 7768, *Pas.* 1990, n° 306 ; Cass. 9 octobre 1985, RG 4319, *Pas.* 1986, n° 77 ; Cass. 21 octobre 1981, RG 1902, *Pas.* 1982, p. 259 ; Cass. 11 décembre 1979, *Pas.* 1980, p. 452 ; v. aussi DUPONT, L. et VERSTRAETEN, R., « *Handboek Belgisch Strafrecht* », 1990, p. 177 et suiv., n° 277-287 ; HANOTIAU, M., « Le délit de presse : insolite, arbitraire et fragile », *Journ. Procès*, 1990, n° 169, p. 35-38 ; LEMMENS, K., « La presse et la protection juridique de l'individu. Attention aux chiens de garde », Bruxelles, Larcier, 2004, p.349, n° 480.

de cette opinion soit abusive⁷², délictuelle⁷³, punissable⁷⁴. L'abus d'opinion peut résulter, par exemple, d'une injure, d'une diffamation, d'une calomnie ou d'un harcèlement selon la jurisprudence de la Cour⁷⁵.

Le Conseil d'Etat dans son arrêt du 26 juin 2015 a également admis l'inclusion de l'internet dans le délit de presse et en énonçant que « *la diffusion sur internet d'informations sous forme de texte doit, compte tenu de l'état d'évolution des technologies de l'information, être considérée comme une forme de presse au sens constitutionnel du terme, conformément à la jurisprudence récente de la Cour de cassation selon laquelle un propos délictueux tenu sous cette forme constitue un délit de presse qui relève de la compétence de la cour d'assises* », tout en ajoutant que « *toutefois, pas plus que tout propos écrit reproduit mécaniquement sur papier, tout texte publié sur un site internet ne relève pas nécessairement de la «presse écrite» au sens de l'article 4, 6^obis, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, qui vise spécifiquement l'activité des requérantes* »⁷⁶.

Dans un arrêt du 5 mai 2011, la Cour européenne des droits de l'homme a relevé que « *l'Internet est certes un outil d'information et de communication qui se distingue particulièrement de la presse écrite, notamment quant à sa capacité à emmagasiner et diffuser l'information. Ce réseau électronique, desservant des milliards d'utilisateurs partout dans le monde, n'est pas et ne sera peut-être jamais soumis aux mêmes règles ni au même contrôle. Assurément, les communications en ligne et leur contenu risquent bien plus que la presse de porter atteinte à l'exercice et à la jouissance des droits et libertés fondamentaux, en particulier du droit au respect de la vie privée. Aussi, la reproduction de matériaux tirés de la presse écrite et celle de matériaux tirés de l'Internet peuvent être soumises à un régime différent. Les règles régissant la reproduction des seconds doivent manifestement être ajustées en fonction des caractéristiques particulières de la technologie de manière à pouvoir assurer la protection et la promotion des droits et libertés en cause* »⁷⁷.

Dans un arrêt 16 juin 2015, la Cour européenne relevait également que la possibilité pour les individus de s'exprimer sur Internet, à travers les plateformes dites de réseaux sociaux, constitue « un outil sans précédent d'exercice de la liberté d'expression »⁷⁸.

Dans un arrêt du 28 octobre 2021, la Cour constitutionnelle a déclaré que l'article 1er de la loi du 6 avril 1847 « portant répression des offenses envers le Roi » constitue une ingérence dans le droit à la liberté d'expression et que, « tant en ce qui concerne la portée de l'infraction que le taux de la peine, la disposition en cause prévoit une protection de la réputation de la personne du Roi plus large que la

⁷² Cass. 9 octobre 1985, RG 4319, *Pas.* 1986, n° 77 ; Cass. 21 octobre 1981, *Pas.* 1982, p. 259 ; Cass. 21 décembre 1903, *Pas.*, I, 1904, p. 85 ; voy. également A. DE NAUW et F. DERUYCK, *op. cit.*, 2017, p. 56.

⁷³ Cass. 9 octobre 1985, RG 4319, *Pas.* 1986, n° 77 ; Cass. 21 octobre 1981, *Pas.* 1982, p. 259 ; v. au civil, voy. Cass. 29 avril 2016, RG C.15.0052.N, *Pas.* 2016, n° 291 avec concl. MP ; la Cour considérant pour qu'il y ait délit de presse au sens de l'article 764, alinéa 1^{er}, 4^o, du Code judiciaire, il est nécessaire que la manifestation de la pensée par la voie de la presse revête un caractère délictueux ; voy. aussi sommaire de Cass. 17 janvier 1990, RG 7768, qui renvoie à Cass. 22 octobre 1941, *Pas.*, 1941, 1, 388 et la note ; Cass. 9 octobre 1985, RG 4319, *Pas.* 1986, 1, n° 77.

⁷⁴ Cass. 8 novembre 2016, RG P.16.0958.N, *Pas.* 2016, n°632 ; Cass. 6 mars 2012, RG P.11.1374.N, avec concl. MP, *op.cit.*

⁷⁵ Cass. 8 novembre 2016, RG P.16.0958.N, *op.cit.* ; Cass. 7 février 1995, RG P.93.1260.N, *Pas.* 1995, n° 73 ; v. concl. MP précédant Cass. 6 mars 2012, RG P.11.1374.N, *op.cit.* ; Cass. 29 janvier 2013, RG P.12.1988.N, *op.cit.*

⁷⁶ C.E., 26 juin 2015, n° 231.760, A.P.T. 2015, p. 659 ; AM. 2016, p. 443.

⁷⁷ Cour Eur. D ; H ; 5 mai 2011, *Pravoye Delo et Shtekel c. Ukraine*.

⁷⁸ Cour. Eur. D.H., 16 juin 2015, *Defli c. Estonie*, § 110.

protection de la réputation d'autres personnes. Cette disposition ne répond pas à un besoin social impérieux et est disproportionnée à l'objectif de protéger la réputation de la personne du Roi »⁷⁹.

La Cour constitutionnelle a indiqué que, lors de l'examen de la nécessité de l'ingérence que l'article 1^{er} de la loi du 6 avril 1847, « *il y a lieu de tenir compte, en l'espèce, d'une part, du fait que la disposition en cause a été adoptée dans un contexte historique fondamentalement différent du contexte actuel et, d'autre part, de l'évolution des conceptions sur ce qui peut être jugé nécessaire dans une société démocratique* »⁸⁰.

La Cour constitutionnelle précise que l'infraction d'offenses au Roi est « *un délit politique et, le cas échéant, un délit de presse, de sorte que son appréciation relève en principe de la compétence de la cour d'assises (art. 150 de la Constitution)* »⁸¹.

Un arrêt du 13 octobre 2021 de la cour d'assises de la Province de Liège⁸² a fait une correcte application de l'article 150 de la Constitution en condamnant l'auteur d'écrits publiés sur son compte Facebook sous un pseudonyme par lesquels il menaçait les féministes et la majorité des femmes d'un attentat punissable d'une peine criminelle.

Il résulte de ce qui précède que l'injure, la calomnie ou le harcèlement commis par des propos tenus et diffusés sur l'Internet constituent des délits de presse relevant de la cour d'assises, à l'exception des délits inspirés par le racisme ou la xénophobie. Vu le nombre de situations pouvant constituer de tels délits, il est à craindre que les cours d'assises se révèlent incapables de gérer ce contentieux, laissant ainsi impunies ces infractions. Il faut avoir ici à l'esprit notamment la problématique des harcèlements via l'Internet.

L'objet de la présente proposition ne consiste en aucune manière à remettre en cause le principe de la liberté d'expression consacré par la Constitution et la Convention européenne des droits de l'homme tel qui s'est dégagé de la jurisprudence.

Néanmoins, il semble utile et urgent de proposer un nouvel examen du champ d'application de l'article 150 de la Constitution en tenant compte du fait que cette disposition a été adoptée dans un contexte historique fondamentalement différent du contexte actuel.

L'article 150 de la Constitution dispose que « *le jury est établi en toutes matières criminelles et pour les délits politiques et de presse, à l'exception des délits de presse inspiré par le racisme et la xénophobie* ». Conformément à l'article 12 du décret du 20 juillet 1831 sur la presse, les délits de presse se prescrivent par trois mois.

La Constitution dispose, en son article 19, que « *la liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions en toute matière, sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés* ».

L'article 25 de la Constitution dispose que « *la presse est libre ; la censure ne pourra jamais être établie ; il ne peut être exigé de cautionnement des écrivains, éditeurs ou imprimeurs. Lorsque l'auteur est connu et domicilié en Belgique, l'éditeur, l'imprimeur ou le distributeur ne peut être poursuivi* ».

Selon Madame Rosoux, l'intervention du jury pour les délits de presse trouva sa justification dans « *l'idée d'une certaine noblesse du délit commis par la voie de la presse, qui s'identifie nécessairement à une presse d'opinion, qui forge les opinions et les consciences du « peuple souverain* ». Elle ajoute que « *considéré comme une institution essentiellement protectrice de l'innocence, le jury participait*

⁷⁹ C. const., Arrêt n° 157/2021 du 28 octobre 2021, point B.20.

⁸⁰ C. const., Arrêt n° 157/2021 du 28 octobre 2021, point B.15.2.

⁸¹ C. const., Arrêt n° 157/2021 du 28 octobre 2021, point B.9.4.

⁸² Cour ass. Liège, 13 octobre 2021, *J.L.M.B.*, 2021/38, pp. 1733 à 1735.

donc au système politique élaboré par le jeune Etat belge, témoignant de la confiance en la conscience du peuple comme rempart par excellence contre les abus de pouvoir : c'est principalement sous le rapport politique que l'utilité du jury a été appréciée. Les délits de la presse sont souvent assez difficiles à caractériser ; on doit donc s'en rapporter à la conscience des jurés »⁸³.

Il faut garder à l'esprit également la volonté du Constituant de 1831 lorsqu'il a établi un régime spécial pour le délit de presse. L'article 25 de la Constitution prévoit in fine qu'est seul responsable l'auteur s'il est connu et domicilié en Belgique, la responsabilité se reportant « par défaut » à l'éditeur, l'imprimeur et enfin le distributeur. Ce régime de responsabilité en cascade permet d'éviter une censure « privée », qui serait exercée par les diffuseurs de ce message soucieux d'éviter la mise en cause de leur responsabilité⁸⁴.

L'heure ne serait-elle pas venue d'examiner la nécessité actuelle de l'article 150 de la Constitution qui réserve à la cour d'assises le jugement de tous les délits de presse, l'exception de ceux inspirés par le racisme ou la xénophobie ? Les contingences propres à l'exercice de l'action publique devant la cour d'assises ne constituent-elles pas un obstacle à la protection de la liberté d'expression devenue l'objet d'une mêlée confuse ?

Madame CANTO-SPERBER attire, à juste titre, une particulière attention sur le retournement de la liberté d'expression : « : *alors qu'elle était à l'origine un idéal de liberté qui reconnaissait à tous le droit d'exprimer ses pensées et de contribuer par ses propos à l'intelligence collective, elle est aujourd'hui revendiquée pour justifier un usage agressif de la parole qui se déploie au plus près de l'incrimination pénale, tout en étant, au même moment, menacée de toutes parts : des groupes, des associations, des individus multiplient les appels à la censure pour réduire au silence les opinions qui ne leur plaisent pas. La liberté d'expression est donc prise en otage : d'un côté, elle sert à cautionner des propos abjects ; de l'autre, elle est contestée dans son principe par l'activisme de censeurs qui veulent faire la loi en matière d'expression publique – et ainsi privatiser à leur profit la définition des limites de la parole »⁸⁵.*

8. Wijziging van artikel 27 Voorlopige Hechteniswet. Modaliteit van elektronisch toezicht in de procedure voor het vonnisgerecht (Wv 2021/3)

Artikel 132, 1°, van de wet van 5 februari 2016 tot wijziging van het strafrecht en de strafvordering en houdende diverse bepalingen inzake justitie (Potpourri II-wet, BS 19 februari 2016) heeft artikel 26, § 3, Voorlopige Hechteniswet aangevuld met de volgende bepaling: "Indien de verdachte in hechtenis onder elektronisch toezicht staat, kan de raadkamer bij een met redenen omklede beslissing de hechtenis onder elektronisch toezicht handhaven." Aldus heeft de wetgever bepaald dat de raadkamer ter gelegenheid van de regeling van de rechtspleging de voorlopige hechtenis onder elektronisch toezicht kon handhaven, maar voorzag hij niet erin dat de raadkamer bij de regeling van de rechtspleging kon beslissen om de voorlopige hechtenis welke werd uitgevoerd in een gevangenis te handhaven als een voorlopige hechtenis onder elektronisch toezicht.

⁸³ G. ROSOUX, « Brèves considérations sur l'obsolète notion de délit de presse ... », note sous Cass. 7 décembre 2004, RG P.04.1006.N, *Rev.dr.pén.crim.*, 2005/12, pp. 1275 à 1279 et les nombreuses références infrapaginales citées.

⁸⁴ G. ROSOUX, *op.cit.*, et les références à la note infrapaginale n° 8.

⁸⁵ Monique CANTO-SPERBER, *Sauver la liberté d'expression*, Albin Michel, 2021, p. 7.

Bij arrest nr. 148/2017 van 21 december 2017 (B.83.1) heeft het Grondwettelijk Hof artikel 132, 1°, Potpourri II-wet vernietigd in zoverre het de raadkamer, uitspraak doende in het stadium van de regeling van de rechtspleging, niet toelaat aan de inverdenkinggestelde die tijdens de voorlopige hechtenis in een strafinrichting verblijft, het voordeel van de voorlopige hechtenis onder elektronisch toezicht toe te kennen. Volgens het Grondwettelijk Hof:

- valt het niet te verantwoorden dat de onderzoeksgerechten in het stadium van de regeling van de rechtspleging niet kunnen beslissen een inverdenkinggestelde die tijdens de voorlopige hechtenis in een strafinrichting verblijft onder elektronisch toezicht te plaatsen, terwijl zij in hetzelfde stadium kunnen beslissen die modaliteit voor de uitvoering van de voorlopige hechtenis te handhaven ten aanzien van een inverdenkinggestelde die reeds onder elektronisch toezicht staat en zij eveneens kunnen beslissen de inverdenkinggestelde die tot dan in voorlopige hechtenis was, in voorkomend geval onder voorwaarden, in vrijheid te stellen;
- zijn de onderzoeksgerechten bij de regeling van de rechtspleging immers bevoegd om uitspraak te doen over het al dan niet handhaven van de voorlopige hechtenis in een strafinrichting of onder elektronisch toezicht en te onderzoeken of het op dat ogenblik verantwoord is de betrokkene in voorlopige hechtenis te houden en onder welke modaliteiten;
- is het niet verantwoord dat de onderzoeksgerechten, wanneer zij bij die gelegenheid vaststellen dat de inverdenkinggestelde voldoet aan de voorwaarden om het elektronisch toezicht te genieten, niet kunnen beslissen hem die modaliteit toe te kennen.

Het Hof van Cassatie heeft in het arrest van 28 september 2021 (RG [P.21.1204.N](#)) geoordeeld dat het aan de rechter staat elke leemte in de wet waarvan het Grondwettelijk Hof de ongrondwettigheid heeft vastgesteld in te vullen, alsook elke leemte die hieruit voortvloeit, wanneer de rechter aan die leemten in het kader van de bestaande wetsbepalingen kan verhelpen om de wet in overeenstemming te brengen met de artikelen 10 en 11 Grondwet. Het Hof heeft met verwijzing naar arrest 148/2017 aangenomen dat indien het onderzoeksgerecht bij de verwijzing van een inverdenkinggestelde naar het vonnisgerecht bij toepassing van artikel 26, § 3, eerste lid, Voorlopige Hechteniswet heeft beslist dat hij aangehouden blijft, de inverdenkinggestelde op grond van artikel 27, § 1, 1° en 2°, Voorlopige Hechteniswet niet enkel om zijn voorlopige invrijheidstelling kan verzoeken maar ook om een omzetting van de in gevangenis uit te voeren voorlopige hechtenis naar de modaliteit van de voorlopige hechtenis onder elektronisch toezicht.

De leemte in de wetgeving kan worden ingevuld door in artikelen 27, § 1° en 27, §4 expliciet te bepalen dat een beklaagde die in afwachting van zijn proces of de uitspraak ten gronde is aangehouden, met als modaliteit uitvoering in de gevangenis, niet alleen de voorlopige invrijheidstelling kan vragen, maar ook de omzetting van de modaliteit van het aanhoudingsbevel naar elektronisch toezicht. Voor een beklaagde die is veroordeeld, met bevel tot onmiddellijke aanhouding, is vooralsnog geen modaliteit van elektronisch toezicht voorzien, in afwachting van een definitieve beslissing ten gronde⁸⁶.

Het verdient aanbeveling om art. 27 Voorlopige Hechteniswet als volgt aan te passen:

Art. 27, § 1. Wanneer geen einde werd gemaakt aan de voorlopige hechtenis en ofwel het onderzoek afgesloten is, ofwel toepassing werd gemaakt van artikel 133 van het Wetboek van Strafvordering en

⁸⁶ Cass. 14 juni 2017, AR P.17.0531.F, AC 2017, nr. 388. Zie M.A. BEERNAERT, H.D. BOSLY en D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procédure pénale*, Die Keure, 2021, I, 1207-1207.

van artikel 26, § 5, kan de voorlopige invrijheidstelling of de modaliteit van elektronisch toezicht worden verleend op indiening van een verzoekschrift dat gericht wordt:

1° aan de correctionele rechtbank (of aan de politierechtbank) waar de zaak aanhangig is, vanaf de verwijzende beschikking tot het vonnis;

2° (aan de correctionele rechtbank die zitting houdt in hoger beroep, of) aan de kamer belast met correctionele zaken in hoger beroep, vanaf het instellen van het beroep tot de beslissing in hoger beroep;

3° aan de kamer van inbeschuldigingstelling:

a) vanaf de beschikking gegeven overeenkomstig artikel 133 van het Wetboek van strafvordering totdat het hof van assisen einduitspraak heeft gedaan;

b) tijdens het geding tot regeling van rechtsgebied, wanneer de verdachte gevangen gehouden wordt ter uitvoering van een beschikking tot gevangenneming gegeven door de raadkamer;

(c) tijdens het geding voor de kamer van inbeschuldigingstelling bedoeld in de artikelen 135, 235 en 235bis van het Wetboek van Strafvordering)

4° (...)

5° aan de kamer van inbeschuldigingstelling, vanaf het cassatieberoep tot het arrest.

(....)

§ 4. Indien het verzoekschrift tot voorlopige invrijheidsstelling of tot het bekomen van de modaliteit van elektronisch toezicht is verworpen, kan een nieuw verzoekschrift slechts worden ingediend na een termijn van een maand na de verwerping ervan.

9. Modification des articles 26, § 4, et 30, § 1^{er}, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive. Appel contre la décision de la chambre du conseil maintenant la détention préventive sous surveillance électronique lors du règlement de la procédure (RI 2020/3)

L'article 132, 1°, de la loi du 5 février 2016 modifiant le droit pénal et la procédure pénale et portant des dispositions diverses en matière de justice (loi pot-pourri II) a complété l'article 26, § 4, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive comme suit : « Si l'inculpé se trouve en détention sous surveillance électronique, la chambre du conseil peut, par décision motivée, maintenir la détention préventive sous surveillance électronique ». Ce faisant, le législateur a permis que, lors du règlement de la procédure, la chambre du conseil pouvait maintenir la détention sous surveillance électronique mais il n'a pas prévu qu'à cette occasion, la chambre du conseil puisse transformer la détention préventive en prison en détention sous surveillance électronique.

Par son arrêt n° 148/2017 du 21 décembre 2017, la Cour constitutionnelle a annulé l'article 132, 1°, de la loi du 5 février 2016 en ce qu'il ne permet pas à la chambre du conseil, statuant au stade du règlement de la procédure, d'accorder à l'inculpé qui exécute la détention préventive en prison de bénéficier de la détention préventive sous surveillance électronique.

Dans son arrêt du 22 octobre 2019, [RG P.19.1036.N](#), la Cour de cassation a constaté que l'article 26, § 4, de la loi du 20 juillet 1990 prévoit la possibilité d'un appel du ministère public dans le cas où l'ordonnance de la chambre du conseil a pour effet la mise en liberté de l'inculpé tandis qu'il exclut un tel appel du ministère public contre la décision de la chambre du conseil qui maintient la détention de l'inculpé en prison. Elle en a déduit que le ministère public ne pouvait pas davantage interjeter appel contre l'ordonnance de la chambre du conseil qui, lors du règlement de la procédure, maintient la détention préventive tout en prévoyant qu'elle s'exécutera dorénavant sous la forme d'une

surveillance électronique. La Cour estime qu'elle ne peut combler, à cet égard, la lacune résultant de l'arrêt n° 148/2017 de la Cour constitutionnelle du 21 décembre 2017⁸⁷.

Il convient donc de combler cette lacune législative en ajoutant à l'article 26, § 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, les mots « ou lorsque celle-ci accorde la détention préventive sous surveillance électronique conformément au paragraphe 3, alinéa 2, » après les mots « Dans le cas où l'ordonnance de la chambre du conseil a pour effet la mise en liberté de l'inculpé ». Si, au terme de l'instruction judiciaire, le droit du ministère public de faire appel est étendu à l'ordonnance séparée ayant imposé une première fois la modalité de la surveillance électronique, l'appel de l'inculpé peut, en contrepartie, être également élargi. Actuellement, l'inculpé faisant l'objet d'un renvoi ne peut pas interjeter appel de l'ordonnance séparée qui maintient la détention préventive au terme de l'instruction judiciaire, quelle que soit la modalité (exécution en prison ou sous surveillance électronique)⁸⁸. L'ordonnance séparée rendue par la chambre du conseil (art. 26 de la loi du 20 juillet 1990) ne figure pas dans la liste des ordonnances susceptibles d'appel devant la chambre des mises en accusation (art. 30, § 1^{er}, de la loi du 20 juillet 1990). À partir du moment où la cause est renvoyée devant la juridiction de jugement, l'inculpé peut introduire une requête auprès de la juridiction compétente, avec possibilité de faire appel (art. 27 de la loi du 20 juillet 1990).

Il est recommandé, afin de garantir l'égalité entre les parties au procès, d'adapter l'article 30, § 1^{er}, de la loi du 20 juillet 1990, comme suit : « *L'inculpé, le prévenu ou l'accusé, et le ministère public peuvent faire appel devant la chambre des mises en accusation, des ordonnances de la chambre du conseil rendues dans les cas prévus par les articles 21, 22, 26 et 28. S'il s'agit d'un jugement du tribunal correctionnel ou du tribunal de police, rendu conformément à l'article 27, il est statué sur l'appel, selon le cas, par la chambre des appels correctionnels ou par le tribunal correctionnel siégeant en degré d'appel.* »

10. Modification de l'article 72 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (RI 2020 B/4)

La loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers organise le régime de la rétention qui peut accompagner la mesure d'éloignement de ceux-ci.

Régi par les articles 71 à 74 de cette loi, le recours judiciaire est prévu par renvoi aux dispositions relatives à la détention préventive, soit devant la chambre du conseil et la chambre des mises en accusation.

La loi ne fait pas mention du pourvoi en cassation, lequel, conformément à la jurisprudence de la Cour⁸⁹, demeure, en cette matière, régi par le Code d'instruction criminelle.

En effet, l'article 72 de la loi ne vise que la procédure d'instruction du recours judiciaire qu'il prévoit et sur lequel statuent la chambre du conseil et la chambre des mises en accusation. Par ailleurs, cette disposition se réfère nécessairement à la loi relative à la détention préventive en vigueur lors de la

⁸⁷ Cass. 29 octobre 2019, RG P.19.1036.N, *Pas.* 2019, n° 557.

⁸⁸ Cass. 28 février 2012, *T. Strafr.* 2012, 217 ; Cass. 21 mai 2008, RG P.08.0746.F, *Pas.* 2008, n° 310 ; Cass. 22 février 2006, *N.C.* 2007, 138 avec la note de M. DE SWAEF ; Cass. 27 juin 1995, RG P.95.0761.N, *Pas.* 1995, n° 337.

⁸⁹ Cass. 10 septembre 2014, RG P.14.1374.F, *Pas.* n° 509 ; Cass. 21 décembre 2011, RG P.11.2042.E, *Pas.* 2011, n° 703 ; Cass. 27 juillet 2010, RG P.10.1165.N, *Pas.* n° 484 ; Cass. 23 juin 2009, RG P.09.0844.N, *Pas.* 2009, n° 434 ; Cass. 28 avril 2009, RG P.09.0545.N, *Pas.* 2009, n° 283 ; Cass. 21 mars 2001, RG P.01.0163.F, *Pas.* 2001, n° 152 ; Cass. 14 mars 2001, RG P.01.0179.F, *Pas.* 2001, n° 133, avec concl. MP.

promulgation de la loi du 15 décembre 1980, à savoir celle du 20 avril 1874, qui ne contenait aucune disposition concernant le pourvoi en cassation, lequel était formé suivant les règles du Code d'instruction criminelle. Enfin, la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, qui consacre un chapitre au pourvoi en cassation, n'a pas modifié l'article 72 précité. Il en résulte notamment que, même depuis l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions légales relatives à la détention préventive, le ministère public peut se pourvoir en cassation contre l'arrêt de la chambre des mises en accusation qui ordonne la remise en liberté d'un étranger, ce pourvoi étant réglé par les dispositions du Code d'instruction criminelle.

Du point de vue du délai, le régime juridique du recours judiciaire, tel qu'il est actuellement organisé par la législation belge, peut ne pas satisfaire, à l'égard de l'étranger privé de liberté, à l'article 5, § 4, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, disposition dont l'importance est attestée par la Cour européenne des droits de l'homme en matière d'éloignement du territoire⁹⁰.

Aux termes de cette disposition, toute personne privée de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal, afin qu'il statue à bref délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale.

C'est sur le visa de cet article que la Cour européenne a condamné la Belgique à deux reprises, au motif que l'étranger privé de liberté n'avait pas pu obtenir qu'un tribunal statue à bref délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si celle-ci était jugée illégale.

Dans le premier arrêt, en cause de FIROZ MUNEE⁹¹, la Cour européenne a rendu un verdict d'inconventionnalité, en considérant que :

- « (...) privé de sa liberté (...) pendant près de quatre mois », l'étranger « n'a pas pu obtenir de décision finale sur la légalité de sa détention, alors qu'il avait entamé à deux reprises une procédure en vue de sa mise en liberté, que les dernières décisions juridictionnelles sur le bien-fondé des requêtes de mise en liberté, rendues par la chambre des mises en accusation, étaient chaque fois favorables [à l'étranger], et que ces décisions n'ont pas été cassées par la Cour de cassation pour des motifs tenant à leur justification légale ». Dans un des arrêts rendus en la cause⁹², la Cour de cassation déclara que le pourvoi, dirigé contre l'arrêt de la chambre des mises en accusation, était devenu sans objet du fait de la libération de l'étranger ;
- « (...) cette situation ne peut être reprochée [à l'étranger], lequel a respecté les délais légaux » ;
- sa remise en liberté, alors que la seconde procédure de mise en liberté était encore pendante, n'a pas eu lieu « à bref délai » avant tout contrôle judiciaire.

Dans le deuxième arrêt, en cause de M.D.⁹³, la Cour européenne a conclu à la même violation de l'article 5, § 4, en estimant de manière similaire que :

- privé de sa liberté pendant un peu plus de quatre mois, l'étranger n'a pas pu obtenir de décision finale sur la légalité de sa détention, alors qu'il avait entamé à trois reprises une procédure en vue de sa mise en liberté, la première procédure fût-elle introduite plus d'un mois après son placement en détention, que les deux premières décisions juridictionnelles sur le bien-fondé des deux premières requêtes de mise en liberté, rendues par la chambre des mises en accusation, ont constaté la perte

⁹⁰ Voir, parmi d'autres, Cour eur. D.H., arrêt Sanchez-Reisse c. Suisse, 21 octobre 1986, §§ 42 à 61 ; Cour eur. D.H., arrêt Firoz Munee c. Belgique, 11 avril 2013, § 76 ; Cour eur. D.H., arrêt M.D. c. Belgique, 14 novembre 2013, § 36.

⁹¹ Cour eur. D.H., arrêt Firoz Munee c. Belgique, 11 avril 2013, §§ 78 à 88.

⁹² Cass. 29 juin 2010, RG P.10.0734.N, *inédit*.

⁹³ Cour eur. D.H., arrêt M.D. c. Belgique, 14 novembre 2013, §§ 37 à 47.

d'objet de l'appel du fait du nouveau titre de privation de liberté de l'étranger, que la dernière décision juridictionnelle sur le bien-fondé de la troisième requête de mise en liberté, rendue par la chambre des mises en accusation, était favorable à l'étranger, et que « cette décision a été cassée par la Cour de cassation non pas pour un motif tenant à sa justification légale, mais pour un motif d'ordre procédural », en l'occurrence au motif que la dernière requête de mise en liberté était prématurée, un mois ne s'étant pas écoulé depuis la précédente décision sur la requête précédente⁹⁴. La Cour européenne considère encore « (...) que ledit motif procédural retenu par la Cour de cassation (...), alors même que la légalité de la détention du requérant n'avait pas été examinée au fond dans le cadre des deux requêtes de mise en liberté précédentes, n'a fait qu'aggraver la situation [de l'étranger] au regard de son droit à obtenir une décision sur la légalité de sa détention à bref délai » ; - sa remise en liberté, alors que la troisième procédure de mise en liberté était encore pendante, n'a pas eu lieu « à bref délai » avant tout contrôle judiciaire.

Il y a lieu donc de mettre le droit belge en conformité avec la jurisprudence européenne. Les recours mis à la disposition de l'étranger, contestant sa privation de liberté, doivent devenir effectifs, en tenant compte de la durée limitée des décisions ministérielles, et ils doivent permettre de statuer à bref délai sur sa détention.

A cet effet, un avant-projet de loi a été transmis le 18 mai 2016 au ministre de la Justice visant à réformer le recours en cassation en la matière, en le soustrayant pour partie à la procédure de droit commun, notamment par une accélération des délais, tout en laissant le temps utile à l'introduction du pourvoi en cassation⁹⁵ et à la préparation du mémoire.

Cette proposition n'a pas été retenue par monsieur le ministre de la Justice.

Actuellement, les pourvois en matière de recours des étrangers contre une mesure privative de liberté sont fixés sous le bénéfice de l'urgence ce qui pose des difficultés quant au respect des délais pour le dépôt des mémoires prévus à l'article 429 du Code d'instruction criminelle. Ainsi, dans plusieurs causes, les mémoires déposés par des demandeurs ont été déclarés irrecevables pour cause de tardiveté vu la fixation de la cause en urgence et la difficulté de respecter l'obligation de déposer le mémoire quinze jours au moins avant l'audience. Compte tenu des difficultés rencontrées en la matière lors des nombreux pourvois interjetés en 2019, nous pensons plus que jamais devoir soutenir cette proposition⁹⁶.

Dès lors, il est proposé d'insérer dans la loi du 15 décembre 1980, un nouvel article 72/1 rédigé comme suit :

Article 72/1

§ 1. L'arrêt de la chambre des mises en accusation qui, en application de l'article 72, alinéa 3, statue sur l'appel dirigé contre l'ordonnance de la chambre du conseil, peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation de la part de l'étranger, du ministère public et du ministre ou de son délégué.

§ 2. Le ministère public se pourvoit dans un délai de vingt-quatre heures à compter du prononcé de l'arrêt. L'étranger et le ministre ou son délégué se pourvoient en cassation dans un délai de cinq jours à compter de la signification de l'arrêt.

§ 3. La déclaration de pourvoi est faite au greffe de la juridiction qui a rendu l'arrêt attaqué.

⁹⁴ Cass. 31 août 2010, RG P.10.1423.N, Pas. 2010, n° 490.

⁹⁵ Comp. C.C., 18 février 2016, arrêt n° 22/2016.

⁹⁶ V. également Rapport législatif 2018, Rapport annuel 2018 de la Cour et Mercuriale 2019 du procureur général, in Rapport de la Cour 2019 et sur le site web de celle-ci.

§ 4. La déclaration de pourvoi de l'étranger ou du ministre ou de son délégué doit être faite par un avocat titulaire de l'attestation de formation en procédure en cassation, visée à l'article 425, § 1^{er}, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle.

§ 5. Le dossier est transmis par le greffe de la cour d'appel au greffe de la Cour de cassation dans les quarante-huit heures à compter de la déclaration de pourvoi.

§ 6. Le ministère public et le ministre ou son délégué sont tenus de faire signifier leur pourvoi à l'étranger. L'exploit de signification doit être déposé au greffe de la Cour dans le délai prévu pour déposer le mémoire.

§ 7. Le demandeur en cassation ne peut indiquer ses moyens que dans un mémoire qu'il fait parvenir au greffe de la Cour de cassation au plus tard le cinquième jour de la déclaration de pourvoi. Le mémoire déposé par l'étranger ou par le ministre ou son délégué doit être signé par un avocat titulaire de l'attestation de formation en procédure en cassation, visée à l'article 425, § 1^{er}, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle.

§ 8. Le ministère public et le ministre ou son délégué communiquent leur mémoire à l'étranger ou à son conseil par courrier recommandé ou, dans les conditions fixées par le Roi, par la voie électronique. Ils peuvent aussi faire remettre le mémoire à l'étranger. La preuve de l'envoi ou de la remise est déposée au greffe dans le délai prévu pour le dépôt du mémoire.

§ 9. Le défendeur en cassation ne peut indiquer sa réponse que dans un mémoire signé par un avocat titulaire de l'attestation visée à l'article 425, § 1^{er}, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle et remis au greffe de la Cour de cassation au plus tard cinq jours avant l'audience.

§ 10. Le greffier constate la remise des mémoires ou des pièces en indiquant la date de réception. Il délivre récépissé au déposant s'il en est requis.

§ 11. Les conditions prévues pour introduire un pourvoi en cassation sont prescrites à peine d'irrecevabilité du pourvoi. Les conditions requises pour le dépôt et la communication des mémoires sont prescrites à peine d'irrecevabilité du mémoire.

§ 12. La Cour de cassation statue dans les quinze jours de la déclaration de pourvoi, l'étranger restant entre-temps en détention.

§ 13. Après un arrêt de cassation avec renvoi, la cour d'appel, autrement composée, ou une autre cour d'appel, statuera dans les quinze jours, à compter du prononcé de cet arrêt, l'étranger restant entre-temps en détention.

§ 14. Les fonctionnaires de police et les fonctionnaires de l'Office des étrangers peuvent être chargés par le ministère public, le ministre ou son délégué, d'effectuer les significations, notifications ou remises à l'étranger, prévues par cet article, et ce, sans frais.

A l'article 73 de la loi du 15 décembre 1980, il est proposé que les termes « ou la chambre des mises en accusation » soient insérés entre les mots "si la chambre du conseil" et les mots "décide de ne pas maintenir l'arrestation".

11. Code pénal social, visite domiciliaire portant sur des faits de traite des êtres humains, même conjointement à des faits constituant des infractions de droit pénal social

Dans notre rapport législatif 2012-2013, nous avons attiré l'attention du législateur sur un arrêt du 24 avril 2013⁹⁷, dans lequel la Cour de cassation a considéré que la traite des êtres humains est un

⁹⁷ Cass. 24 avril 2013, RG P.12.1919.F, Pas. 2013, n° 254, avec concl. OM.

délit dont la constatation, lorsqu'elle requiert la pénétration dans un lieu habité sans le consentement de l'occupant, suppose la délivrance d'un mandat de perquisition par le juge d'instruction.

La Cour en a déduit que lorsqu'un délit de droit commun tel que la traite des êtres humains a été commis en même temps qu'une infraction aux lois sociales ou à l'une quelconque des autres lois particulières prévoyant également l'intervention du juge de police, ce dernier ne voit pas sa compétence d'autorisation étendue aux infractions de droit commun connexes audits délits ou indivisibles avec ceux-ci.

La Cour a confirmé sa jurisprudence dans un arrêt du 23 septembre 2015⁹⁸, en considérant que, dès lors qu'une visite domiciliaire a pour objet de constater des infractions de droit commun et de droit pénal social, un mandat de perquisition délivré par un juge d'instruction est nécessaire pour la constatation des infractions relevant tant de la première que de la seconde catégorie. La Cour a toutefois admis l'application de l'article 32 du titre préliminaire du Code de procédure pénale aux irrégularités affectant la désignation d'un juge d'instruction.

Dans son rapport de suivi législatif 2013-2014⁹⁹, le Collège des procureurs généraux a écrit que, pour remédier à la difficulté pour les inspecteurs sociaux disposant d'indices d'infractions de droit pénal social et, par connexité, de traite des êtres humains à des fins d'exploitation économique dans des lieux habités, de devoir toujours solliciter la délivrance d'un mandat de perquisition, plutôt qu'une autorisation de visite domiciliaire, *l'article 24 du Code pénal social pourrait être complété d'un paragraphe précisant que :*

« Par dérogation à l'article 81, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, l'autorisation de visite domiciliaire s'applique aux faits pour lesquels les inspecteurs sociaux disposent d'indices qu'ils sont constitutifs de l'infraction visée à l'article 433quinquies, § 1^{er}, 3°, du Code pénal connexe à des infractions prévues au présent Code ».
Nous pensons devoir toujours soutenir cette proposition.

12. Intervention obligatoire d'un avocat à la Cour de cassation en matière fiscale

Il est admis qu'en matière fiscale, la procédure de droit commun prévue aux articles 1073 et suivants du Code judiciaire s'applique au pourvoi en cassation, sous réserve des exceptions prévues par les diverses lois fiscales. Ces exceptions concernent la possibilité de faire signer la requête par un avocat qui n'est pas un avocat à la Cour.

En matière fiscale, la Cour ne peut soulever des moyens d'office, alors qu'elle peut le faire en matière pénale, de sorte que la manière dont est rédigé le pourvoi en cassation orientera nécessairement le résultat de la procédure.

Il ressort des statistiques que tant le contribuable que l'administration obtiennent de meilleurs résultats lorsqu'il a été fait appel à un avocat à la Cour de cassation.

Nous proposons dès lors de rendre l'intervention d'un avocat à la Cour obligatoire pour les deux parties en matière fiscale également.

Si l'on souhaite rendre obligatoire l'intervention d'un avocat à la Cour, cela implique les modifications suivantes :

⁹⁸ Cass. 23 septembre 2015, RG P.14.0238.F, Pas. 2015, n° 546.

⁹⁹ Collège des procureurs généraux, Rapport de suivi législatif 2013-2014, p. 124.

Codes des impôts sur les revenus 1992 : abrogation de l'article 378 qui dispose que la requête introduisant le pourvoi en cassation et la réponse au pourvoi peuvent être signées et déposées par un avocat.

Code de la TVA : abrogation de l'article 93 contenant une disposition similaire à celle de l'article 378 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (AR n° 64 du 30 novembre 1939 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe), dans la version fédérale : abrogation de l'article 225ter, tel que modifié par l'article 382 de la loi-programme du 27 décembre 2004, qui dispose également que la requête introduisant le pourvoi en cassation et la réponse au pourvoi peuvent être signées et déposées par un avocat.

Code des droits de succession (AR n° 308 du 31 mars 1936), dans la version fédérale : abrogation de l'article 142/4, tel qu'inséré par l'article 75 de la loi du 15 mars 1999, qui dispose que la requête introduisant le pourvoi en cassation et la réponse au pourvoi peuvent être signées et déposées par un avocat.

Loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales : abrogation de l'article 11 qui renvoie aux règles applicables en matière d'impôts d'Etat sur le revenu.

Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (AR du 23 novembre 1965 portant codification des dispositions légales relatives aux taxes assimilées aux impôts sur les revenus), dans la version fédérale : abrogation de l'article 2 qui renvoie aux articles 366 à 379 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Code des droits et taxes divers (AR du 2 mars 1927) : abrogation de l'article 210bis qui contient une disposition similaire à celle des articles 378 du Code des impôts sur les revenus 1992, 93 du Code de la TVA, 225ter du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et 142/4 du Code des droits de succession.

Loi générale sur les douanes et accises (AR du 18 juillet 1977 portant coordination des dispositions générales relatives aux douanes et accises). L'article 280 dispose que : « Les causes purement civiles qui ne sont accompagnées d'aucune action en application d'emprisonnement, d'amende ou de confiscation, sont jugées suivant les règles prévues par le Code judiciaire en matière de compétence et de procédure. » L'article 284 dispose que : « Dans tous les cas où, d'après les lois en vigueur, le recours en cassation peut avoir lieu, on pourra, conformément à ces dispositions, faire usage de ce moyen dans les affaires en matière de douanes et accises. » En matière de douanes et accises, il n'existe aucune disposition comparable à celle des articles 378 du Code des impôts sur les revenus 1992, 93 du Code de la TVA, 225ter du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, 142/4 du Code des droits de succession et 210bis du Code des droits et taxes divers.

Il s'ensuit que les articles 478 et 1080 du Code judiciaire, qui accordent un monopole aux avocats à la Cour, sont applicables. Conclusion: dans les affaires de douanes et accises civiles, l'intervention d'un avocat à la Cour de cassation est obligatoire et les dispositions de la loi générale sur les douanes et accises ne requièrent pas de modification.

